



Le Groupe
Jean Coutu
(PJC) inc.

RAPPORT DU QUATRIÈME TRIMESTRE ET RAPPORT ANNUEL AUX ACTIONNAIRES

Périodes de 13 et 52 semaines terminées le 27 mai 2006

À nos actionnaires,

Le Groupe Jean Coutu a le plaisir de vous communiquer ses résultats financiers du quatrième trimestre et de l'exercice financier 2006, représentant les périodes de 13 et 52 semaines terminées le 27 mai 2006.

Pour le quatrième trimestre, le bénéfice net s'élevait à 30,3 millions de dollars (0,12 \$ par action) comparativement à 46,2 millions de dollars (0,18 \$ par action) pour le quatrième trimestre de l'exercice financier précédent et à 31,6 millions de dollars (0,12 \$ par action) au troisième trimestre du présent exercice. Le bénéfice avant pertes non réalisées sur activités de financement s'établissait à 41,5 millions de dollars (0,16 \$ par action), comparativement à 45,8 millions de dollars (0,18 \$ par action) pour le quatrième trimestre de 2005 et à 31,9 millions de dollars (0,12 \$ par action) au troisième trimestre du présent exercice financier.

La performance du réseau canadien continue de s'améliorer et la croissance des ventes au détail du réseau américain, sur une base d'établissements comparables, s'est améliorée grâce à la progression des ventes du secteur pharmaceutique. Les ventes du secteur commercial affichent une amélioration dans les produits de consommation courante, de même que dans les produits de santé et de beauté, mais sont encore affectées par la baisse importante des ventes dans la catégorie photo.

Le bénéfice net pour l'exercice financier 2006 s'élevait à 103,8 millions de dollars (0,40 \$ par action), comparativement à un bénéfice net de 104,4 millions de dollars (0,41 \$ par action) pour l'exercice financier 2005. Le bénéfice avant pertes non réalisées sur activités de financement s'établissait à 114,7 millions de dollars (0,44 \$ par action), comparativement à 112,2 millions de dollars (0,44 \$ par action) lors de l'exercice financier précédent. Une perte de change non réalisée sur éléments monétaires, de l'ordre de 10,9 millions de dollars, a été inscrite au cours de l'exercice financier 2006; cette perte a été contrebalancée en grande partie par un gain de change réalisé sur éléments monétaires de 9,7 millions de dollars.

Les revenus de la période de 13 semaines terminée le 27 mai 2006 ont atteint 2,875 milliards de dollars comparativement à 2,768 milliards de dollars au cours de la même période lors de l'exercice financier précédent. Sur une base d'établissements comparables, les ventes au détail totales affichent une hausse de 5,5 % au Canada et de 2,7 % aux États-Unis comparativement à l'an passé. Pour le quatrième trimestre, l'effet du remplacement des médicaments d'origine par des médicaments génériques sur la croissance des ventes du secteur pharmaceutique représentait 245 points de base. Sur une base d'établissements comparables, les ventes au détail totales de l'exercice financier 2006 ont enregistré une hausse de 4,3 % au Canada et de 1,2 % aux États-Unis. Les revenus de l'exercice financier 2006 ont augmenté de 1,526 milliard de dollars ou 15,9 % pour atteindre 11,143 milliards de dollars comparativement à 9,617 milliards de dollars au cours de l'exercice financier 2005. Cette augmentation est principalement attribuable aux revenus additionnels générés par les pharmacies Eckerd acquises pour les 52 semaines terminées le 27 mai 2006 comparativement à 43 semaines au cours de l'exercice financier de 2005.

Le BEAA a diminué au cours du quatrième trimestre de l'exercice financier 2006 pour atteindre 129,9 millions de dollars alors qu'il atteignait 148,4 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice financier 2005. Le BEAA du quatrième trimestre de 2005 a bénéficié de retombées positives de 21 millions de dollars à la suite de changements favorables des estimations relatives à certaines dépenses et revenus d'exploitation sur la base de nouvelles informations obtenues au cours de ce trimestre. Ces changements d'estimations ont eu des retombées positives de 12 millions de dollars sur le coût des marchandises vendues et de 9 millions de dollars sur les frais généraux et d'exploitation. En excluant ces changements d'estimations qui ont été comptabilisés sur une base prospective, le BEAA a augmenté de 2,5 millions de dollars par rapport à la même période de l'exercice financier 2005; exprimé en pourcentage des revenus, le BEAA s'établissait à 4,5 % au terme du quatrième trimestre, comparativement à 4,6 % pour la même période lors de l'exercice financier 2005. Le BEAA de la période de 52 semaines terminée le 27 mai 2006 a progressé pour atteindre 496,6 millions de dollars comparativement à 452,7 millions de dollars pour l'exercice financier 2005. Le BEAA exprimé en pourcentage des revenus s'établissait à 4,5 % à la clôture de l'exercice financier 2006, une diminution par rapport à l'exercice financier précédent alors qu'il s'établissait à 4,7 %.

En date du 27 mai 2006, le Groupe Jean Coutu comprenait 327 établissements franchisés au Canada et 1 858 établissements corporatifs Brooks et Eckerd aux États-Unis.

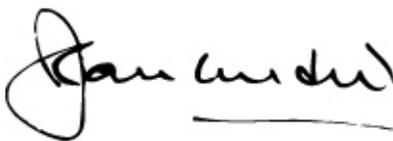
Le conseil d'administration de la Compagnie a déclaré un dividende trimestriel de 0,03 \$ CA par action, payable le 31 août 2006 à tous les porteurs d'actions à droits de vote subalterne catégorie A ainsi qu'aux porteurs d'actions catégorie B inscrits aux registres de la Compagnie en date du 17 août 2006.

Au cours du prochain exercice, nous viserons à améliorer la performance de nos réseaux de même que celle de nos résultats financiers afin de créer de la valeur pour nos actionnaires. Des initiatives stratégiques assureront le développement de nos réseaux canadien et américain, permettant de fidéliser et d'accroître notre clientèle. La qualité de nos services et de notre personnel et la diversité de notre offre seront nos marques de distinction.

Nous remercions tous nos employés pour leur persévérance et leurs efforts au cours de l'exercice 2006. Nous voulons également remercier nos franchisés, nos actionnaires et nos clients pour leur appui et leur confiance soutenus. Ils représentent pour nous une source de motivation intarissable dans la poursuite de nos objectifs de croissance, de rentabilité et de création de la valeur.

Bien cordialement,

Président du conseil d'administration,
Président et Chef de la direction,



Jean Coutu

Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion offre une analyse des résultats d'exploitation consolidés et de la situation financière de Le Groupe Jean Coutu (PJC) inc. (« la Compagnie » ou le « Groupe Jean Coutu ») pour les périodes de 13 et 52 semaines terminées le 27 mai 2006.

La Compagnie occupe le quatrième rang parmi les plus importantes chaînes de pharmacies en Amérique du Nord et le deuxième rang dans l'est des États-Unis et du Canada, avec un réseau de 2 185 établissements.

Dans le présent rapport de gestion, la direction a eu recours à certaines mesures qui ne sont pas définies par les principes comptables généralement reconnus (« PCGR »). En effet, même si le bénéfice d'exploitation avant amortissements (« BEAA ») et le bénéfice avant pertes (gains) non réalisées sur activités de financement ne constituent pas des mesures de performance reconnues selon les PCGR du Canada, la direction, les investisseurs et les analystes les utilisent afin d'évaluer la performance de la Compagnie en matière de finances et d'exploitation. De plus, la méthode utilisée pour le calcul de ces mesures par la Compagnie peut être différente de celle utilisée par d'autres entreprises. Dans le présent rapport de gestion, nous avons rapproché ces mesures du bénéfice net, une mesure de performance établie selon les PCGR du Canada.

PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS

La Compagnie présente l'ensemble de son information financière en dollars américains, en conformité avec les PCGR du Canada, étant donné que la majorité de ses activités se déroulent aux États-Unis et que sa dette est libellée en dollars américains. Le présent rapport de gestion doit être lu concurremment avec les états financiers consolidés et les notes complémentaires établis en date du 27 mai 2006 ainsi qu'avec les documents déposés récemment par la Compagnie.

Les lecteurs peuvent obtenir des renseignements et des documents complémentaires sur la Compagnie ainsi que sa notice annuelle par l'entremise des sites Internet www.sedar.com (Canada) et www.sec.gov (États-Unis).

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Certaines déclarations contenues dans le présent rapport de gestion pourraient constituer des déclarations prospectives au sens de la *US Private Securities Litigation Reform Act* de 1995. Les verbes « croire », « prévoir », « estimer » et d'autres expressions similaires indiquent en général des déclarations prospectives. Ces déclarations prospectives ne donnent pas de garantie quant à la performance future de la Compagnie ou de ses secteurs d'activités et elles supposent des risques connus et inconnus ainsi que des incertitudes pouvant faire en sorte que les perspectives, le rendement ou les résultats réels de la Compagnie ou de ceux de ses secteurs d'activité soient sensiblement différents du rendement ou des résultats futurs exprimés ou sous-entendus par ces déclarations en raison de facteurs tels que les changements de réglementation en ce qui a trait à la vente de médicaments d'ordonnance, la concurrence des autres détaillants, les fluctuations des taux d'intérêt, les risques liés aux devises étrangères, certains risques liés à la propriété, la capacité d'attirer et de retenir les pharmaciens, les risques liés aux tiers fournisseurs de service, les risques liés aux cycles saisonniers, les modifications des lois, règles et règlements fédéraux, provinciaux et régionaux ayant trait aux questions environnementales et commerciales de la Compagnie, les modifications des règlements sur les impôts et des prises de position comptables, le succès du modèle d'affaires de la Compagnie, la réputation des fournisseurs et des marques et le bien-fondé des hypothèses de la direction. Cette liste ne comprend pas tous les facteurs qui peuvent influencer les déclarations de nature prévisionnelle de la Compagnie. Les lecteurs sont invités à consulter la section portant sur les risques et incertitudes du présent rapport et des autres documents déposés par la Compagnie. La Compagnie décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser les déclarations prospectives contenues dans les documents qu'elle publie, que ce soit en raison de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres éléments.

PROFIL DE L'ENTREPRISE

Nous exerçons nos activités au sein de l'industrie nord-américaine de la pharmacie de détail principalement dans deux régions, soit l'est du Canada et l'est des États-Unis, par l'entremise d'établissements corporatifs et franchisés sous les bannières Brooks, Eckerd, PJC Jean Coutu, PJC Santé Beauté et PJC Clinique.

Au 27 mai 2006, notre réseau d'établissements franchisés canadien PJC Jean Coutu (« PJC ») et notre réseau d'établissements corporatifs américains Brooks Eckerd se répartissait ainsi, par pays et par catégorie d'établissements :

	Canada	États-Unis	Total 2006	Total 2005
Nombre total d'établissements	327	1 858	2 185	2 243
Établissements ou immeubles indépendants	80	986	1 066	1 087
Établissements ouverts jour et nuit	-	34	34	34
Pharmacies avec service au volant	25	876	901	891

CANADA

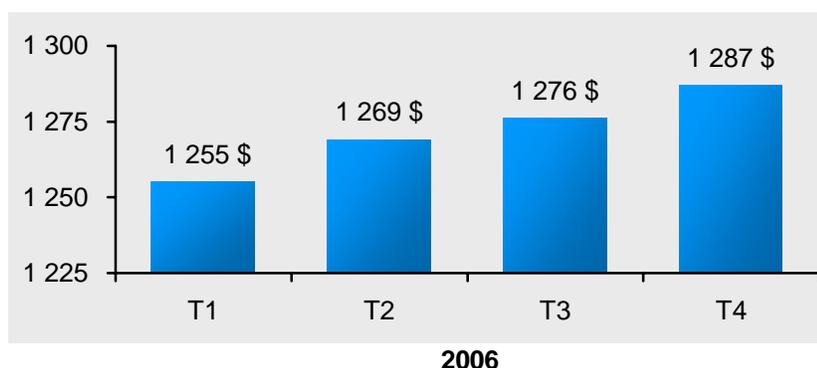
Profil du réseau d'établissements franchisés canadien

Le Groupe Jean Coutu (PJC) inc. est la deuxième plus importante chaîne de pharmacies au Canada, où elle exploite un réseau de 327 établissements au Québec, en Ontario et au Nouveau Brunswick. Nos activités de franchisage comprennent l'exploitation de deux centres de distribution et la prestation de plusieurs services à nos établissements franchisés PJC. Il s'agit notamment des services d'achats centralisés, de distribution, de commercialisation, de formation, de ressources humaines, de gestion, de consultation opérationnelle et de systèmes d'information, de même qu'une participation à notre programme de marque maison. Les franchisés PJC sont propriétaires de leur établissement et en assument la gestion, en plus de veiller au merchandising et au financement de leurs stocks. Ils doivent s'approvisionner auprès de nos centres de distribution dans la mesure où les produits demandés sont disponibles et offerts à un prix inférieur ou égal à celui d'autres fournisseurs. Nous fournissons aux franchisés PJC environ 75 % des produits disponibles dans leurs établissements, y compris presque tous les médicaments d'ordonnance. Même si les ventes au détail des établissements franchisés PJC ne sont pas comptabilisées dans nos revenus, toute augmentation ou diminution de ces ventes a une incidence directe sur notre performance, compte tenu des retombées que de telles variations peuvent avoir sur le volume des ventes des centres de distribution et sur le montant des redevances versées par les franchisés.

Les pharmacies PJC Jean Coutu ont exécuté 50,4 millions d'ordonnances au cours de l'exercice financier 2006, soit en moyenne 3 019 ordonnances par pharmacie, par semaine. Le secteur commercial de nos établissements mise principalement sur le bien-être en proposant à la clientèle un vaste choix de produits de santé et de beauté. En outre, environ 8 % de nos ventes de détail du secteur commercial proviennent de 1 800 produits de marque maison ou exclusifs. Reconnus pour leur excellent rapport qualité prix, ces produits fort populaires contribuent à l'augmentation de nos marges bénéficiaires et de notre achalandage ainsi qu'à la fidélisation de notre clientèle.

Réseau canadien – Ventes au détail par pied carré

(en dollars canadiens)



Les ventes au détail par pied carré constituent un indicateur clé en ce qui concerne la performance. Ainsi, en divisant les ventes totales au cours des douze derniers mois par le nombre moyen de pieds carrés, la direction de la Compagnie dispose d'un bon indicateur de performance de son réseau. La croissance des ventes est directement liée à la pleine réalisation des stratégies de la Compagnie, lesquelles sont plus amplement décrites dans ce rapport.

Les ventes au détail par pied carré réalisées par le réseau de pharmacies PJC Jean Coutu ont augmenté à chacun des trimestres de l'exercice financier 2006 et s'élevaient à 1 287 dollars canadiens par pied carré au quatrième trimestre, ce qui constitue la meilleure performance dans le marché canadien des pharmacies. L'établissement PJC type réalise des ventes annuelles de 10,0 millions de dollars canadiens.

Nos initiatives stratégiques en 2006

Expansion et modernisation du réseau canadien

Au cours de l'exercice financier 2006, nous avons poursuivi l'expansion de notre réseau canadien en procédant à l'ouverture et à la relocalisation de 12 établissements. Le nouveau prototype d'établissement *PJC Jean Coutu* a été introduit et plusieurs établissements ont fait l'objet de rénovations ou d'agrandissement.

Nous avons également élaboré de nouveaux planogrammes d'aménagement afin de rehausser l'attrait de nos surfaces de vente et de mettre en valeur nos produits dans des espaces attractifs conçus pour répondre aux besoins des consommateurs. Ces nouveaux outils sont des éléments clés qui viennent soutenir nos stratégies commerciales élaborées pour accroître les ventes de notre réseau canadien dans les secteurs pharmaceutique et commercial et dans le domaine des produits saisonniers.

Nouveau centre de distribution en Ontario

Tel qu'il avait été prévu, la mise en opération de notre nouvel entrepôt en Ontario a été réalisée au cours de l'exercice financier 2006. Ces nouvelles installations nous permettront d'optimiser nos opérations d'approvisionnement tout en nous offrant la capacité d'augmenter le nombre de produits que nous distribuons dans notre réseau et l'occasion de développer notre propre programme d'importation.

Publicité

Une campagne publicitaire télévisée, constituée de deux nouveaux messages, a été lancée à l'automne 2005. Cette campagne, comme la précédente, a permis de rehausser la notoriété de la bannière PJC.

Programme de récompenses AIR MILES^{md}

Apprécié des consommateurs, le programme de récompenses AIR MILES^{md} constitue un atout important pour Le Groupe Jean Coutu, qui en détient l'exclusivité dans le secteur de la pharmacie de détail au Québec et au Nouveau-Brunswick. Au mois de janvier 2006, nous avons lancé le programme de récompenses instantanées AIR MILES^{md}, une première au Canada. Les adhérents au programme AIR MILES^{md} ont désormais la possibilité de se procurer instantanément en magasin une carte cadeau *PJC Jean Coutu* en échange de milles de récompense. Par ailleurs, depuis le mois de février 2006, les adhérents au programme AIR MILES^{md} peuvent également accumuler leurs milles de récompense dans nos pharmacies situées en Ontario.

Section beauté

Dix-sept nouvelles *Boutiques Passion Beauté* se sont ajoutées à notre réseau au cours de l'année, portant leur nombre à 27 au terme de l'exercice financier 2006. De plus, nous avons entrepris le déploiement de nouvelles sections dermo-cosmétiques plus élaborées qui offrent davantage de produits, des outils d'analyse de la peau et les services conseils de cosméticiennes professionnelles. À ce jour, 162 pharmacies se sont dotées de ces nouvelles installations dermo-cosmétiques. Cette initiative s'inscrit dans la poursuite de notre objectif de faire de nos pharmacies des établissements voués au bien-être, tout en nous permettant d'accroître nos ventes dans des créneaux où les perspectives de croissance sont fort intéressantes.

Section de la photo

Nous sommes reconnus comme une destination de choix en matière de services photographiques et nous innovons sans cesse afin de mettre à la disposition de nos clients des solutions d'accès rapides telles que les kiosques d'impression numérique en succursales et un service de commande de développement de photos en ligne.

Programme de marque maison

Au cours de l'exercice financier 2006, nous avons procédé au lancement de la nouvelle image de la marque *Personnelle*. Le nouveau concept a pour principal objectif de mettre en valeur la qualité de notre vaste gamme de produits maison, une initiative qui vise à générer plus de ventes en incitant un plus grand nombre de clients à opter pour ces produits lorsqu'ils effectuent leurs achats. Nous poursuivons le développement de cette gamme exclusive et chaque année, nous introduisons de nouveaux produits en privilégiant le secteur de la santé, un secteur où les perspectives de croissance sont également très intéressantes.

Nos nouvelles initiatives pour 2007

Au cours de l'exercice financier 2007, nous prévoyons une augmentation des ventes dans le secteur pharmaceutique, dans les produits reliés à la santé et à la beauté et dans les produits saisonniers. L'implantation de notre nouveau modèle de support conçu pour aider nos établissements canadiens à mettre en oeuvre des stratégies commerciales plus efficaces et mieux adaptées aux besoins locaux, constituera un atout de taille dans la poursuite de nos objectifs de croissance. La formation de notre personnel sera également un domaine dans lequel nous continuerons d'investir afin d'améliorer l'efficacité des opérations de notre réseau et le maintien de services de grande qualité.

Le nouvel établissement *PJC Jean Coutu* et le déploiement de nouveaux outils de développement devraient contribuer à augmenter les ventes et à assurer l'expansion d'un réseau de grande qualité. Nous poursuivons le développement et l'amélioration de notre réseau en investissant dans les infrastructures de nos pharmacies et en exploitant des technologies avancées qui nous permettront de générer plus de ventes, d'identifier les meilleures occasions quant à l'emplacement des établissements et d'augmenter la valeur de nos actifs immobiliers. Au cours de l'exercice financier 2007, nous prévoyons ouvrir six nouveaux établissements et en relocaliser huit autres, sans compter la mise en marche de travaux de rénovation dans plusieurs établissements et la réalisation de projets d'expansion. Nous prévoyons également inaugurer plusieurs *Boutiques Passion Beauté* et sections dermo-cosmétiques.

Finalement, nous continuerons à promouvoir la bannière *Jean Coutu* et à capitaliser sur notre nouveau programme de récompenses instantanées AIR MILES^{md} pour fidéliser notre clientèle. Nous créerons également des programmes de promotion qui nous permettront d'en tirer pleinement profit.

ÉTATS-UNIS

Profil du réseau d'établissements corporatifs américain

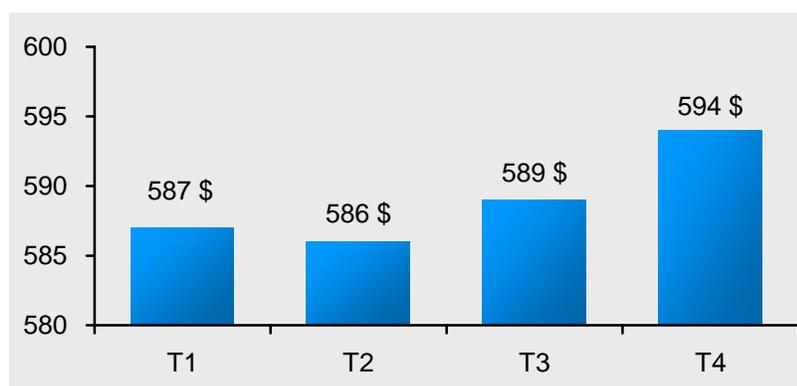
Aux États-Unis, nous exploitons un réseau de 1 858 établissements corporatifs sous les bannières Brooks et Eckerd ainsi que six centres de distribution dans 18 états de l'est des États-Unis. En 2005, nous exploitons 1 922 établissements corporatifs et six centres de distribution. Le siège social de The Jean Coutu Group (PJC) USA, Inc. est établi à Warwick, dans le Rhode Island. Toutes les fonctions administratives et de soutien pour l'ensemble du réseau des pharmacies Brooks et Eckerd y sont centralisées. Ces fonctions incluent, entre autres, les finances, les achats, la distribution, la commercialisation, les ressources humaines, les systèmes d'information et leur support, l'immobilier et d'autres services. Près de 50 % des pharmacies *Brooks* et *Eckerd* occupent la première ou la deuxième position dans leurs marchés respectifs.

Au cours de l'exercice financier 2006, le réseau américain a exécuté plus de 119,5 millions d'ordonnances, soit en moyenne 1 240 ordonnances par pharmacie, par semaine.

Le secteur commercial offre pour sa part un vaste choix de produits de santé et de beauté dont une gamme de plus en plus importante de produits de marque maison.

Réseau américain – Ventes au détail par pied carré

(en dollars américains)



2006

Les ventes au détail par pied carré constituent un indicateur clé en ce qui concerne la performance. Ainsi, en divisant les ventes totales au cours des douze derniers mois par le nombre moyen de pieds carrés, la direction de la Compagnie dispose d'un bon indicateur de performance de son réseau. La croissance des ventes est directement liée à la pleine réalisation des stratégies de la Compagnie, lesquelles sont plus amplement décrites dans ce rapport. Les ventes au détail par pied carré du réseau Brooks Eckerd se sont accrues et ont atteint 594 dollars américains au quatrième trimestre. Les ventes annuelles moyennes par établissement du réseau Brooks Eckerd peuvent encore progresser, ce qui représente en soi une occasion de croissance fort importante.

Nos initiatives stratégiques en 2006

Intégration Brooks Eckerd

Au cours de l'exercice financier 2006, nos équipes ont conjugué leurs talents et leurs efforts dans la poursuite des travaux d'intégration des opérations d'*Eckerd* et de *Brooks*. En matière de technologies, plusieurs étapes ont été réalisées avec succès. Parmi les nombreuses initiatives menées durant cette période, nous tenons à souligner les projets suivants :

- la migration des infrastructures informatiques d'*Eckerd* du Kentucky et de la Floride vers celles du Rhode Island,
- le début du déploiement du système *RX Care* et des nouveaux systèmes de points de vente dans les établissements *Eckerd*.

Secteur pharmaceutique :

Technologie

Le système *RX Care* est déjà opérationnel dans tous les établissements *Brooks*. Le déploiement du même système dans les succursales *Eckerd* a été amorcé au cours de l'exercice financier 2006 dans plusieurs établissements *Eckerd* du nord-est des États-Unis. Des programmes de formation ont été mis sur pied dans le but de familiariser les professionnels en pharmacie et le personnel de laboratoire au système *RX Care*.

Dans une optique d'amélioration continue de notre prestation en matière de services professionnels, d'importants projets ont été mis en branle afin d'intégrer le système *RX Care* au système de points de vente dans le cadre du programme *Automatic Courtesy Prescription Refills*. Nous avons également élargi l'accès au système d'ordonnances en ligne, *e-prescription*.

Services de soins de santé

Plusieurs nouvelles initiatives ont été entreprises quant aux services reliés à la santé dans les établissements *Brooks Eckerd*. À titre d'exemple, au cours de l'automne 2005, plusieurs pharmaciens, spécialement formés, ont procédé à une opération de vaccination en pharmacie.

De plus, nous avons mis sur pied, à l'intention des clients et de groupes d'employés, des programmes d'éducation spécifiques reliés à la santé.

Programme d'assurance médicaments de *Medicare Part D Drug Benefit*

Entré en vigueur au mois de janvier 2006, le programme d'assurance médicaments *Medicare Part D Drug Benefit* représente une occasion de croissance à long terme des ventes de médicaments d'ordonnances et de médicaments en vente libre et un levier stratégique pour fidéliser la clientèle. Nous avons travaillé étroitement avec les intervenants des régimes d'assurance médicaments des 18 régions *Medicare Part D Drug Benefit* où opère la Compagnie et nous avons développé des alliances stratégiques avec diverses organisations. Au cours de l'exercice 2006, *Brooks Eckerd* a conclu plusieurs alliances notamment avec Humana, Ovations, CIGNA, Highmark, Instill et le Health Now Plan.

Promotion et développement des marchés

- Le programme *Pharmacy First* a mis au premier plan notre engagement à l'égard de la santé et du bien-être des communautés. Ce programme a pour principal objectif la mise en valeur de la variété et de la qualité des services offerts en matière de santé dans le réseau ainsi que notre expertise en ce qui concerne le programme d'assurance médicaments de *Medicare Part D Drug Benefit*. Plusieurs initiatives ont été menées en ce sens au cours de l'exercice financier 2006.
- Nous avons mis en service un nouveau centre d'appels d'accès à l'information dans le cadre du programme d'assurance médicaments *Medicare Part D Drug Benefit*. Déjà plusieurs milliers d'appels ont été reçus de bénéficiaires de *Medicare* désirant obtenir plus de renseignements sur les plans qui leur sont offerts et sur leurs options.

- Au cours de l'exercice financier 2006, *Brooks Eckerd* a participé à plus de 600 événements dans les communautés desservies par le réseau. Le but de cette initiative était d'accroître notre visibilité à l'échelle locale et de créer un rapprochement avec les gens des communautés que nous desservons. La participation à ces événements nous a permis de promouvoir nos services en pharmacie auprès de plus de 100 000 personnes.

Secteur commercial :

Gestion et opérations

Le développement et le déploiement de plusieurs outils et applications ont été effectués au cours de l'exercice financier 2006 afin d'accroître notre performance opérationnelle dans divers secteurs d'activités. Soulignons notamment :

- Mise en place et réglage du système *Selmor*, un système de gestion des inventaires internes et des commandes assisté par ordinateur, qui offre plusieurs fonctions telles que le réapprovisionnement de commandes fixes et d'articles en promotion de même que l'attribution des quantités requises de produits saisonniers selon les établissements.
- Lancement d'un nouveau système de comptabilité en pharmacie afin de permettre aux responsables des opérations en magasin d'exercer un contrôle sur l'ensemble des transactions reliées à la gestion des inventaires ainsi que sur les livraisons et les paiements des fournisseurs.

Promotions

L'équipe marketing a élaboré de nouvelles promotions afin d'attirer les clients dans nos établissements : promotions d'articles en grande demande dans les circulaires et les journaux, promotions spéciales à l'occasion de l'ouverture de nouveaux établissements, journées thématiques et coupons de réduction figurent au nombre des initiatives qui visent à augmenter l'achalandage dans l'ensemble du réseau.

De plus, une campagne publicitaire, radio et télévision, a été lancée afin de positionner *Brooks et Eckerd* comme des experts en pharmacie qui ont à cœur de veiller sur la santé et le bien-être des gens. Cette campagne visait également à promouvoir l'expertise des pharmaciens en ce qui concerne le nouveau programme d'assurance médicaments de *Medicare Part D Drug Benefit* tout en sensibilisant les consommateurs quant aux plans qui leur sont offerts et à leurs options.

Projets dans les établissements du réseau américain

Au cours de l'exercice financier 2006, 38 nouveaux établissements ont ouvert leurs portes, incluant des relocalisations, et deux établissements ont été acquis.

Deux programmes ont été introduits afin de revoir et améliorer les aménagements en succursale et ainsi de mieux répondre aux nouvelles tendances et aux goûts des consommateurs. Le projet *Open View* assure le développement de concepts visuels plus esthétiques. Pour sa part, le nouveau programme *Flip It*, a permis de réaménager les articles saisonniers à l'avant des magasins, ce qui a eu pour effet d'améliorer les ventes et les marges bénéficiaires pour cette catégorie de produits au cours de l'exercice 2006.

Plusieurs établissements *Eckerd*, autrefois mal éclairés, ont bénéficié d'importants investissements dans le cadre du projet *Glow in the Dark*, entrepris au cours de l'exercice financier 2006. Ces établissements jouissent désormais d'un éclairage adéquat à l'extérieur, améliorant ainsi l'expérience de magasinage des clients en soirée.

Nous avons continué par ailleurs à mettre l'accent sur la rationalisation des frais d'exploitation tout en veillant à assurer le développement d'un réseau de grande qualité. À cet égard, nous avons procédé à la fermeture de 78 établissements non performants au cours du premier trimestre. Au cours de l'exercice financier 2006, 85 établissements ont été fermés.

Logistique et distribution

Au cours de l'exercice financier 2006, nous avons investi dans notre réseau de distribution afin d'améliorer la productivité, réduire les frais d'exploitation et améliorer les résultats d'exploitation. En outre, nous avons concentré nos efforts sur l'amélioration du niveau de services grâce à la mise en œuvre d'initiatives destinées à l'optimisation du réseau d'approvisionnement et à la rationalisation des centres de distribution.

Nos nouvelles initiatives pour 2007

Au cours de l'exercice financier 2007, dans le cadre du programme d'assurance médicaments de *Medicare Part D Drug Benefit*, nous entendons poursuivre nos efforts pour nous positionner comme chef de file, et ce, en développant de nouvelles alliances avec d'importants gestionnaires de régimes d'assurance santé et d'assurance médicaments qui desservent nos marchés et nous continuerons d'entretenir des relations solides avec ceux qui nous ont déjà témoigné leur confiance.

Nous capitaliserons sur notre détermination à consolider et à simplifier nos processus et à améliorer les outils technologiques dans tous les secteurs de notre organisation. Nous poursuivrons nos efforts destinés à améliorer la performance financière des pharmacies Eckerd. Nous entendons également améliorer nos marges bénéficiaires grâce à l'optimisation de notre stratégie d'approvisionnement et de distribution et à diverses autres mesures conçues pour maximiser les économies d'échelle.

Nous continuerons à mettre de l'avant des initiatives et des programmes qui nous permettront de bâtir des relations durables grâce à un service à la clientèle exceptionnel, stimulant ainsi la croissance de nos ventes et d'amélioration de nos parts de marché. À ce titre, nous poursuivrons l'expansion de nos programmes dans les secteurs pharmaceutique et commercial afin d'attirer davantage de clients et de mieux répondre à leurs besoins.

Nous poursuivrons le développement et l'amélioration de notre réseau en investissant dans nos pharmacies et en exploitant des technologies avancées qui nous permettront de générer plus de ventes, d'identifier les meilleures occasions quant à l'emplacement des établissements et d'augmenter la valeur de nos actifs immobiliers. Au cours de l'exercice 2007, nous prévoyons ouvrir neuf nouvelles succursales et relocaliser 19 établissements, sans compter la mise en marche de nombreux travaux de rénovation.

STRATÉGIES ET PERSPECTIVES

Le Groupe Jean Coutu considère qu'il occupe une position de choix qui lui permet déjà de tirer parti de la croissance de l'industrie nord-américaine de la pharmacie de détail en mettant en valeur ses marques de commerce renommées, son souci constant de l'excellence du service dans le secteur pharmaceutique, ainsi que ses innovations et ses commodités offertes dans le secteur commercial où l'accent est mis sur la santé et la beauté. Les tendances démographiques, tant au Canada qu'aux États-Unis, contribueront, selon les prévisions, à la croissance de la consommation de médicaments d'ordonnance ainsi qu'à l'augmentation constante de l'utilisation de produits pharmaceutiques comme principale forme d'intervention en matière de soins de santé personnels. La direction est d'avis que ces tendances se maintiendront et que la Compagnie assurera la croissance de ses ventes grâce à la qualité des produits et services offerts à la clientèle dans l'ensemble de ses réseaux de pharmacies.

La Compagnie exploite ses réseaux canadien et américain en mettant l'accent sur la croissance des ventes, ses projets immobiliers ainsi que sur l'efficacité de ses opérations afin de créer de la valeur pour ses actionnaires.

Au cours de l'exercice financier 2007, la Compagnie prévoit injecter près de 300 millions de dollars pour ses dépenses en immobilisations dont 50 millions de dollars seront alloués au Canada et 250 millions de dollars aux États-Unis.

Après avoir évalué en profondeur la compétitivité de son réseau d'établissements aux États-Unis, la Compagnie prévoit octroyer un important budget de dépenses à l'amélioration de son réseau Brooks Eckerd. Elle prévoit investir 46 millions de dollars pour l'ajout de neuf nouvelles pharmacies et la relocalisation de 19 établissements dans des marchés stratégiques. Un investissement de 58 millions de dollars est prévu pour mener à terme plus de 1 000 projets de rénovation dans les établissements. Les pharmacies Brooks Eckerd sélectionnées pour ce programme auront dorénavant une toute nouvelle apparence qui améliorera l'expérience de magasinage et favorisera l'accroissement des ventes et des parts de marché. Au cours de l'exercice financier 2007, la Compagnie investira 24 millions de dollars pour terminer la construction de son nouveau siège social. 78 millions de dollars ont été alloués à l'intégration du système informatique pour uniformiser les systèmes au laboratoire et aux points de vente. Enfin, les dépenses prévues pour réaliser d'autres projets, dont le centre de distribution, la logistique et les stratégies commerciales devraient atteindre 44 millions de dollars.

DONNÉES FINANCIÈRES

Le tableau ci-dessous présente une sélection de données ainsi que les résultats d'exploitation de la Compagnie pour les périodes de 52 semaines terminées le 27 mai 2006 et le 28 mai 2005.

<i>(en millions de dollars américains, sauf les données par action)</i>	2006			2005		
	Canada \$	États-Unis \$	Consolidées \$	Canada \$	États-Unis \$	Consolidées \$
Chiffre d'affaires	1 458,2	9 495,9	10 954,1	1 248,0	8 200,4	9 448,4
Coût des marchandises vendues	1 324,0	7 077,2	8 401,2	1 130,0	6 159,9	7 289,9
Bénéfice brut	134,2	2 418,7	2 552,9	118,0	2 040,5	2 158,5
En pourcentage du chiffre d'affaires	9,2 %	25,5 %	23,3 %	9,5 %	24,9 %	22,8 %
Autres produits ⁽¹⁾	181,0	11,8	192,8	161,7	10,8	172,5
Frais généraux et d'exploitation	150,2	2 098,9	2 249,1	132,4	1 745,9	1 878,3
Bénéfice d'exploitation avant amortissements	165,0	331,6	496,6	147,3	305,4	452,7
Amortissements ⁽¹⁾	15,9	215,8	231,7	14,0	184,8	198,8
Bénéfice d'exploitation	149,1	115,8	264,9	133,3	120,6	253,9
Frais financiers			205,1			162,1
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices			59,8			91,8
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices			(44,0)			(12,6)
Bénéfice net			103,8			104,4
Bénéfice net par action			0,40			0,41
Bénéfice par action avant pertes (gains) non réalisées sur activités de financement			0,44			0,44

⁽¹⁾ L'amortissement des incitatifs versés aux franchisés est inclus avec les amortissements plutôt qu'avec les autres produits dans les états financiers consolidés.

	2006 \$	2005 \$
<i>(en millions de dollars américains, sauf les données sur la croissance et les données par action)</i>		
Performance des réseaux – Ventes au détail		
Canada ⁽¹⁾	2 441,8	2 173,4
États-Unis	9 495,9	8 200,4
	11 937,7	10 373,8
Croissance des ventes au détail – établissements comparables ⁽²⁾		
Canada ⁽¹⁾		
Total	4,3 %	5,5 %
Secteur pharmaceutique	7,0 %	8,0 %
Secteur commercial	0,6 %	2,1 %
États-Unis ⁽³⁾		
Total	1,2 %	2,8 %
Secteur pharmaceutique	2,0 %	3,9 %
Secteur commercial	(1,1) %	0,4 %
Rapprochement du BEAA et du bénéfice net		
Bénéfice net	103,8	104,4
Frais financiers	205,1	162,1
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices	(44,0)	(12,6)
Bénéfice d'exploitation	264,9	253,9
Amortissements, selon les états financiers	227,9	195,3
Amortissements des incitatifs versés aux franchisés ⁽⁴⁾	3,8	3,5
Bénéfice d'exploitation avant amortissements (« BEAA »)	496,6	452,7
Rapprochement du bénéfice et du bénéfice par action avant pertes (gains) non réalisées sur activités de financement		
Bénéfice net	103,8	104,4
Pertes (gains) de change non réalisées sur des éléments monétaires	10,9	7,8
Bénéfice avant pertes (gains) non réalisées sur activités de financement	114,7	112,2
Bénéfice net par action	0,40	0,41
Pertes (gains) non réalisées sur activités de financement	0,04	0,03
Bénéfice par action avant pertes (gains) non réalisées sur activités de financement	0,44	0,44

⁽¹⁾ Les ventes au détail des établissements franchisés ne sont pas incluses dans les états financiers consolidés de la Compagnie.

⁽²⁾ La croissance est calculée en monnaie locale et établie sur une base de périodes de temps comparables.

⁽³⁾ Ces données incluent les ventes des pharmacies Eckerd, sur une base d'établissements comparables, depuis le 1^{er} août 2005.

⁽⁴⁾ L'amortissement des incitatifs versés aux franchisés est inclus dans les autres produits dans les états financiers consolidés.

DÉFINITION DE CERTAINES DONNÉES FINANCIÈRES

Revenus

Les revenus sont composés du chiffre d'affaires des réseaux canadien et américain ainsi que des autres produits tirés des activités de franchisage et des ventes au détail.

Canada. Les ventes de marchandises aux franchisés PJC, par l'intermédiaire de nos centres de distribution, représentent la majeure partie de notre chiffre d'affaires au Canada. Les ventes au détail des établissements franchisés PJC ne sont pas incluses dans nos revenus. Toute variation dans les ventes au détail de ces établissements a cependant une incidence directe sur nos revenus puisque les franchisés PJC se procurent la plus grande part de leurs marchandises auprès de nos centres de distribution. Les autres produits proviennent des redevances versées par les franchisés en fonction d'un pourcentage des ventes au détail, des revenus de location et de l'imputation de frais pour certains services dont bénéficient les franchisés.

États-Unis. Notre chiffre d'affaires aux États-Unis inclut les ventes au détail réalisées par nos établissements sous les bannières Brooks et Eckerd. Les autres produits incluent les revenus provenant de la location de nos propriétés à des tiers.

Bénéfice brut

Le bénéfice brut est calculé de la manière suivante : le chiffre d'affaires, moins le coût des marchandises vendues par nos centres de distribution, en ce qui concerne nos opérations canadiennes, ou moins le coût des marchandises vendues (y compris les coûts de distribution et le coût estimatif des pertes d'inventaire) dans les établissements de notre réseau américain.

Frais généraux et d'exploitation

Les frais généraux et d'exploitation incluent les coûts liés à la rémunération et aux avantages sociaux, aux loyers, à la publicité, aux réparations et à l'entretien, aux assurances et aux honoraires professionnels.

Bénéfice d'exploitation avant amortissements (« BEAA »)

Le BEAA n'est pas une mesure de performance définie selon les PCGR du Canada. Cependant, la direction utilise cette mesure afin d'évaluer la performance opérationnelle et financière de ses secteurs isolables. Nous croyons que le BEAA constitue une mesure additionnelle utilisée par les investisseurs afin d'évaluer le rendement de l'exploitation d'une entreprise et sa capacité à respecter ses obligations financières. Le BEAA ne représente toutefois pas, et ne devrait pas être utilisé comme une alternative au bénéfice net ou aux flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation tels que définis par les PCGR du Canada. Par ailleurs, le BEAA ne constitue pas nécessairement un indice que les flux de trésorerie seront suffisants pour nous permettre de respecter nos obligations financières. Enfin, notre définition du BEAA ne se compare pas nécessairement à des mesures semblables présentées par d'autres entreprises.

Bénéfice (ou bénéfice par action) avant pertes (gains) non réalisées sur activités de financement

Le bénéfice avant pertes (gains) non réalisées sur activités de financement et le bénéfice par action avant pertes (gains) non réalisées sur activités de financement ne sont pas des mesures reconnues selon les PCGR. La Compagnie croit qu'il est utile pour les investisseurs d'être informés des éléments importants de nature inhabituelle ou non répétitive qui ont influé positivement ou négativement sur les mesures qu'elle applique en conformité avec les PCGR et que les mesures non conformes aux PCGR mentionnées précédemment procurent aux investisseurs une mesure de performance permettant de comparer ses résultats entre les périodes sans tenir compte de ces éléments. Les mesures de la Compagnie qui excluent certains éléments n'ont aucune signification normalisée prescrite par les PCGR et ne sont pas nécessairement comparables à des mesures similaires présentées par d'autres compagnies; par conséquent, elles ne doivent pas être prises en compte isolément.

DONNÉES SUR LE TAUX DE CHANGE

La présentation des résultats financiers de la Compagnie en dollars américains fournit aux actionnaires des renseignements plus pertinents, compte tenu du fait que la majeure partie de ses activités se déroule aux États-Unis et que sa dette est libellée en dollars américains. Le tableau ci-dessous présente les taux de change en fonction des taux de clôture de la *Federal Reserve Bank of New York*, exprimés en dollars américains par tranche de 1,00 \$ CA.

	27 mai 2006	28 mai 2005	31 mai 2004
Taux moyen ⁽¹⁾	0,8513	0,7937	0,7446
Taux de clôture	0,9032	0,7946	0,7317

⁽¹⁾ Moyenne des taux de change acheteurs à midi pour chaque jour de la période indiquée.

DONNÉES FINANCIÈRES ANNUELLES CHOISIES

	Période de 52 semaines terminée le 27 mai 2006 \$	Période de 52 semaines terminée le 28 mai 2005 \$	Exercice financier terminé le 31 mai 2004 \$
<i>(en millions de dollars américains, sauf les données par action)</i>			
Revenus	11 143,1	9 617,4	3 043,0
BEAA	496,6	452,7	249,7
Bénéfice net	103,8	104,4	132,7
Bénéfice net par action (de base et dilué)	0,40	0,41	0,58
Bénéfice par action avant pertes (gains) non réalisées sur activités de financement	0,44	0,44	0,58
Dividende en espèces par action (\$CA)	0,12	0,12	0,12
Actif total	5 591,0	5 694,9	1 343,8
Passif à long terme total	2 719,1	2 976,6	179,4

COMPARAISON DES EXERCICES FINANCIERS TERMINÉS LES 27 MAI 2006 ET 28 MAI 2005

Bénéfice net

Pour la période de 52 semaines terminée le 27 mai 2006, le bénéfice net s'élevait à 103,8 millions de dollars (0,40 \$ par action), comparativement à un bénéfice net de 104,4 millions de dollars (0,41 \$ par action) pour la période de 52 semaines terminée le 28 mai 2005. Le bénéfice avant pertes non réalisées sur activités de financement s'établissait à 114,7 millions de dollars (0,44 \$ par action), comparativement à 112,2 millions de dollars (0,44 \$ par action) lors de l'exercice financier précédent. Une perte de change non réalisée sur éléments monétaires, de l'ordre de 10,9 millions de dollars, inscrite au cours de l'exercice financier 2006, a été contrebalancée en grande partie par un gain de change réalisé sur éléments monétaires de 9,7 millions de dollars.

Revenus

Le total des revenus, qui inclut le chiffre d'affaires et les autres produits, a augmenté de 1,526 milliard de dollars, ou 15,9 % et s'élevait à 11,143 milliards de dollars pour la période de 52 semaines terminée le 27 mai 2006, comparativement à 9,617 milliards de dollars pour la période de 52 semaines terminée le 28 mai 2005.

Canada. Les revenus générés par nos activités au Canada ont connu un taux de croissance au-dessus de la barre des 10 % au cours de l'exercice financier 2006 et s'élevaient à 1,635 milliard de dollars, soit une augmentation de 229,2 millions, ou 16,3 %, comparativement à des revenus de 1,406 milliard de dollars pour l'exercice financier 2005. Au Canada, nos revenus ont augmenté de 8,5 %, en excluant l'impact des fluctuations du taux de change. Au cours de l'exercice financier 2006, 12 établissements ont ouvert leurs portes, dont six ont été relocalisés, et cinq pharmacies ont été acquises dans le réseau d'établissements franchisés PJC, comparativement à sept ouvertures et cinq relocalisations au cours de l'exercice financier 2005. Par ailleurs, quatre établissements ont fait l'objet d'importantes rénovations et quatre autres ont été agrandis au cours de l'exercice financier 2006 comparativement à sept et six respectivement au cours de l'exercice financier 2005. Enfin, cinq établissements ont également fermé leurs portes au cours de l'exercice financier 2006. La croissance du chiffre d'affaires a été générée par les ouvertures, les rénovations et les relocalisations d'établissements du réseau réalisées antérieurement, ainsi que par la hausse des ventes au détail de PJC sur une base d'établissements comparables. Pour la période de 52 semaines terminée le 27 mai 2006, comparativement à la période de 52 semaines terminée le 28 mai 2005, sur une base d'établissements comparables et en dollars canadiens, le total des ventes au détail PJC a augmenté de 4,3 %, les ventes du secteur pharmaceutique se sont accrues de 7,0 % et celles du secteur commercial de 0,6 %.

États-Unis. Les revenus générés par nos activités aux États-Unis ont atteint 9,508 milliards de dollars pour la période de 52 semaines terminée le 27 mai 2006, en hausse de 1,297 milliard de dollars, ou 15,8 %, comparativement à des revenus de 8,211 milliards de dollars pour l'exercice financier 2005. Cette augmentation est principalement attribuable aux revenus additionnels de 1,297 milliard de dollars générés par les pharmacies Eckerd acquises pour les 52 semaines terminées le 27 mai 2006 comparativement à 43 semaines au cours de l'exercice financier de 2005, nette de la perte de ventes liées à la fermeture des 78 pharmacies Eckerd au cours du premier trimestre de l'exercice financier 2006. Les revenus générés par ces établissements fermés s'établissaient à 156,8 millions de dollars pour l'exercice financier 2005. Les tendances des ventes dans les établissements Brooks Eckerd se sont améliorées tant dans le secteur pharmaceutique que dans le secteur commercial. Sur une base d'établissements comparables, les ventes au détail totales ont connu une augmentation de 1,2 %, celles du secteur pharmaceutique se sont accrues de 2,0 % et celles du secteur commercial ont diminué de 1,1 % comparativement à l'exercice financier précédent. Ces données incluent les ventes des pharmacies Eckerd, sur une base d'établissements comparables, depuis le 1^{er} août 2005, soit après une année complète d'exploitation des établissements par la Compagnie. Au cours de l'exercice financier 2006, 38 nouveaux établissements ont ouvert leurs portes, dont 19 relocalisations, deux établissements ont été acquis et 85 ont été fermés, ce qui portait à 1 858 le nombre d'établissements Brooks et Eckerd dans notre réseau américain au 27 mai 2006. Au cours de l'exercice financier 2005, outre l'acquisition de 1 551 pharmacies, 117 nouveaux établissements ont ouvert leurs portes, dont 54 relocalisations, et 28 ont été fermés, ce qui portait à 1 922 le nombre d'établissements Brooks et Eckerd dans notre réseau américain en date du 28 mai 2005.

Dans le secteur pharmaceutique, le chiffre d'affaires a subi l'impact du remplacement des médicaments d'origine par des médicaments génériques dont le prix, généralement moins élevé, offre une marge brute plus importante au détaillant en pharmacie. Au cours des exercices financiers 2005 et 2006, les ventes du secteur pharmaceutique ont subi une diminution attribuable, en partie, au remplacement de plusieurs médicaments de marques populaires par des médicaments génériques et au transfert de certains de ces médicaments en produits offerts en vente libre. En pourcentage du nombre total d'ordonnances exécutées dans les pharmacies Brooks Eckerd, les médicaments génériques sont passés de 53,8 % en date du 28 mai 2005 à 57,1 % en date du 27 mai 2006. Le taux de substitution aux médicaments génériques, soit le taux auquel les pharmacies Brooks Eckerd substituent des médicaments d'origine par des médicaments génériques lorsque les ordonnances sont exécutées, a augmenté pour sa part de 93,8 % à 95,6 % pour les mois de mai 2005 et 2006 respectivement, ce qui a un effet positif sur les marges bénéficiaires dans le secteur pharmaceutique. L'impact du passage des médicaments d'origine aux médicaments génériques sur la croissance des ventes pharmaceutiques représentait 232 points de base au cours de l'exercice financier 2006. Les régimes d'assurance maladie couverts par des tiers payeurs représentaient 95,6 % des ventes

en pharmacie au cours de l'exercice financier 2006. En ce qui concerne le secteur commercial, la tendance s'est également améliorée dans les catégories de produits de consommation courantes et de la santé et de la beauté, ainsi que dans les produits de marque maison. Cependant, comparativement à l'exercice financier précédent, les ventes au détail du secteur commercial ont enregistré une légère diminution en raison, principalement, de l'importante diminution des ventes dans la catégorie photo.

Bénéfice brut

Canada. Le bénéfice brut généré par les activités canadiennes s'est amélioré et s'établissait à 134,2 millions de dollars pour la période de 52 semaines terminée le 27 mai 2006 comparativement à 118,0 millions de dollars pour l'exercice financier précédent. La marge bénéficiaire brute a légèrement diminué, à 9,2 %, au cours de l'exercice financier 2006 comparativement à 9,5 % au cours de l'exercice financier précédent.

États-Unis. Le bénéfice brut généré par les activités américaines s'établissait à 2,419 milliards de dollars pour la période de 52 semaines terminée le 27 mai 2006, comparativement à 2,041 milliards de dollars pour l'exercice financier précédent. Cette augmentation est attribuable à l'exploitation des pharmacies Eckerd au cours de la période complète de l'exercice financier 2006. La marge bénéficiaire brute de nos activités américaines exprimée en pourcentage s'est améliorée et s'élevait à 25,5 % pour l'exercice financier 2006 comparativement à 24,9 % pour l'exercice financier 2005. Cette amélioration est attribuable à l'augmentation de l'usage des médicaments génériques, ce qui a eu un effet positif sur les marges bénéficiaires du secteur pharmaceutique comparativement à l'année précédente. La diminution des pertes en inventaire, attribuable aux programmes mis en oeuvre dans l'ensemble du réseau américain, a également eu des retombées positives sur le bénéfice brut. La direction est d'avis que ces programmes lui procureront des bénéfices opérationnels et elle escompte une amélioration de ses résultats au cours de l'exercice financier 2007.

Autres produits

Les autres produits, qui sont inclus dans le total des revenus dans les états financiers consolidés de la Compagnie, s'élevaient à 189,0 millions de dollars pour l'exercice financier 2006 alors qu'ils s'élevaient à 169,0 millions de dollars pour l'exercice financier précédent. Cette augmentation est principalement attribuable aux fluctuations du taux de change.

Frais généraux et d'exploitation

Pour la période de 52 semaines terminée le 27 mai 2006, les frais généraux et d'exploitation s'élevaient à 2,249 milliards de dollars, en hausse par rapport à 1,878 milliard de dollars pour la même période de l'exercice financier 2005. Cette augmentation est principalement attribuable aux activités d'Eckerd durant tout l'exercice financier 2006.

Canada: Les frais généraux et d'exploitation représentaient 9,2 % des revenus au Canada pour l'exercice financier 2006 comparativement à 9,4 % pour l'exercice financier 2005.

États-Unis: Les frais généraux et d'exploitation représentaient 22,1 % des revenus comparativement à 21,3 % lors de l'exercice financier précédent aux États-Unis. La hausse normale des frais généraux et d'exploitation due à l'inflation n'a pas été compensée par une augmentation des ventes. De plus, l'implantation du programme *Medicare Part D Drug Benefit* et les initiatives destinées à assurer la croissance des ventes ont contribué à l'augmentation des salaires. La Compagnie a par ailleurs encouru certaines dépenses non récurrentes liées à des activités d'intégration au cours des exercices financiers 2006 et 2005.

BEAA

Le BEAA s'est amélioré au cours de l'exercice financier 2006 et s'établissait à 496,6 millions de dollars comparativement à 452,7 millions de dollars pour l'exercice financier 2005. Le BEAA exprimé en pourcentage des revenus s'établissait à 4,5 % à la clôture de l'exercice financier 2006, une diminution par rapport à l'exercice financier précédent alors qu'il s'établissait à 4,7 %. L'augmentation du BEAA au cours de l'exercice financier 2006 est attribuable aux opérations d'Eckerd pour tout l'exercice financier comparativement à 43 semaines pour l'exercice financier de 2005 ainsi qu'à l'amélioration de la performance des opérations canadiennes existantes.

Amortissements

Les frais d'amortissements ont augmenté au cours de l'exercice financier 2006 et s'élevaient à 227,9 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 32,6 millions de dollars par rapport à 195,3 millions de dollars pour l'exercice financier 2005. Cette augmentation reflète l'exploitation des pharmacies Eckerd acquises pour tout l'exercice financier 2006.

Frais financiers

Pour l'exercice financier 2006, les frais financiers s'élevaient à 205,1 millions de dollars, soit une augmentation de 43,0 millions de dollars comparativement à 162,1 millions de dollars pour l'exercice financier précédent. Cette augmentation est attribuable à l'exploitation des pharmacies Eckerd acquises pour tout l'exercice financier 2006 comparativement à 43 semaines pour l'exercice financier 2005 ainsi qu'à la hausse des coûts d'intérêts sur une portion de 1,2 milliard de dollars de la dette portant intérêt à des taux variables. La dette portant intérêt à des taux variables s'élevait à 1,3 milliard en 2005. La moyenne pondérée des taux d'intérêt sur la dette à long terme de la Compagnie s'établissait à 7,4 % lors de l'exercice financier 2006 comparativement à 6,3 % lors de l'exercice financier 2005.

Impôts sur les bénéfices

Pour l'exercice financier 2006, la Compagnie a enregistré un recouvrement d'impôts de 44,0 millions de dollars comparativement à un recouvrement de 12,6 millions de dollars pour l'exercice financier 2005. Le faible taux d'imposition effectif pour l'exercice financier 2006 résulte de la structure de financement mise en place dans le cadre de l'acquisition de Eckerd.

COMPARAISON DES EXERCICES FINANCIERS TERMINÉS LES 28 MAI 2005 ET 31 MAI 2004**Bénéfice net**

Pour la période de 52 semaines terminée le 28 mai 2005, le bénéfice net s'élevait à 104,4 millions de dollars (0,41 \$ par action), comparativement à un bénéfice net de 132,7 millions de dollars (0,58 \$ par action) pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2004. Le bénéfice avant pertes non réalisées sur activités de financement s'établissait à 112,2 millions de dollars (0,44 \$ par action), comparativement à 132,7 millions de dollars (0,58 \$ par action) lors de l'exercice financier précédent. Une perte de change non réalisée sur éléments monétaires, de l'ordre de 7,8 millions de dollars (0,03 \$ par action), a été inscrite au cours de l'exercice financier 2005. Au cours de la même période, la Compagnie a révisé ses façons de faire et la documentation afférente afin de s'assurer que tous les éléments monétaires significatifs bénéficient d'une couverture adéquate contre tout risque de change futur.

Revenus

Le total des revenus, qui inclut le chiffre d'affaires et les autres produits, a augmenté de 6,574 milliards de dollars, ou 216,1 %, et s'élevait à 9,617 milliards de dollars pour la période de 52 semaines terminée le 28 mai 2005, comparativement à 3,043 milliards de dollars pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2004. Cette augmentation est essentiellement attribuable aux opérations américaines et aux opérations des pharmacies Eckerd acquises.

Canada. Les revenus générés par nos activités au Canada ont connu un taux de croissance au-dessus de la barre des 10 % au cours de l'exercice financier 2005 et s'élevaient à 1,406 milliard de dollars, soit une augmentation de 170,4 millions, ou 13,8 %, par rapport à des revenus de 1,236 milliard de dollars au cours de l'exercice financier 2004. Au Canada, nos revenus ont augmenté de 6,6 %, en excluant l'impact des fluctuations du taux de change. Au cours de la période de 52 semaines, sept établissements ont ouvert leurs portes, dont cinq établissements franchisés PJC relocalisés. À titre de comparaison, 13 ouvertures, quatre relocalisations et une fermeture ont marqué l'exercice financier 2004. Par ailleurs, sept établissements ont fait l'objet d'importantes rénovations et six établissements ont été agrandis au cours de l'exercice financier 2005. L'augmentation du chiffre d'affaires reflète la croissance générée par les ouvertures, les rénovations et les relocalisations d'établissements du réseau réalisées antérieurement, ainsi que la croissance des ventes au détail de PJC sur une base d'établissements comparables. Pour la période de 52 semaines terminée le 28 mai 2005, comparativement à l'exercice financier terminé le 31 mai 2004, sur une base d'établissements comparables et en dollars canadiens, le total des ventes au détail de PJC a augmenté de 5,5 %; dans le secteur pharmaceutique, cette augmentation s'élevait à 8,0 %, et, dans le secteur commercial, à 2,1 %.

États-Unis. Les revenus générés par nos activités aux États-Unis ont augmenté de manière substantielle et s'élevaient à 8,211 milliards de dollars pour la période de 52 semaines terminée le 28 mai 2005, en hausse de 6,404 milliards de dollars, ou 354,4 %, par rapport à des revenus de 1,807 milliard de dollars pour l'exercice financier 2004. Cette augmentation est principalement attribuable aux revenus additionnels générés par les pharmacies Eckerd acquises le 31 juillet 2004. Les tendances des ventes dans les établissements Eckerd se sont améliorées de manière significative, tant dans le secteur pharmaceutique que dans le secteur commercial. Sur une base d'établissements comparables, le total des ventes au détail a connu une augmentation de 2,8 %; dans le secteur pharmaceutique, cette augmentation s'élevait à 3,9 %, et, dans le secteur commercial, à 0,4 % comparativement à l'exercice financier précédent. Ces données n'incluaient pas les ventes des pharmacies Eckerd acquises, sur une base d'établissements comparables. Ces ventes ont été incluses dans les données de ventes sur une base d'établissements comparables à partir du premier trimestre de l'exercice financier 2006, soit après une année complète d'exploitation par la Compagnie. Au cours de l'exercice financier 2005, outre l'acquisition des 1 551 pharmacies, 117 nouveaux établissements ont ouvert leurs portes, dont 54 relocalisations, et 28 ont été fermés, ce qui portait à 1 922 le nombre d'établissements Brooks et Eckerd dans notre réseau américain au 28 mai 2005. Au cours de l'exercice financier 2004, quatre pharmacies Brooks ont ouvert leurs portes. Le réseau américain comptait 336 pharmacies Brooks, au 31 mai 2004.

Dans le secteur pharmaceutique, le chiffre d'affaires a subi l'impact du remplacement des médicaments d'origine par des médicaments génériques dont le prix, généralement moins élevé, offre une marge brute plus importante au détaillant en pharmacie. Au cours des deux derniers exercices financiers, la baisse des volumes de ventes des pharmacies comparables a été attribuable, en partie, à l'entrée sur le marché de médicaments en vente libre en remplacement des médicaments d'ordonnance Claritin et Prisolect, ainsi qu'aux préoccupations persistantes relativement à l'hormonothérapie substitutive pour les femmes. La Compagnie a réalisé de très bons progrès en ce qui concerne Eckerd au cours de l'exercice financier 2005. En pourcentage du nombre d'ordonnances des pharmacies Eckerd, les médicaments génériques sont passés de 49 % au moment de l'acquisition à 53 % à la clôture de l'exercice financier; le taux de substitution aux médicaments génériques a augmenté pour sa part de 84 % à 92 %. Les régimes d'assurance maladie couverts par des tiers assureurs représentaient quelque 95 % des ventes en pharmacie au cours de l'exercice financier 2005, soit le même niveau qu'au cours de l'exercice financier précédent. En ce qui concerne le secteur commercial, la tendance s'est améliorée dans les catégories clés de la santé et de la beauté, ainsi que dans les produits de marque maison. Nous avons poursuivi notre virage vers la mise en valeur des catégories de la santé et de la beauté et de la confiserie, qui ont eu des retombées positives sur notre marge bénéficiaire brute. Une diminution des ventes totales dans la section de la photographie a été enregistrée en raison du virage vers la photographie numérique.

Bénéfice brut

Canada. Le bénéfice brut généré par les activités canadiennes s'est amélioré et s'établissait à 118,0 millions de dollars pour la période de 52 semaines terminée le 28 mai 2005, comparativement à 105,1 millions de dollars pour l'exercice financier précédent. La marge bénéficiaire brute a légèrement diminué, à 9,5 %, au cours de l'exercice financier 2005, comparativement à 9,6 % au cours de la période correspondance de l'exercice financier précédent.

États-Unis. Le bénéfice brut généré par les activités américaines s'établissait à 2,041 milliards de dollars pour la période de 52 semaines terminée le 28 mai 2005, comparativement à 444,0 millions de dollars pour l'exercice financier précédent. Cette augmentation est attribuable à l'ajout des pharmacies Eckerd au cours de l'exercice financier 2005. En pourcentage, la marge bénéficiaire brute de nos activités américaines s'est améliorée et s'élevait à 24,9 % pour l'exercice financier 2005 comparativement à 24,6 % pour l'exercice financier 2004. Cette amélioration est attribuable à l'attention que la direction a portée à l'optimisation du marchandisage, à l'assortiment des produits et à l'établissement des prix dans le secteur commercial.

Autres produits

Les autres produits, qui sont inclus dans le total des revenus dans les états financiers consolidés de la Compagnie ont atteint 169,0 millions de dollars pour l'exercice financier 2005 alors qu'ils s'élevaient à 149,9 millions de dollars lors de l'exercice financier précédent. Cette augmentation est principalement attribuable à l'augmentation des redevances de franchisage et des revenus de location ainsi qu'à d'autres revenus.

Frais généraux et d'exploitation

Pour la période de 52 semaines terminée le 28 mai 2005, les frais généraux et d'exploitation s'élevaient à 1,878 milliard de dollars, en hausse par rapport à 452,3 millions de dollars pour la même période lors de l'exercice financier 2004. Cette augmentation est essentiellement attribuable aux opérations américaines et à l'exploitation des pharmacies Eckerd acquises.

Canada: Les frais généraux et d'exploitation représentaient 9,4 % des revenus au Canada au cours de l'exercice financier 2005, comparativement à 9,6 % pour l'exercice financier 2004.

États-Unis: Les frais généraux et d'exploitation représentaient 21,3 % des revenus aux États-Unis comparativement à 18,5 % lors de l'exercice financier précédent. La Compagnie a encouru certaines dépenses non récurrentes liées à des activités d'acquisition et d'intégration au cours de l'exercice financier 2005. De plus, étant donné qu'en moyenne, les ventes des pharmacies Eckerd acquises étaient plus faibles que celles du réseau américain en activité au moment de l'acquisition, les frais généraux et d'exploitation ont augmenté au cours de l'exercice financier, alors que nous procédions à l'intégration et à l'optimisation du siège social, des bureaux régionaux et des structures. Enfin, les réseaux ont procédé à l'ouverture de plusieurs établissements et à la mise en œuvre d'autres mesures, ce qui a contribué à l'augmentation des frais généraux et d'exploitation pendant la période de développement des ventes en établissement.

BEAA

Le BEAA a augmenté de 81,3 % au cours de l'exercice financier 2005 et s'établissait à 452,7 millions de dollars comparativement à 249,7 millions de dollars pour l'exercice financier 2004. Le BEAA exprimé en pourcentage des revenus s'établissait à 4,7 % à la clôture de l'exercice financier comparativement à 8,2 % à la clôture de l'exercice financier précédent. Les marges bénéficiaires moins élevées des pharmacies Eckerd acquises, ainsi que les ressources consacrées à l'intégration et à la valorisation du réseau tout au long de l'exercice financier ont entraîné cette diminution de la marge bénéficiaire du BEAA pour la période de 52 semaines terminée le 28 mai 2005. Cette diminution a toutefois été contrebalancée, en partie, par la performance aussi solide que durable des opérations canadiennes existantes.

Amortissements

Les frais d'amortissements ont augmenté au cours de l'exercice financier 2005 et s'élevaient à 195,3 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 156,9 millions de dollars par rapport à 38,4 millions de dollars pour l'exercice financier 2004. Cette augmentation reflète l'acquisition des pharmacies Eckerd.

Frais financiers

Pour l'exercice financier 2005, les frais financiers s'élevaient à 162,1 millions de dollars, soit une augmentation de 147,6 millions de dollars par rapport à l'exercice financier précédent, alors que les frais financiers s'élevaient à 14,5 millions de dollars. La moyenne pondérée des taux d'intérêt sur la dette à long terme de la Compagnie s'établissait à 6,3 % au cours de l'exercice financier 2005, comparativement à 4,3 % lors de l'exercice financier 2004. Des facilités de crédit additionnelles et l'émission de billets ont été utilisées pour obtenir les capitaux nécessaires à l'acquisition des pharmacies Eckerd. Au cours de l'exercice financier 2005, la Compagnie a enregistré une perte de change non réalisée sur éléments monétaires de 7,8 millions de dollars liée à l'acquisition d'Eckerd, ce qui reflète la perte jusqu'au moment où la Compagnie a révisé ses façons de faire et la documentation afférente afin de s'assurer que tous ses éléments monétaires significatifs soient couverts adéquatement contre tout risque de change futur.

Impôts sur les bénéfices

Pour l'exercice financier 2005, la Compagnie a enregistré un recouvrement d'impôts de 12,6 millions de dollars alors que, pour l'exercice financier 2004, sa charge fiscale s'élevait à 61,1 millions de dollars. Le faible taux d'imposition effectif pour l'exercice financier 2005 résulte de la structure de financement mise en place dans le cadre de l'acquisition de Eckerd.

DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES CHOISIES, NON VÉRIFIÉES

(en millions de dollars américains, sauf les données par action)	Période de 52 semaines terminée le 27 mai 2006					Période de 52 semaines terminée le 28 mai 2005						
	T4 2006	T3 2006	T2 2006	T1 2006	T4 2005	T3 2005	T2 2005	T1 2005	T4 2005	T3 2005	T2 2005	T1 2005
Chiffre d'affaires	10 954,1	2 826,3	2 826,7	2 663,3	2 637,8	9 448,4	2 725,6	2 771,3	2 653,3	1 298,2		
Coût des marchandises vendues	8 401,2	2 171,9	2 170,3	2 037,8	2 021,2	7 289,9	2 078,1	2 129,7	2 054,0	1 028,1		
Bénéfice brut	2 552,9	654,4	656,4	625,5	616,6	2 158,5	647,5	641,6	599,3	270,1		
En pourcentage du chiffre d'affaires	23,3 %	23,2 %	23,2 %	23,5%	23,4%	22,8 %	23,8 %	23,1 %	22,6 %	20,8 %		
Autres produits ⁽¹⁾	192,8	49,8	49,9	46,9	46,2	172,5	43,7	45,0	44,5	39,3		
Frais généraux et d'exploitation	2 249,1	574,3	569,1	547,3	558,4	1 878,3	542,8	561,3	526,7	247,5		
Bénéfice d'exploitation avant amortissements	496,6	129,9	137,2	125,1	104,4	452,7	148,4	125,3	117,1	61,9		
Amortissements ⁽¹⁾	231,7	45,6	62,3	62,2	61,6	198,8	57,9	58,3	56,5	26,1		
Bénéfice d'exploitation	264,9	84,3	74,9	62,9	42,8	253,9	90,5	67,0	60,6	35,8		
Frais financiers	205,1	52,9	52,8	48,7	50,7	162,1	47,5	32,8	64,1	17,7		
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	59,8	31,4	22,1	14,2	(7,9)	91,8	43,0	34,2	(3,5)	18,1		
Impôts sur les bénéfices (recouvrement)	(44,0)	1,1	(9,5)	(16,6)	(19,0)	(12,6)	(3,2)	(5,7)	0,5	(4,2)		
Bénéfice (perte) net	103,8	30,3	31,6	30,8	11,1	104,4	46,2	39,9	(4,0)	22,3		
Bénéfice (perte) net par action	0,40	0,12	0,12	0,12	0,04	0,41	0,18	0,15	(0,02)	0,09		
Bénéfice par action avant pertes (gains) non réalisées sur activités de financement	0,44	0,16	0,12	0,11	0,05	0,44	0,18	0,10	0,06	0,09		

⁽¹⁾ L'amortissement des incitatifs versés aux franchisés est inclus à l'item « Amortissements » plutôt qu'à l'item « Autres produits » tel que présenté dans les états financiers consolidés.

- Le 31 juillet 2004, la Compagnie a procédé à l'acquisition de 1 549 pharmacies Eckerd. Cette transaction, réalisée au cours du premier trimestre de l'exercice financier 2005, a eu des répercussions importantes sur les opérations de la Compagnie et sur ses résultats d'exploitation.
- Au cours des deuxième et troisième trimestres de l'exercice financier 2005, la Compagnie a enregistré une perte de change non réalisée sur éléments monétaires de l'ordre de 19,7 millions de dollars, puis un gain de change non réalisé sur éléments monétaires de 11,9 millions de dollars suite à l'acquisition de Eckerd, jusqu'à ce que la Compagnie révise ses façons de faire et la documentation afférente afin de s'assurer que tous les éléments monétaires significatifs bénéficient d'une couverture adéquate contre tout risque de change futur. Pour l'exercice financier 2005, la perte de change non réalisée sur éléments monétaires pour l'exercice financier 2005 totalisait 7,8 millions de dollars.
- Sur la base de nouvelles informations obtenues au cours du quatrième trimestre 2005, des estimations relatives à certaines dépenses et revenus d'exploitation du réseau Eckerd ont été modifiées, ce qui s'est traduit par des retombées positives de 21 millions de dollars sur le BEAA. Ces modifications des estimations ont été comptabilisées sur une base prospective.
- Le 28 mai 2005, soit à la clôture de l'exercice financier 2005, la Compagnie a annoncé qu'elle procéderait à la fermeture de 78 pharmacies Eckerd non rentables. Ces fermetures ont été complétées au cours du premier trimestre de l'exercice financier 2006. L'ajout net à la provision pour fermeture d'établissements et la réduction de valeur des actifs afférents, inclus dans la répartition du prix d'acquisition, s'établissaient à 100,5 millions de dollars au 28 mai 2005.

Les conditions atmosphériques ont une incidence sur l'état de santé de la population en général et, partant, sur les ventes au détail de la Compagnie et de ses établissements franchisés. À titre d'exemple, la Compagnie vend plus de remèdes contre la grippe et le rhume durant l'hiver alors qu'en été, la demande pour les produits antiallergiques et les produits de protection solaire est plus importante. Le niveau des ventes au détail des établissements de la Compagnie et des franchisés est également influencé par des événements spéciaux et des fêtes tels que Noël, Pâques, l'Action de grâce, la Saint-Valentin, la fête des Mères et la fête des Pères. La période de ventes la plus importante se situe généralement au troisième trimestre de l'exercice financier qui inclut Noël.

DONNÉES FINANCIÈRES

Le tableau ci-dessous présente le rapprochement des bénéfices pour les périodes de 13 semaines terminées le 27 mai 2006 et le 28 mai 2005.

<i>(en millions de dollars américains, sauf les données par actions)</i>	T4-2006 \$	T4-2005 \$
Rapprochement du BEAA et du bénéfice net		
Bénéfice net	30,3	46,2
Frais financiers	52,9	47,5
Impôts sur les bénéfices (recouvrement)	1,1	(3,2)
Bénéfice d'exploitation	84,3	90,5
Amortissements selon les états financiers	44,7	57,0
Amortissements des incitatifs versés aux franchisés ⁽¹⁾	0,9	0,9
Bénéfice d'exploitation avant amortissements (« BEAA »)	129,9	148,4
Rapprochement du bénéfice et du bénéfice par actions avant pertes (gains) non réalisées sur activités de financement		
Bénéfice net	30,3	46,2
Pertes (gains) de change non réalisées sur éléments monétaires	11,2	(0,4)
Bénéfice avant pertes (gains) non réalisées sur activités de financement	41,5	45,8
Bénéfice net par action	0,12	0,18
Pertes (gains) non réalisées sur activités de financement	0,04	-
Bénéfice par action avant pertes (gains) non réalisées sur activités de financement	0,16	0,18

⁽¹⁾ L'amortissement des incitatifs versés aux franchisés est inclus dans l'item « Autres produits » dans les états financiers consolidés.

COMPARAISON ENTRE LE QUATRIÈME TRIMESTRE TERMINÉ LE 27 MAI 2006 ET LE QUATRIÈME TRIMESTRE TERMINÉ LE 28 MAI 2005

Bénéfice net

Pour la période de 13 semaines terminée le 27 mai 2006, le bénéfice net s'élevait à 30,3 millions de dollars (0,12 \$ par action), comparativement à un bénéfice net de 46,2 millions de dollars (0,18 \$ par action) pour la période correspondante lors de l'exercice financier précédent. Le bénéfice avant pertes non réalisées sur activités de financement s'établissait à 41,5 millions de dollars (0,16 \$ par action), comparativement à 45,8 millions de dollars (0,18 \$ par action) pour le quatrième trimestre de 2005.

La performance du réseau canadien continue de s'améliorer et la croissance des ventes au détail du réseau américain, sur une base d'établissements comparables, s'est améliorée grâce à la progression des ventes du secteur pharmaceutique. Les ventes du secteur commercial américain ont affiché une amélioration dans les catégories de produits de consommation courante, de même que dans les produits de santé et de beauté, mais sont encore affectées par la baisse importante des ventes dans la catégorie photo.

Revenus

Le total des revenus, incluant le chiffre d'affaires et les autres produits, a augmenté de 106,8 millions de dollars, ou 3,9 %, et s'établissait à 2,875 milliards de dollars au cours de la période de 13 semaines terminée le 27 mai 2006, alors qu'il s'établissait à 2,768 milliards de dollars pour la période correspondante lors de l'exercice financier 2005.

Canada. Les revenus générés par nos activités au Canada ont connu une croissance au-dessus de la barre des 10 % et s'élevaient à 443,9 millions de dollars, soit une augmentation de 75,4 millions de dollars, ou 20,5 %. En excluant l'impact des fluctuations du taux de change, cette augmentation s'établissait à 11,0 %. Au cours de cette période de 13 semaines, sept établissements du réseau de franchises PJC ont ouvert leurs portes, dont deux relocalisations, trois pharmacies ont été acquises et un établissement a été fermé. Les récentes activités de développement du réseau ainsi que les ouvertures et les rénovations antérieures ont contribué à la croissance des ventes. Pour le quatrième trimestre terminé le 27 mai 2006, sur une base d'établissements comparables et exprimées en dollars canadiens, les ventes au détail totales de PJC ont augmenté de 5,5 %, alors que les ventes du secteur pharmaceutique augmentaient de 8,3 % et celles du secteur commercial de 1,6 %, comparativement aux résultats du trimestre correspondant de l'exercice financier précédent.

États-Unis. Les revenus générés par nos activités aux États-Unis ont augmenté et s'élevaient à 2,431 milliards de dollars pour la période de 13 semaines terminée le 27 mai 2006, en hausse de 31,4 millions de dollars, ou 1,3 %, comparativement à la même période lors de l'exercice financier précédent. Cette augmentation est attribuable à la croissance des ventes du secteur pharmaceutique par rapport à l'exercice financier précédent, nette de la perte de ventes liées à la fermeture des 78 pharmacies Eckerd au cours du premier trimestre de l'exercice financier 2006. Les revenus générés par ces établissements fermés s'établissaient à 47,2 millions de dollars pour le quatrième trimestre de l'exercice financier 2005. Au cours du quatrième trimestre de l'exercice financier 2006, sur une base d'établissements comparables, les ventes au détail totales ont augmenté de 2,7 %, celles du secteur pharmaceutique se sont accrues de 3,8 % et celles du secteur commercial ont diminué de 0,1 % comparativement à l'exercice financier précédent. Au cours du quatrième trimestre de l'exercice financier 2006, huit nouveaux établissements ont ouvert leurs portes, dont cinq relocalisations. Trois pharmacies ont été acquises au cours de cette période et une a été fermée.

Bénéfice brut

Canada. Le bénéfice brut généré par nos activités au Canada a atteint 36,0 millions de dollars au cours du quatrième trimestre 2006 comparativement à 32,0 millions de dollars au cours du quatrième trimestre 2005. La marge bénéficiaire brute a diminué et s'établissait à 9,1 % pour la période de 13 semaines terminée le 27 mai 2006 comparativement à 9,7 % pour la période correspondante lors de l'exercice financier 2005. Cette diminution est principalement attribuable au calendrier de rentrée des revenus de publicité durant le quatrième trimestre de l'exercice financier 2005.

États-Unis. Le bénéfice brut généré par nos activités aux États-Unis s'élevait à 618,4 millions de dollars pour la période de 13 semaines terminée le 27 mai 2006 comparativement à 615,5 millions de dollars pour la période correspondante lors de l'exercice financier 2005. La marge bénéficiaire brute a diminué et s'établissait à 25,5 % pour la période de 13 semaines terminée le 27 mai 2006, comparativement à 25,7 % pour la période correspondante lors de l'exercice financier 2005. Cette diminution est attribuable aux pressions exercées sur les marges bénéficiaires du secteur pharmaceutique et aux efforts déployés par la Compagnie pour réduire les niveaux des inventaires du secteur commercial grâce à des activités promotionnelles.

Autres produits

Les autres produits, inclus dans le total des revenus dans les états financiers consolidés de la Compagnie, ont atteint 48,9 millions de dollars au cours du quatrième trimestre de l'exercice financier 2006 alors qu'ils atteignaient 42,8 millions de dollars lors de la période correspondante de l'exercice financier 2005. Cette augmentation est principalement attribuable aux fluctuations du taux de change.

Frais généraux et d'exploitation

Les frais généraux et d'exploitation pour la période de 13 semaines terminée le 27 mai 2006 ont atteint 574,3 millions de dollars, en hausse de 31,5 millions de dollars, ou 5,8%, par rapport à 542,8 millions de dollars pour la période correspondante lors de l'exercice financier 2005. Ces frais représentaient 20,0 % des revenus, comparativement à 19,6 % lors de l'exercice financier précédent.

Canada: La performance en matière de frais généraux et d'exploitation pour ce trimestre représentait 9,2 % des revenus, comparativement à 8,8 % pour la même période lors de l'exercice financier 2005.

États-Unis: Les frais généraux et d'exploitation représentaient 21,9 % des revenus, comparativement à 21,3 % lors de l'exercice financier précédent. Les frais généraux et d'exploitation du réseau américain sont passés de 510,3 millions de dollars pour le quatrième trimestre de l'exercice financier 2005 à 533,4 millions de dollars pour le quatrième trimestre de l'exercice financier 2006, soit une augmentation de 23,1 millions de dollars principalement attribuable à des modifications d'estimations pour l'exercice financier 2005 qui ont eu des retombées positives de 9 millions de dollars, ainsi qu'à une modification des estimations de la provision pour fermeture d'établissements, liée aux établissements fermés avant l'acquisition d'Eckerd, qui a eu un impact de 11 millions de dollars lors de l'exercice financier 2006. De plus, la Compagnie a encouru certaines dépenses non récurrentes, liées à des activités d'intégration, au cours des exercices financiers 2005 et 2006.

BEAA

Le BEAA a diminué au cours du quatrième trimestre de l'exercice financier 2006 et s'élevait à 129,9 millions de dollars, alors qu'il atteignait 148,4 millions de dollars au trimestre correspondant lors de l'exercice financier 2005. Le BEAA du quatrième trimestre 2005 a bénéficié de retombées positives de 21 millions de dollars à la suite de modifications favorables des estimations relatives à certaines dépenses et revenus d'exploitation du réseau Eckerd, sur la base de nouvelles informations obtenues au cours de ce trimestre. Ces modifications d'estimations ont eu des retombées positives de 12 millions de dollars sur le coût des marchandises vendues et de 9 millions de dollars sur les frais généraux et d'exploitation. En excluant ces modifications d'estimations qui ont été comptabilisées sur une base prospective, le BEAA a augmenté de 2,5 millions de dollars par rapport à la même période lors de l'exercice financier 2005; exprimé en pourcentage des revenus, le BEAA s'établissait à 4,5 % au terme du quatrième trimestre, comparativement à 4,6 % pour la même période lors de l'exercice financier 2005. Certaines modifications d'estimations ont également influé sur les résultats du quatrième trimestre 2006 mais leur impact sur le BEAA a été négligeable. Ces modifications d'estimations ont eu des retombées positives sur le bénéfice brut, de l'ordre de 11 millions de dollars. Ces retombées positives ont cependant été contrebalancées par une charge de 11 millions de dollars en frais généraux et d'exploitation, attribuable à la modification des estimations de la provision pour fermeture d'établissements, liée aux établissements fermés avant l'acquisition d'Eckerd.

Amortissements

Les frais d'amortissements ont atteint 44,7 millions de dollars au cours du quatrième trimestre de l'exercice financier 2006, une diminution de 12,3 millions de dollars par rapport à la période correspondante lors de l'exercice financier 2005. La diminution de ces frais au cours du quatrième trimestre 2006 est principalement attribuable à une modification des estimations à la suite de la finalisation du grand livre détaillé des immobilisations quant aux actifs acquis dans le cadre de l'acquisition de Eckerd.

Frais financiers

Les frais financiers s'élevaient à 52,9 millions de dollars pour le quatrième trimestre de l'exercice financier 2006, soit une augmentation de 5,4 millions de dollars par rapport à la même période lors de l'exercice financier 2005. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse, d'un exercice financier à l'autre, des coûts financiers de la portion de 1,2 milliard de dollars de la dette, portant intérêt à des taux variables. La moyenne pondérée des taux d'intérêt de la dette à long terme de la Compagnie s'établissait à 7,8 % au quatrième trimestre de l'exercice financier 2006, comparativement à 6,6 % au quatrième trimestre de l'exercice financier 2005.

Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôts sur les bénéfices s'élevait à 1,1 millions de dollars pour le quatrième trimestre de l'exercice financier 2006, comparativement à un recouvrement de 3,2 millions de dollars pour la même période lors de l'exercice financier 2005. Le faible taux d'imposition effectif pour l'exercice financier 2006 résulte de la structure de financement mise en place dans le cadre de l'acquisition d'Eckerd.

SITUATION FINANCIÈRE

Au 27 mai 2006, le total de l'actif consolidé s'établissait à 5,591 milliards de dollars, soit une diminution de 103,9 millions de dollars par rapport au 28 mai 2005. Les espèces, quasi-espèces et placements temporaires qui totalisaient 210,7 millions de dollars au 28 mai 2005, ont diminué de 74,9 millions de dollars au cours de cette période et s'élevaient à 135,8 millions de dollars au 27 mai 2006.

La variation nette des éléments hors caisse de l'actif et du passif a entraîné un flux de trésorerie de 164,0 millions de dollars au cours de la période de 52 semaines terminée le 27 mai 2006. Ce flux est principalement attribuable à une augmentation de 21,0 millions de dollars des débiteurs, des charges payées d'avance et des impôts à recevoir, à une augmentation des stocks de 68,2 millions de dollars, à une diminution nette de 48,3 millions de dollars des créditeurs, des charges et des impôts à payer, ainsi qu'à une diminution de 26,2 millions de dollars des autres éléments du passif à long terme. La Note 24 des états financiers consolidés présente des renseignements additionnels à ce sujet.

Les stocks ont augmenté au cours de l'exercice financier, passant de 1,678 milliard de dollars à la clôture de l'exercice financier 2005 à 1,745 milliard de dollars au 27 mai 2006, soit une augmentation de 66,7 millions de dollars. Les efforts soutenus du réseau américain en matière de réduction d'inventaires ont cependant contribué à une diminution de 82,2 millions de dollars des niveaux d'inventaire au cours du quatrième trimestre 2006.

Au cours de l'exercice financier 2006, la Compagnie a acquis des immobilisations pour un montant de 167,5 millions de dollars et reçu un produit de 130,5 millions de dollars de la vente de certains actifs immobiliers de son réseau de franchises canadien et de la vente de l'immeuble qui abritait le siège social d'Eckerd.

La dette à long terme a diminué de 170,6 millions de dollars au cours de l'exercice financier, passant de 2,561 milliards à la clôture de l'exercice financier 2005 à 2,391 milliards de dollars au 27 mai 2006. La Compagnie a procédé à un remboursement en espèces de 177,3 millions de dollars de sa dette à long terme au cours de l'exercice financier.

L'avoir des actionnaires s'élevait à 1,566 milliard de dollars au 27 mai 2006, soit une hausse de 153,6 millions de dollars comparativement au 28 mai 2005, reflétant principalement un bénéfice net de 103,8 millions de dollars, déduction faite de dividendes de 27,0 millions de dollars. De plus, le compte écart de conversion des devises a connu une augmentation de 74,8 millions de dollars.

Le tableau ci-dessous présente des renseignements sommaires sur la situation financière de la Compagnie à la clôture des exercices financiers indiqués. Les notes complémentaires aux états financiers consolidés et les ententes de crédit et d'emprunt rendues publiques offrent des renseignements complets à ce sujet.

	Au 27 mai 2006	Au 28 mai 2005
Dettes nettes/Capitalisation aux livres	59,0 %	62,5 %
Dettes nettes/BEAA ⁽¹⁾	4,5	4,8
BEAA/Intérêts ⁽¹⁾	2,4	2,6

⁽¹⁾ Pro forma, pour l'exercice 2005, Eckerd et financement relié sur une base de 52 semaines.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Les flux de trésorerie de la Compagnie sont générés par : i) la vente de médicaments d'ordonnance et d'autres produits par les établissements exploités par la Compagnie, ii) la vente de marchandises et la location d'établissements aux franchisés PJC, iii) la perception des redevances versées par les franchisés PJC et iv) la location de propriétés immobilières à des tiers, autres que les franchisés. Les flux de trésorerie sont principalement utilisés pour : i) l'achat de produits et services aux fins de revente, ii) le financement des frais d'exploitation, iii) le service de la dette, iv) l'acquisition de propriétés immobilières et v) le financement des dépenses en immobilisations liées à la rénovation des établissements, à l'ouverture de nouveaux établissements et au remplacement de certains équipements. En général, nous avons financé les dépenses en immobilisations et les besoins en matière de fonds de roulement au moyen des flux de trésorerie provenant de l'exploitation. Les acquisitions plus importantes ont été financées au moyen d'emprunts à long terme et de capitaux propres.

Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation

Les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation se sont établis à 164,7 millions de dollars pour la période de 52 semaines terminée le 27 mai 2006, comparativement à 222,1 millions de dollars pour l'exercice financier 2005. Cette diminution d'un exercice financier à l'autre est d'abord attribuable à l'encaisse générée par les flux de trésorerie provenant des résultats d'exploitation, déduction faite des variations des éléments hors caisse. Les flux de trésorerie ont été affectés à des éléments hors caisse de l'actif et du passif au cours de ces deux exercices financiers, dont près de la moitié du 164,0 millions de dollars a servi à financer une augmentation des volumes d'inventaires aux États-Unis à la suite de problèmes dans la chaîne d'approvisionnement. Les efforts soutenus du réseau américain ont contribué à une diminution de 82,2 millions de dollars de ces inventaires au cours du quatrième trimestre 2006.

Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement

Pour la période de 52 semaines terminée le 27 mai 2006, les flux de trésorerie générés par les activités d'investissement s'élevaient à 33,3 millions de dollars, comparativement à 2,754 milliards de dollars utilisés au cours de l'exercice financier 2005. Au cours de l'exercice financier 2005, un montant de 2,492 milliards de dollars a été utilisé pour l'acquisition de 1 549 pharmacies Eckerd et des opérations afférentes. Un montant total de 74,3 millions de dollars provenait du produit de la vente de placements et placements temporaires, comparativement à une utilisation de 75,1 millions de dollars au cours de l'exercice financier 2005. Au cours de l'exercice financier 2006, un montant de 167,5 millions de dollars a été utilisé à des fins d'immobilisations comparativement à 195,3 millions de dollars au cours de l'exercice financier 2005. Au cours de l'exercice financier 2006, 50 nouveaux établissements ont été ouverts, dont 25 relocalisations. Sept établissements ont été acquis, 90 ont été fermés et plusieurs autres ont fait l'objet d'agrandissements et de rénovations. Au cours de l'exercice financier 2006, la Compagnie a reçu un produit de 130,5 millions de dollars de la vente de certains actifs immobiliers de son réseau de franchises canadien et de la vente de l'immeuble qui abritait le siège social d'Eckerd. Au cours de l'exercice financier 2005, la Compagnie a reçu un produit de 15,1 millions de dollars à la suite de la disposition d'immobilisations.

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice financier 2006, la Compagnie a cédé certains actifs immobiliers de son réseau de franchises canadien pour une contrepartie de 94,0 millions de dollars en espèces (111,7 millions de dollars canadiens), et a contracté des ententes de cession-bail pour les espaces utilisés par les pharmacies PJC Jean Coutu. La Compagnie a réalisé un gain sur disposition, avant impôts, de 20,9 millions de dollars (24,8 millions de dollars canadiens). Quoique la portion cession-bail ne comprenne que 41 % des espaces locatifs vendus, les PCGR requièrent, selon certains critères, que la totalité du gain soit reportée sur la durée des nouveaux baux, soit approximativement 16 ans, en moyenne.

Au cours de l'exercice financier 2007, la Compagnie prévoit injecter près de 300 millions de dollars pour ses dépenses en immobilisations, dont 50 millions de dollars seront alloués au Canada et 250 millions de dollars aux États-Unis.

Après avoir évalué en profondeur la compétitivité de son réseau d'établissements aux États-Unis, la Compagnie prévoit octroyer un important budget de dépenses à l'amélioration de son réseau Brooks Eckerd. Elle prévoit investir 46 millions de dollars pour l'ajout de neuf nouvelles pharmacies et la relocalisation de 19 établissements dans des marchés stratégiques. Un investissement de 58 millions de dollars est prévu pour mener à terme plus de 1 000 projets de rénovation dans les établissements. Les pharmacies Brooks Eckerd sélectionnées pour ce programme auront dorénavant une toute nouvelle apparence qui améliorera l'expérience de magasinage et favorisera l'accroissement des ventes et des parts de marché. Au cours de l'exercice financier 2007, la Compagnie investira 24 millions de dollars pour terminer la construction de son nouveau siège social. 78 millions de dollars ont été alloués à l'intégration du système informatique pour uniformiser les systèmes au laboratoire et aux points de vente. Enfin, les dépenses prévues pour réaliser d'autres projets, dont le centre de distribution, la logistique et les stratégies commerciales, devraient atteindre 44 millions de dollars. Dans le cours normal de ses activités, la Compagnie pourrait acquérir des établissements et des actifs connexes, incluant des listes de clients de pharmacies ou toutes autres affaires complémentaires.

Flux de trésorerie provenant des activités de financement

Au cours de la période de 52 semaines terminée le 27 mai 2006, la Compagnie a affecté 206,7 millions de dollars à ses activités de financement, alors que ces activités avaient généré des flux de trésorerie de 2,638 milliards de dollars au cours de l'exercice financier 2005. Au cours de l'exercice financier 2006, la Compagnie a procédé au remboursement d'un montant de 177,3 millions de dollars de sa dette à long terme, comparativement à une augmentation nette de sa dette à long terme de 2,337 milliards de dollars au cours de l'exercice financier 2005. Au cours de l'exercice financier 2006, la Compagnie a reçu un produit net de 0,4 million de dollars de l'émission de capital actions, comparativement à un produit net de 426,5 millions de dollars au cours de l'exercice financier 2005. La Compagnie a versé des dividendes pour un montant de 27,0 millions de dollars au cours de l'exercice financier 2006. Ce montant représente une augmentation par rapport à 25,4 millions de dollars versés au cours de l'exercice financier 2005. La Compagnie a versé un dividende trimestriel de 0,03 \$ CA par action à droit de vote subalterne catégorie A et par action catégorie B. Le dividende annualisé totalisait 0,12 \$ CA par action pour les exercices financiers 2005 et 2006.

Les dépenses en immobilisations prévues pour l'exercice financier 2007 seront entièrement financées grâce aux flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation. Les flux de trésorerie disponibles restants seront consacrés au paiement trimestriel de dividendes, et le solde affecté en majeure partie au remboursement de la dette.

Au 27 mai 2006, la Compagnie détenait 135,8 millions de dollars en espèces et quasi-espèces, alors qu'elle détenait 210,7 millions de dollars en espèces, quasi-espèces et placements à court terme au 28 mai 2005. En outre, elle avait accès à une facilité renouvelable de 279,3 millions de dollars sur ses facilités de crédit garanties de 350,0 millions de dollars échéant en 2009, net de lettres de crédit en circulation d'une valeur de 70,7 millions de dollars.

Le 10 mars 2006, la Compagnie a amendé ses facilités de crédits garanties de premier rang échéant en 2011 afin de disposer d'une plus grande flexibilité pour réaliser son plan d'affaires. Ces facilités de crédit amendées prévoient le respect de certains engagements financiers, incluant a) un ratio de levier financier maximal de 5,25 fois jusqu'au 2 septembre 2006, suivie d'une réduction progressive pour atteindre 2,5 fois au 1^{er} mars 2009, et b) un ratio minimum de couverture des charges fixes à 1,1 fois, augmentant progressivement pour atteindre 1,4 fois le ou vers le 31 mai 2010.

Pour le financement de ses activités d'exploitation, la Compagnie dispose des liquidités générées par ses activités d'exploitation et a accès à des facilités de crédit.

Les cotes de crédit attribuées à la Compagnie par *Standard & Poor's* (S&P), *Moody's Investors Service* (Moody's), *Fitch Ratings* (Fitch) et *Dominion Bond Rating Service* (DBRS) sont les suivantes :

	S&P	Moody's	Fitch	DBRS
Facilités de crédit garanties	BB-	B ₂	BB-	B (haut)
Billets de premier rang				
• non garantis	B-	B ₃	B+	B
• subordonnés non garantis	B-	Caa ₂	CCC+	B (bas)

La direction est d'avis qu'en évaluant la solidité financière de la Compagnie, les agences de notation ont pris en considération les stratégies, les résultats, la structure financière et les politiques de la Compagnie en matière de finances, de même que son bilan consolidé. S&P et Moody's ont révisé la cote de la Compagnie à la baisse, alors que Fitch et DBRS ont débuté leur évaluation au cours de 2006. La Compagnie ne souscrit pas aux services de Fitch et DBRS. Les déclassements de cotes n'entraînent aucune obligation de paiement comptant et n'affectent pas les liquidités disponibles en vertu des facilités de crédit.

Les engagements bancaires existants de la Compagnie et les taux d'intérêt ne sont pas déterminés à partir des cotes de crédit de la Compagnie. Toutefois, les cotes de crédit attribuées à la Compagnie ont une incidence directe sur les coûts d'emprunt futurs, l'accès au marché des capitaux et les baux de nouveaux établissements.

CAPITAL ACTIONS

Au cours de la période de 52 semaines terminées le 27 mai 2006, 0,1 million de nouvelles actions à droit de vote subalterne catégorie A ont été émises à la suite de la levée d'options d'achat d'actions.

En date du 3 août 2006, le nombre total d'actions à droit de vote subalterne catégorie A (TSX : PJC.A) s'établissait à 142,3 millions, alors qu'il s'établissait à 142,2 millions en 2005, et le nombre d'actions catégorie B à 119,4 millions, pour un total de 261,7 millions actions de la Compagnie en circulation. À la clôture de l'exercice financier 2005, ce nombre s'établissait à 261,6 millions.

Au cours de la période de 52 semaines terminée le 28 mai 2005, 33,3 millions d'actions à droit de vote subalterne catégorie A ont été émises au prix de 17,45 \$CA l'action, pour un produit net de 564,4 millions de dollars canadiens, ou 424,4 millions de dollars américains. Au cours de l'exercice financier 2005, 0,9 million d'actions catégorie B ont été échangées pour un nombre équivalent d'actions à droit de vote subalterne catégorie A, et 1,4 million de nouvelles actions à droit de vote subalterne catégorie A ont été émises à la suite de la levée d'options d'achat d'actions.

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET ENGAGEMENTS COMMERCIAUX

Le tableau ci-dessous présente un sommaire de nos principales obligations contractuelles en espèces au 27 mai 2006 pour les exercices financiers indiqués, en vertu de notre dette à long terme, de nos contrats de location à long terme, de nos inventaires, de nos ententes de service et de nos immobilisations.

	Paiements dus au cours des exercices financiers				Total
	2007	2008-2009	2010-2011	2012 et après	
<i>(en millions de dollars américains)</i>	\$	\$	\$	\$	\$
Dette à long terme	69,5	122,2	556,1	1 628,2	2 376,0
Obligations en vertu de contrats de location acquisition	9,6	5,7	0,2	-	15,5
Obligations en vertu de contrats de location-exploitation	380,7	709,1	626,6	2 494,0	4 210,4
Engagements d'approvisionnement	47,5	22,8	6,6	-	76,9
Total	507,3	859,8	1 189,5	4 122,2	6 678,8

Dette à long terme

Le 31 juillet 2004, la Compagnie a finalisé l'acquisition d'Eckerd. Cette acquisition a été financée grâce à une combinaison de facilités de crédit à long terme, de billets et l'émission d'actions à droit de vote subalterne. Au cours de l'exercice financier 2006, la Compagnie a remboursé une portion de la dette de sorte que la dette à long terme, incluant la tranche échéant au cours du prochain exercice financier, s'élevait à 2,391 milliards de dollars au 27 mai 2006, alors qu'elle s'élevait à 2,561 milliards de dollars au 28 mai 2005.

Obligations en vertu de contrats de location acquisition

De manière générale, la Compagnie n'a pas utilisé de contrats de location acquisition à des fins de financement. Elle détient des contrats de location acquisition pour certains établissements et équipements d'exploitation. Les renseignements présentés dans le tableau ci-dessus incluent les intérêts liés aux obligations en vertu de tels contrats de location acquisition; les obligations relatives à ces contrats et aux actifs connexes sont également incluses dans notre bilan consolidé.

Obligations en vertu de contrats de location-exploitation

La Compagnie loue une partie importante de ses propriétés au moyen de contrats de location-exploitation traditionnels. En général, les baux détenus par la Compagnie et se rapportant aux propriétés immobilières ont une échéance initiale de 10 à 20 ans avec une option de renouvellement.

Jusqu'en 2047, les obligations en vertu de contrats de location-exploitation représentent un montant de 4,210 milliards de dollars, et se rapportent principalement à des propriétés louées. La Compagnie a également conclu des ententes de location et de sous-location en vertu desquelles elle recevra des paiements minimaux de 308,4 millions de dollars jusqu'en 2047. Ces paiements ne sont pas inclus dans le tableau des obligations contractuelles ci-dessus.

INSTRUMENTS FINANCIERS ET ARRANGEMENTS HORS BILAN

Exception faite des deux contrats de swap de taux d'intérêt mentionnés ci-dessous, la Compagnie n'a recours à aucun arrangement hors bilan qui a présentement, ou qu'il serait raisonnable de prévoir qu'il aurait, un effet significatif sur sa situation financière, ses résultats d'exploitation ou ses flux de trésorerie. La Compagnie a recours à des contrats de location-exploitation pour plusieurs de ses établissements canadiens et américains, et effectue occasionnellement des opérations de cession-bail à des fins de financement. La Compagnie n'utilise aucune structure d'accueil pour aucun de ses contrats de location.

Nous sommes exposés à des risques de marché liés aux fluctuations des taux d'intérêt en ce qui a trait à notre dette à taux variable. Une portion importante de la dette, soit 1,2 milliard de dollars, porte intérêt à des taux variables. Notre dette à taux variable s'élevait à 1,3 milliard de dollars à la clôture de l'exercice financier 2005.

La Compagnie avait un contrat de swap de taux d'intérêt à taux fixe, échu au mois de janvier 2005, afin de couvrir les risques liés aux fluctuations des taux d'intérêt relativement à un emprunt à terme qui a été remboursé dans le cadre du financement de l'acquisition d'Eckerd. Ce contrat, qui s'élevait à 180 millions de dollars en date du 31 juillet 2004, a entraîné l'enregistrement, après cette date, d'une charge avant impôts de 2,1 millions de dollars pour l'exercice financier 2005.

Au cours de l'exercice financier 2005, la Compagnie a signé deux contrats de swap de taux d'intérêt venant à échéance au mois de juillet 2011 afin de fixer le taux d'intérêt LIBOR pour un montant nominal de 200 millions de dollars de ses prêts à terme, à 4,11 %. Ces contrats sont admissibles à la comptabilité de couverture.

Exception faite des transactions décrites dans le présent rapport de gestion, la Compagnie n'a pris aucune autre mesure spécifique pour couvrir son exposition aux risques de taux d'intérêt. Compte tenu de la conjoncture en matière de taux d'intérêt, et sous réserve de l'approbation du conseil d'administration, la Compagnie pourra avoir recours à d'autres instruments financiers dérivés ou à d'autres outils pour la gestion des taux d'intérêt. Une variation de 50 points de base sur la dette à taux variable de la Compagnie pour l'exercice financier 2006 aurait un impact négatif avant impôts de 5,8 millions de dollars sur les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie pour la période de 52 semaines terminée le 27 mai 2006.

Garanties et conventions de rachat

La Compagnie a garanti le remboursement de certains emprunts bancaires contractés par des franchisés pour un montant total maximum de 5,0 millions de dollars. Pour l'exercice financier 2005, ce montant s'élevait à 6,0 millions de dollars. La Compagnie s'est également engagée auprès d'institutions financières à racheter les équipements et les stocks de certains de ses franchisés. Au 27 mai 2006, la valeur maximum des ententes de rachat d'équipements et de stocks s'élevait respectivement à environ 22,3 millions de dollars et 55,7 millions de dollars, alors qu'elle s'élevait respectivement à 23,1 millions de dollars et 46,1 millions de dollars pour l'exercice financier 2005.

Le 31 juillet 2004, la Compagnie a acquis les actions de trois filiales de TDI Consolidated Corporation afin de finaliser l'acquisition des propriétés des pharmacies Eckerd. La Compagnie a conclu un accord d'indemnisation, décrit à la note 18 des états financiers consolidés.

GESTION DU RISQUE DE CHANGE

Même si la Compagnie utilise comme monnaie de présentation le dollar américain, les états financiers non consolidés de la société mère et de ses filiales sont préparés en fonction de leurs monnaies fonctionnelles respectives, soit le dollar américain pour ses opérations américaines et le dollar canadien pour ses opérations canadiennes et ses activités corporatives.

Les opérations libellées en monnaie autre que la monnaie fonctionnelle de chacune des entités sont converties selon la méthode temporelle. Selon cette méthode, les actifs et passifs monétaires en devises étrangères sont convertis au taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice, les actifs et passifs non monétaires en devises étrangères sont convertis au taux de change d'origine, et les items de l'état des résultats en devises étrangères sont convertis aux taux de change moyens mensuels. Tous les gains et pertes résultant de cette conversion sont de nature courante et inclus à l'état des résultats consolidés, sauf s'ils font l'objet de comptabilité de couverture.

Afin d'éviter l'impact des fluctuations de devises, la Compagnie a révisé ses façons de faire et la documentation afférente au cours de l'exercice financier 2005 de telle sorte qu'elle peut désormais s'assurer que tous les éléments monétaires significatifs bénéficient d'une couverture adéquate contre le risque de change.

OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Nos activités incluent des transactions avec des entreprises contrôlées par un actionnaire, membre de la direction, qui a une influence notable sur la Compagnie. M. François J. Coutu, président des opérations canadiennes de la Compagnie et vice-président du conseil d'administration, était propriétaire d'un établissement franchisé PJC en date du 27 mai 2006 et du 28 mai 2005.

Les transactions entre la Compagnie et cette entreprise sont effectuées dans le cours normal des activités et mesurées à la valeur d'échange. Les détails relatifs à ces transactions sont fournis à la note 22 des états financiers consolidés.

CONVENTIONS COMPTABLES ET ESTIMATIONS CRITIQUES

Estimations

Le présent rapport de gestion est fondé sur les états financiers consolidés de la Compagnie, qui ont été préparés conformément aux PCGR du Canada. La préparation de ces états financiers consolidés et des notes complémentaires suppose que la direction de la Compagnie effectue des estimations et porte des jugements qui affectent les montants présentés. Ces estimations sont fondées sur l'expérience passée et sur diverses autres hypothèses que la direction considère comme raisonnables dans les circonstances. Ces estimations constituent la base des jugements relatifs à la valeur comptable des actifs et passifs qui ne sont pas aisément disponibles par d'autres sources.

Stocks

Nos stocks sont constitués principalement de produits acquis en vue de leur revente, y compris les médicaments d'ordonnance et les médicaments en vente libre, ainsi que les produits ménagers, les cosmétiques et les produits photographiques. Les stocks sont évalués au moindre du coût ou de la valeur de réalisation nette, le coût étant déterminé selon les méthodes de l'épuisement successif, du coût unitaire moyen ou du prix de vente au détail diminué d'un bénéfice brut normal. L'établissement des marges bénéficiaires brutes suppose des jugements et des estimations de la part de la direction, qui pourraient avoir une incidence sur l'évaluation des stocks à la clôture de l'exercice financier et sur les résultats d'exploitation.

Actifs incorporels

Les actifs incorporels à durée de vie limitée sont comptabilisés au coût et amortis selon la méthode linéaire. Ils sont constitués des dossiers d'ordonnances des clients, de clauses de non-concurrence et de droits assortis aux baux. Les dossiers d'ordonnances sont amortis sur une période de cinq à dix ans, les clauses de non-concurrence sur leur durée de vie, alors que les droits assortis aux baux sont amortis sur la durée de vie des baux. L'utilisation d'hypothèses différentes relativement à la durée de vie utile pourrait produire des valeurs comptables différentes pour les actifs incorporels.

Écarts d'acquisition et marques de commerce

Les écarts d'acquisition représentent l'excédent du coût d'acquisition d'entreprises sur la juste valeur des actifs identifiables acquis nets et ne sont pas amortis. Les marques de commerce sont des actifs incorporels à durée de vie indéfinie et ne sont pas amortis. Les écarts d'acquisition et les marques de commerce font l'objet d'un test de dépréciation à chaque année ou plus fréquemment si des changements de situation indiquent une dépréciation potentielle de valeur. Un test de dépréciation peut s'avérer nécessaire dans le cas d'un rendement nettement insuffisant par rapport aux résultats d'exploitation historiques ou attendus, dans le cas de modifications importantes dans l'utilisation des actifs acquis ou dans la stratégie d'ensemble de la Compagnie, et dans le cas de tendances économiques ou sectorielles négatives importantes. Aux fins de son analyse sur la dépréciation de valeur, la Compagnie utilise des estimations et des hypothèses de manière à établir la juste valeur de ses unités d'exploitation. Si ces hypothèses sont incorrectes, il se peut que la valeur comptable des écarts d'acquisition et la marque de commerce ait été surestimée.

Autres éléments d'actif à long terme

Les autres éléments d'actif à long terme sont constitués principalement des frais reportés reliés aux frais de financement et aux incitatifs versés aux franchisés. Les frais de financement sont amortis sur la durée de la dette à long terme tandis que les incitatifs versés aux franchisés sont amortis sur une période de dix ans. L'utilisation d'hypothèses différentes sur la vie utile ou sur la durée pourrait produire des valeurs comptables différentes pour ces autres éléments de l'actif à long terme.

Dépréciation d'actifs à long terme

La Compagnie détermine la valeur comptable des actifs à long terme de manière continue. Afin de déterminer l'existence d'une dépréciation, elle examine les flux de trésorerie non actualisés estimatifs qui devraient être générés par ces actifs, ainsi que d'autres indicateurs. Toute dépréciation permanente de la valeur comptable des actifs est imputée aux résultats de la période au cours de laquelle la dépréciation est déterminée.

Régimes de retraite à prestations déterminées

Le coût des prestations de retraite des employés est établi par calculs actuariels selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services, à partir des hypothèses les plus probables de la direction concernant le rendement prévu des placements, la progression des salaires et l'âge de départ à la retraite des salariés. L'utilisation d'hypothèses différentes pourrait produire des valeurs comptables différentes.

MODIFICATIONS DES CONVENTIONS COMPTABLES ET PRISES DE POSITION RÉCENTES

Aucune modification des conventions comptables n'a eu une incidence significative sur les états financiers consolidés de la Compagnie au cours de l'exercice financier 2006. Les lecteurs sont priés de consulter la note 2 des états financiers consolidés pour une description détaillée des modifications des conventions comptables et des nouvelles conventions comptables récemment publiées.

RISQUES ET INCERTITUDES

La Compagnie occupe une position de choix qui lui permet déjà de tirer parti de la croissance de l'industrie nord-américaine de la pharmacie de détail en mettant en valeur ses marques de commerce renommées, son souci constant de l'excellence et du service dans le secteur pharmaceutique, ainsi que ses innovations et les commodités offertes dans le secteur commercial où l'accent est mis sur la santé et la beauté. Les tendances démographiques, tant au Canada qu'aux États-Unis, contribueront, selon les prévisions, à la croissance de la consommation de médicaments d'ordonnance, ainsi qu'à l'augmentation constante de l'utilisation de produits pharmaceutiques comme principale forme d'intervention de traitement en matière de soins de santé personnels. La direction est d'avis que ces tendances se maintiendront et que la Compagnie assurera la croissance de ses ventes grâce à la qualité des produits et services offerts à la clientèle dans l'ensemble de ses réseaux de pharmacies.

L'acquisition d'Eckerd

L'intégration d'Eckerd représente la plus importante opération du genre pour la Compagnie depuis sa création. La Compagnie pourrait faire face à certaines difficultés dans la réalisation de synergies et dans l'amélioration de la performance des établissements conformément au plan établi.

Le marché des médicaments d'ordonnance

La Compagnie compte sur les ventes de médicaments d'ordonnance pour une part significative et toujours croissante de ses revenus et de ses bénéfices. Au niveau fédéral, au niveau des états et des provinces, de même qu'au niveau local, les ventes de médicaments d'origine sont soumises à de multiples lois et règlements qui régissent plusieurs aspects de la vente et de la délivrance de ces médicaments, ainsi que le processus d'approbation de nouveaux médicaments. La fréquence et le taux d'introduction de médicaments d'ordonnance populaires ont une influence sur les revenus de la Compagnie. En outre, le remplacement de médicaments d'ordonnance par des médicaments en vente libre génère souvent de la confusion chez les consommateurs, ce qui pourrait se traduire par une diminution des ventes au détail.

Les efforts soutenus des organismes d'assurance maladie, des organismes de gestion intégrée des soins de santé, des gestionnaires de régimes d'assurance médicaments, des ministères et des organismes gouvernementaux, ainsi que des tiers payeurs, afin de réduire les coûts des médicaments d'ordonnance et le niveau des remboursements en pharmacie pourraient avoir des impacts sur la croissance des revenus.

L'introduction du programme d'assurance médicaments *Medicare Part D Drug Benefit* aux États-Unis en 2006 et les revendications des diverses entités gouvernementales qui souhaitent une réduction des taux de remboursement du programme d'assurance médicament *Medicaid* dans certains états affecteront les ventes du secteur pharmaceutique.

Vente de médicaments par correspondance

Aux États-Unis, le développement des ventes de médicaments par correspondance et les changements aux programmes de médicaments qui exigeraient que le renouvellement des ordonnances de médicaments soit obligatoirement exécuté par la poste pourraient gêner la croissance des revenus de la Compagnie.

La concurrence

La Compagnie doit faire face à la concurrence d'entreprises locales, régionales, nationales et internationales, ainsi que celle d'autres chaînes et bannières de pharmacies, de pharmacies indépendantes, de supermarchés, de magasins de rabais et d'entreprises Internet. Cette concurrence toujours plus vive pourrait entraîner des pressions croissantes sur les prix, ce qui pourrait nous contraindre à augmenter le volume des ventes et à vendre nos produits et services à moindre prix afin de demeurer concurrentiels.

Les pharmaciens et les employés

La Compagnie est reconnue pour son approche diversifiée, conçue pour attirer, engager et fidéliser des pharmaciens et des gestionnaires compétents. Au cours des dernières années, la Compagnie a d'ailleurs mis en place avec succès des programmes de recrutement et de fidélisation de pharmaciens et de gestionnaires.

La chaîne d'approvisionnement en produits pharmaceutiques

Les pharmacies Brooks et Eckerd se procurent la majorité de leurs produits pharmaceutiques auprès d'un seul fournisseur, McKesson Corporation, une entreprise avec laquelle la Compagnie a signé un contrat d'approvisionnement à long terme échéant au cours de l'exercice financier 2010. Tout bouleversement d'importance dans les relations d'affaires de la Compagnie avec McKesson, ou des questions connexes, pourrait avoir un impact réel sur la Compagnie. Le défaut de renouveler ce contrat avec McKesson ou avec tout autre fournisseur selon les mêmes modalités et conditions, ou le défaut de migrer vers un modèle de distribution autonome pourrait perturber les opérations de manière significative et avoir un impact sur les ventes et la rentabilité des opérations américaines.

Les programmes de marketing

La capacité de la Compagnie à mettre en oeuvre de manière efficiente des programmes de marketing, y compris des stratégies de prix et des programmes de réduction de prix, afin de rehausser sa compétitivité et de stimuler la demande pourrait affecter les ventes.

La dette à taux variable

Nos facilités de crédit sont soumises à des taux d'intérêt variables, ce qui nous expose aux risques de taux d'intérêt. Advenant une hausse des taux d'intérêt, nos obligations au chapitre du service de la dette sur la dette à taux variable augmenteraient, et ce, même si le montant emprunté demeurerait le même.

La fluctuation de devises

Nos revenus sont réalisés en dollars américains et en dollars canadiens, alors que nos facilités de crédit sont libellées en dollars américains seulement. Ainsi, les fluctuations du taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain pourraient entraîner un risque de change pour la Compagnie.

Le caractère saisonnier des affaires

Les conditions atmosphériques ont une incidence sur l'état de santé de la population en général et, partant, sur les ventes au détail de la Compagnie et de ses établissements franchisés. À titre d'exemple, la Compagnie vend plus de remèdes contre la grippe et le rhume durant l'hiver alors qu'en été, la demande pour les produits antiallergiques et les produits de protection solaire est plus importante. Le niveau des ventes au détail des établissements de la Compagnie et des franchisés est également influencé par des événements spéciaux et des fêtes tels que Noël, Pâques, l'Action de grâce, la Saint-Valentin, la fête des Mères et la fête des Pères. La période de ventes la plus importante se situe généralement au troisième trimestre de l'exercice financier qui inclut Noël.

Conditions économiques

Des conditions économiques défavorables pourraient modifier les habitudes de consommation de la clientèle et réduire nos revenus et notre rentabilité. La croissance économique en général et le chômage influent également sur la Compagnie.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

En date effective du 27 mai 2006, sous la supervision et avec la participation de la direction, y compris le président et chef de la direction et le chef de la direction financière, une évaluation de l'efficacité de nos contrôles et de nos procédures de communication de l'information financière, telle que définie par les lois et règlements en vigueur a été effectuée. Selon cette évaluation, le président et chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que ces contrôles et procédures de communication de l'information financière étaient conçus et fonctionnaient efficacement.

DÉCLARATION DE LA COMPAGNIE EN VERTU DE LA LOI SARBANES-OXLEY

Conformément aux dispositions de la loi *Sarbanes-Oxley*, promulguée par le Congrès des États-Unis au mois de juillet 2002, et aux règles adoptées consécutivement par la Commission des valeurs mobilières des États-Unis (SEC), nous avons déposé auprès de la SEC des attestations relativement à l'exactitude de l'information financière contenue dans notre rapport de gestion pour l'année 2006, dans les états financiers annuels consolidés et dans les notes complémentaires, ainsi qu'à l'adéquation de nos procédures et de nos mesures de contrôle en matière de divulgation et d'information financière, entre autres.

Tel qu'elle l'a divulgué, la Compagnie n'a apporté aucun changement à ses contrôles internes en matière d'information financière qui a, ou qui aurait vraisemblablement pu avoir une incidence importante sur le contrôle interne en matière d'information financière de la Compagnie au cours de la période de 52 semaines terminée le 27 mai 2006.

La Compagnie procède actuellement à la révision de ses contrôles internes en matière d'information financière, en prévision de l'entrée en vigueur des exigences en matière d'information et d'attestation telles que stipulées à l'article 404 de la loi *Sarbanes-Oxley* de 2002. Dans le cadre de cette révision, et dans la mesure où cela sera approprié, des modifications seront apportées aux contrôles et procédures de communication de l'information de la Compagnie ou encore aux contrôles internes en matière d'information financière pour l'avenir.

3 août 2006

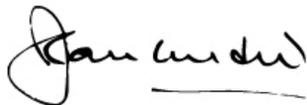
Rapport de la direction relativement aux états financiers

La responsabilité des états financiers de Le Groupe Jean Coutu (PJC) inc. incombe à la direction. Ces états financiers consolidés ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Au besoin, la direction a porté des jugements et fait des estimations sur l'issue des faits et d'opérations, en tenant compte de leur importance relative. La direction est aussi responsable de tous les autres renseignements contenus dans le présent rapport ainsi que de leur concordance, s'il y a lieu, avec ceux présentés dans les états financiers consolidés.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôle interne qui vise à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la protection des éléments d'actif.

Le conseil d'administration s'acquitter de sa responsabilité à l'égard des états financiers consolidés principalement par l'intermédiaire de son comité de vérification, formé uniquement d'administrateurs indépendants, qui examine les états financiers consolidés et fait rapport au conseil. Le comité rencontre périodiquement les vérificateurs externes, les vérificateurs internes et la direction, afin d'examiner leurs activités respectives et la façon dont chacune des parties s'acquitter de ses responsabilités. Les vérificateurs externes et internes peuvent communiquer librement avec le comité, en présence ou non de la direction, pour discuter de la portée de leur vérification, du caractère adéquat du système de contrôle interne et du caractère adéquat de l'information financière.

Les états financiers consolidés ont été examinés par le comité de vérification et ont reçu l'approbation du conseil d'administration. Par ailleurs, les vérificateurs externes de la Compagnie, Deloitte & Touche srl, ont la responsabilité de la vérification des états financiers consolidés et de l'expression d'une opinion sur ceux-ci. Leur rapport est reproduit ci-après.



Président et chef de la direction



Premier vice-président, finances et affaires corporatives

Rapport des comptables agréés inscrits indépendants

Aux actionnaires de
Le Groupe Jean Coutu (PJC) inc.

Nous avons vérifié les bilans consolidés de Le Groupe Jean Coutu (PJC) inc. au 27 mai 2006 et au 28 mai 2005 et les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie des exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Compagnie. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Compagnie au 27 mai 2006 et au 28 mai 2005 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

La Compagnie n'est pas tenue de faire une vérification de son contrôle interne à l'égard de l'information financière et nous n'avons pas reçu la mission d'effectuer une telle vérification. Nos vérifications ont tenu compte du contrôle interne à l'égard de l'information financière dans le but de concevoir des procédés de vérification appropriés dans les circonstances. Elles n'avaient pas pour objet la formulation d'une opinion en ce qui a trait à l'efficacité du contrôle interne de la Compagnie à l'égard de l'information financière. Par conséquent, nous ne formulons pas une telle opinion.



Comptables agréés inscrits indépendants

Le 3 août 2006

LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

Résultats consolidés

Pour les exercices terminés les 27 mai 2006 et 28 mai 2005	2006	2005
<i>(en millions de dollars américains sauf indication contraire)</i>	\$	\$
Chiffre d'affaires	10 954,1	9 448,4
Autres produits (note 3)	189,0	169,0
	11 143,1	9 617,4
Charges d'exploitation		
Coût des marchandises vendues	8 401,2	7 289,9
Frais généraux et d'exploitation	2 249,1	1 878,3
Amortissements (note 4)	227,9	195,3
	10 878,2	9 363,5
Bénéfice d'exploitation	264,9	253,9
Frais financiers (note 5)	205,1	162,1
Bénéfice avant recouvrement d'impôts sur les bénéfices	59,8	91,8
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices (note 6)	(44,0)	(12,6)
Bénéfice net	103,8	104,4
Bénéfice net par action , en dollars (note 7)		
De base	0,40	0,41
Dilué	0,40	0,41

Bénéfices non répartis consolidés

Pour les exercices terminés les 27 mai 2006 et 28 mai 2005	2006	2005
<i>(en millions de dollars américains)</i>	\$	\$
Solde au début de l'exercice		
Montant constaté précédemment	787,6	709,4
Retraitement relatif à une modification de convention comptable (note 2d)	-	(0,8)
Solde retraité	787,6	708,6
Bénéfice net	103,8	104,4
	891,4	813,0
Dividendes	27,0	25,4
Solde à la fin de l'exercice	864,4	787,6

L'information sectorielle et les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

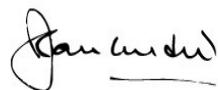
LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

Bilans consolidés	Au 27 mai 2006	Au 28 mai 2005
<i>(en millions de dollars américains)</i>	\$	\$
Actif		
À court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	135,8	132,2
Placements temporaires	-	78,5
Débiteurs	555,5	544,8
Impôts à recevoir	16,5	6,8
Stocks	1 744,9	1 678,2
Charges payées d'avance et autres	47,3	41,0
	2 500,0	2 481,5
Placements (note 8)	25,4	18,8
Immobilisations (note 9)	1 385,8	1 492,5
Actifs incorporels (note 10)	689,4	729,6
Écarts d'acquisition (note 11)	876,8	866,5
Autres éléments de l'actif à long terme (note 12)	113,6	106,0
	5 591,0	5 694,9
Passif		
À court terme		
Créditeurs et charges à payer	1 079,4	1 109,9
Impôts à payer	0,2	32,9
Impôts futurs (note 6)	147,8	97,8
Dette à long terme échéant au cours du prochain exercice (note 13)	78,8	65,6
	1 306,2	1 306,2
Dette à long terme (note 13)	2 312,0	2 495,8
Autres éléments du passif à long terme (note 14)	407,1	480,8
	4 025,3	4 282,8
Avoir des actionnaires		
Capital-actions (note 15)	577,9	577,5
Surplus d'apport	2,4	0,8
Bénéfices non répartis	864,4	787,6
Écart de conversion des devises (note 16)	121,0	46,2
	1 565,7	1 412,1
	5 591,0	5 694,9

Garanties, éventualités et engagements (notes 18 et 19).

L'information sectorielle et les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Au nom du conseil



Jean Coutu
Administrateur



L. Denis Desautels
Administrateur

LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

Flux de trésorerie consolidés

Pour les exercices terminés les 27 mai 2006 et 28 mai 2005	2006	2005
<i>(en millions de dollars américains)</i>	\$	\$
Activités d'exploitation		
Bénéfice net	103,8	104,4
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissements	227,9	195,3
Amortissements des frais de financement reportés	12,4	10,3
Perte de change non réalisée sur éléments monétaires	10,9	7,8
Impôts futurs	(29,9)	(53,8)
Autres	3,6	5,7
	328,7	269,7
Variation nette des éléments hors caisse de l'actif et du passif	(164,0)	(47,6)
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation	164,7	222,1
Activités d'investissement		
Acquisition d'entreprises (note 21)	-	(2 491,8)
Placements et placements temporaires	74,3	(75,1)
Acquisition d'immobilisations	(167,5)	(195,3)
Produit de la cession d'immobilisations	130,5	15,1
Acquisition d'actifs incorporels	(10,8)	(5,1)
Produit de la cession d'actifs incorporels	8,7	-
Autres éléments de l'actif à long terme	(1,9)	(1,8)
Flux de trésorerie générés (utilisés) par les activités d'investissement	33,3	(2 754,0)
Activités de financement		
Variation des emprunts bancaires	-	(15,0)
Émission de dette à long terme, déduction faite des frais	(2,8)	2 469,4
Remboursement de dette à long terme	(177,3)	(217,3)
Émission de capital-actions	0,4	426,5
Dividendes	(27,0)	(25,4)
Flux de trésorerie générés (utilisés) par les activités de financement	(206,7)	2 638,2
Effet des variations du cours de change	12,3	11,3
Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	3,6	117,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	132,2	14,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	135,8	132,2

La note 24 présente des renseignements complémentaires aux flux de trésorerie.

L'information sectorielle et les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

Information sectorielle consolidée

Pour les exercices terminés les 27 mai 2006 et 28 mai 2005

(en millions de dollars américains)

La Compagnie compte deux secteurs d'exploitation isolables : le franchisage et la vente au détail. Dans le cadre de ses activités de franchisage, la Compagnie agit à titre de franchiseur de la bannière « PJC Jean Coutu », exploite deux centres de distribution et coordonne plusieurs autres services pour ses franchisés. La Compagnie exploite des établissements de vente au détail de produits pharmaceutiques et autres sous les bannières « Brooks » et « Eckerd ».

La Compagnie évalue la performance de ses secteurs d'exploitation en se basant sur leur bénéfice d'exploitation avant amortissements qui n'est pas une mesure de performance définie par les principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada; cependant, la direction utilise cette mesure afin d'évaluer la performance opérationnelle de ses secteurs.

L'information sectorielle se résume comme suit:

	2006	2005
	\$	\$
Revenus ⁽¹⁾		
Franchisage	1 635,4	1 406,2
Vente au détail	9 507,7	8 211,2
	11 143,1	9 617,4
Bénéfice d'exploitation avant amortissements		
Franchisage	165,0	147,3
Vente au détail	331,6	305,4
	496,6	452,7
Amortissements		
Franchisage ⁽²⁾	15,9	14,0
Vente au détail	215,8	184,8
	231,7	198,8
Bénéfice d'exploitation		
Franchisage	149,1	133,3
Vente au détail	115,8	120,6
	264,9	253,9

⁽¹⁾ Les revenus sont constitués du chiffre d'affaires et des autres produits.

⁽²⁾ Incluant l'amortissement des incitatifs versés aux franchisés.

LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.**Information sectorielle consolidée**

Pour les exercices terminés les 27 mai 2006 et 28 mai 2005

(en millions de dollars américains)

	2006	2005
	\$	\$
Acquisition d'immobilisations et d'actifs incorporels ⁽³⁾		
Franchisage	43,2	33,0
Vente au détail	135,1	167,4
	178,3	200,4
	Au 27	Au 28
	mai 2006	mai 2005
	\$	\$
Immobilisations, actifs incorporels et écarts d'acquisition		
Franchisage	286,9	300,2
Vente au détail	2 665,1	2 788,4
	2 952,0	3 088,6
Total de l'actif		
Franchisage	729,5	737,2
Vente au détail	4 861,5	4 957,7
	5 591,0	5 694,9

Les revenus, les immobilisations, actifs incorporels et écarts d'acquisition ainsi que le total de l'actif de la Compagnie pour les secteurs géographiques du Canada et des États-Unis correspondent respectivement aux secteurs de franchisage et de vente au détail.

⁽¹⁾ Les revenus sont constitués du chiffre d'affaires et des autres produits.

⁽²⁾ Incluant l'amortissement des incitatifs versés aux franchisés.

⁽³⁾ Excluant les acquisitions d'entreprises.

LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 27 mai 2006 et 28 mai 2005

(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)

1. Description de l'entreprise et principales conventions comptables

a) Description de l'entreprise

La Compagnie est constituée en vertu de la *Loi sur les compagnies du Québec*. Elle exerce ses activités dans deux secteurs.

Au Canada, la Compagnie exploite un réseau d'établissements franchisés. Par son activité de franchisage, elle coordonne plusieurs services pour son réseau qui compte 327 établissements franchisés au 27 mai 2006 (321 au 28 mai 2005) et exploite deux centres de distribution. Au cours de l'exercice 2006, 11 établissements franchisés ont été ouverts (2 en 2005) tandis que 5 ont été fermés (aucun en 2005). Son réseau de franchisés effectue la vente au détail de produits pharmaceutiques et parapharmaceutiques. La Compagnie administre également les immeubles abritant tous les établissements franchisés.

Aux États-Unis, la Compagnie exploite, en date du 27 mai 2006, un réseau de 1 858 établissements corporatifs de vente au détail de produits pharmaceutiques et parapharmaceutiques (1 922 au 28 mai 2005), répartis dans 18 états du nord-est, du centre du littoral de l'Atlantique et du sud-est des États-Unis. Au cours de l'exercice 2006, 21 nouveaux établissements corporatifs ont ouvert leurs portes (1 614 en 2005 dont 1 549 résultant de l'acquisition des pharmacies Eckerd) tandis que 85 ont été fermés (28 en 2005).

b) Présentation des états financiers

Les états financiers consolidés sont préparés conformément aux PCGR du Canada.

Le calendrier de fins de périodes de la Compagnie est basé sur le calendrier de marchandisage 4-5-4 de la *National Retail Federation* aux États-Unis. Par conséquent, l'exercice de la Compagnie comprend habituellement 52 semaines, mais comprend 53 semaines tous les cinq ou six ans. Les exercices terminés le 27 mai 2006 et le 28 mai 2005 comprenaient chacun 52 semaines.

c) Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la société mère et ceux de ses filiales. Toutes les transactions et soldes intercompagnies ont été éliminés lors de la consolidation.

d) Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers consolidés selon les PCGR du Canada exige que la direction procède à des estimations et pose certaines hypothèses. Ces estimations et hypothèses peuvent avoir un effet sur les montants d'actif et de passif déclarés ainsi que sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers consolidés. Elles peuvent également influencer sur les montants des produits et des charges de l'exercice qui sont présentés. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 27 mai 2006 et 28 mai 2005

(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)

1. Description de l'entreprise et principales conventions comptables (suite)

d) *Utilisation d'estimations (suite)*

Les éléments qui requièrent davantage l'utilisation d'estimations de la part de la direction sont : l'évaluation des stocks, l'évaluation des actifs à long terme, et les réserves et provisions, plus particulièrement la provision pour fermeture d'établissements, la provision générale et d'indemnités pour accidents du travail, et la provision relative aux impôts sur les bénéfices.

e) *Constatation des produits*

La Compagnie enregistre ses revenus provenant de la vente de biens aux franchisés lorsque les marchandises sont expédiées. Les ventes au détail sont constatées au moment de la vente au consommateur. La Compagnie enregistre son chiffre d'affaires déduction faite des retours de marchandise. Les rabais de volumes ainsi que les escomptes de caisse consentis aux clients sont enregistrés en réduction du chiffre d'affaires au fur et à mesure que les ventes sont constatées. La Compagnie présente au net les transactions résultant des marchandises expédiées directement aux franchisés par les fournisseurs pour lesquels la Compagnie agit à titre d'intermédiaire.

Les redevances sont calculées en fonction d'un pourcentage des ventes au détail des franchisés et sont inscrites comme revenus à mesure qu'elles sont gagnées. Ce pourcentage est établi par les conventions conclues avec les franchisés. 42 4

Les services facturés aux franchisés et les revenus de location sont comptabilisés lorsque les services sont rendus. Lorsque les baux contiennent des clauses de prix échelonnés, la Compagnie enregistre le revenu de location selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée du bail.

Les produits ne sont constatés que lorsque leur recouvrement est raisonnablement assuré.

f) *Activités dont les tarifs sont réglementés*

Dans le cadre de son activité de franchisage, la Compagnie exerce certaines activités dont les tarifs sont réglementés. Au Canada, dans la province de Québec, en vertu du régime général d'assurance médicaments, le ministre de la Santé et des Services sociaux dresse, par règlement, la liste des médicaments dont le paiement est couvert par le régime et réglemente le prix de vente de ces médicaments. La liste indique le prix des médicaments vendus par un fabricant ou un grossiste reconnu par le ministre et la méthode d'établissement de leur prix. L'établissement de la liste de médicaments est régie par la *Loi sur l'assurance médicaments* et est mise à jour périodiquement par règlement du ministre après consultation du Conseil du médicament.

La Compagnie doit revendre le médicament à ce prix, auquel elle est en droit d'ajouter une marge bénéficiaire se situant dans une fourchette déterminée par le gouvernement, en vertu du *Règlement sur les conditions de reconnaissance d'un fabricant de médicaments et d'un grossiste en médicaments*.

LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 27 mai 2006 et 28 mai 2005

(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)

1. Description de l'entreprise et principales conventions comptables (suite)

g) Rabais des fournisseurs

Les contreparties en espèces reçues des fournisseurs constituent une réduction des prix des produits ou des services des fournisseurs et sont comptabilisées comme une réduction du coût des marchandises vendues et des stocks connexes lors de la constatation dans l'état des résultats et dans le bilan consolidés de la Compagnie. Certaines exceptions s'appliquent lorsque les contreparties en espèces reçues représentent soit un remboursement des coûts différentiels engagés par la Compagnie pour vendre les produits des fournisseurs, soit un paiement au titre de biens livrés ou de services fournis aux fournisseurs.

h) Conversion des devises

Les états financiers non consolidés de la société mère et de ses filiales sont préparés en fonction de leurs monnaies fonctionnelles respectives, soit le dollar américain pour ses opérations américaines et le dollar canadien pour ses opérations canadiennes ainsi que pour ses activités corporatives.

Les états financiers des entités dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar américain sont convertis à la monnaie de présentation au moyen de la méthode du taux courant. Selon cette méthode, les postes de l'état des résultats et de l'état des flux de trésorerie de chaque exercice sont convertis à la monnaie de présentation aux taux de change moyens mensuels et les éléments de l'actif et du passif sont convertis au taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice. Tous les écarts de conversion dégagés sont comptabilisés dans le compte écart de conversion des devises de l'avoir des actionnaires.

Les opérations libellées en monnaie autre que la monnaie fonctionnelle de l'entité sont converties selon la méthode temporelle. Selon cette méthode, les actifs et passifs monétaires sont convertis au taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice, les actifs et passifs non monétaires sont convertis au taux de change d'origine tandis que les postes de l'état des résultats sont convertis aux taux de change moyens mensuels. Tous les gains et pertes résultant de cette conversion sont de nature courante et sont inclus à l'état des résultats consolidés, sauf s'ils font l'objet de comptabilité de couverture.

i) Bénéfice net par action

Le bénéfice net de base et dilué par action a été obtenu respectivement en divisant le bénéfice net consolidé de l'exercice par le nombre moyen pondéré d'actions de base et dilué.

Le nombre moyen pondéré d'actions dilué en circulation est calculé comme si toutes les options dilutives étaient réputées avoir été levées au plus tard des deux dates, soit le début de la période visée ou à la date de l'octroi, selon la méthode du rachat d'actions.

j) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse et de placements très liquides qui, à la date de leur acquisition, ont des échéances de moins de trois mois.

LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 27 mai 2006 et 28 mai 2005

(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)

1. Description de l'entreprise et principales conventions comptables (suite)

k) Placements temporaires

Les placements temporaires se composent de papier commercial ayant des échéances de plus de trois mois et sont comptabilisés au moindre du coût ou de la valeur marchande.

l) Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette, le coût étant déterminé selon, soit les méthodes de l'épuisement successif, du coût moyen unitaire ou du prix de vente au détail moins un pourcentage normal de bénéfice brut.

m) Placements

La participation dans les sociétés satellites est comptabilisée à la valeur de consolidation. Les autres placements sont comptabilisés au coût. La direction procède périodiquement à une analyse individuelle des prêts, avances et créances à recevoir de franchisés et lorsqu'elle estime qu'il existe un doute sérieux quant à leur recouvrement, elle établit une provision afin de réduire leur valeur comptable à leur valeur de réalisation estimative.

n) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût.

L'amortissement des immeubles destinés à la location a été calculé en fonction de leur durée de vie utile selon la méthode des intérêts composés jusqu'au 1er juin 2004. Depuis cette date, la Compagnie a utilisé la méthode de l'amortissement linéaire (note 2e). Les constructions en cours ne sont pas amorties tant que l'actif n'est pas mis en service. L'amortissement des autres immobilisations est calculé en fonction de leur durée de vie utile selon les méthodes de l'amortissement linéaire et dégressif à taux constant. Les taux et les durées utilisés sont les suivants :

	Méthodes	Taux et durées
Immeubles	Dégressif et linéaire	5% et 12 à 31 ans
Immeubles destinés à la location	Linéaire	40 ans
Améliorations locatives	Linéaire	moindre de la durée de vie utile et de la durée du bail
Équipement	Linéaire	3 à 7 ans

Les immobilisations sont soumises à un test de recouvrabilité lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 27 mai 2006 et 28 mai 2005

(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)

1. Description de l'entreprise et principales conventions comptables (suite)

o) Actifs incorporels

Les actifs incorporels à durée de vie limitée sont comptabilisés au coût. Ils sont principalement constitués de dossiers d'ordonnances de clients, de conventions de non-concurrence et de baux avantageux. Les actifs incorporels sont amortis selon la méthode linéaire. Les dossiers d'ordonnances sont amortis sur une période de cinq à dix ans. Les conventions de non-concurrence sont amorties sur la durée de vie des conventions. Les baux avantageux représentent la valeur qui est attribuée aux baux dans le cadre d'une acquisition d'entreprise. La valeur assumée de ces baux avantageux est amortie sur la durée de vie résiduelle des baux.

Les actifs incorporels à durée de vie indéfinie, constitués d'une marque de commerce, sont comptabilisés au coût et ne sont pas amortis. La marque de commerce est soumise à un test de dépréciation annuel ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situations indiquent une perte de valeur. En date du 27 mai 2006 et du 28 mai 2005, la Compagnie a effectué des tests de dépréciation et aucune réduction de valeur n'a été nécessaire.

p) Écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition ne sont pas sujets à l'amortissement et représentent l'excédent du coût d'acquisition des entreprises sur la juste valeur des actifs identifiables nets acquis. Les écarts d'acquisition sont soumis à un test de dépréciation annuel ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situations indiquent une perte de valeur. En date du 27 mai 2006 et du 28 mai 2005, la Compagnie a effectué des tests de dépréciation et aucune réduction de valeur n'a été nécessaire.

q) Autres éléments de l'actif à long terme

Les autres éléments d'actif à long terme sont constitués principalement des incitatifs versés aux franchisés et de frais reportés. Les incitatifs versés aux franchisés sont amortis sur une période de dix ans et l'amortissement est appliqué en réduction des produits de redevances qui sont présentés dans les autres produits. Les frais reportés sont comptabilisés au coût et sont principalement constitués de frais de financement. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur la durée de l'emprunt à long terme et est présenté dans les frais financiers.

r) Impôts futurs

La Compagnie utilise la méthode de l'actif et du passif fiscaux pour la comptabilisation des impôts sur les bénéfices. En vertu de cette méthode, les actifs et les passifs d'impôts futurs sont déterminés en fonction de l'écart entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs et ils sont mesurés en appliquant, à la date des états financiers, les taux d'imposition et les lois fiscales en vigueur ou pratiquement en vigueur pour les exercices au cours desquels les écarts temporaires sont censés se résorber. Les actifs d'impôts futurs sont constatés uniquement dans la mesure où, de l'avis de la direction, leur réalisation est jugée plus probable qu'improbable.

LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 27 mai 2006 et 28 mai 2005

(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)

1. Description de l'entreprise et principales conventions comptables (suite)

s) *Autres éléments du passif à long terme*

Mis à part les impôts futurs, les autres éléments du passif à long terme sont constitués principalement de produits reportés, d'obligations reportées relatives à des baux, de baux défavorables, d'une provision générale et d'indemnités pour accidents du travail et d'une provision pour fermeture d'établissements.

Produits reportés : la Compagnie reçoit des allocations de ses fournisseurs en contrepartie d'ententes exclusives d'achats. Les produits relatifs à ces ententes sont reportés lors de l'encaissement et les montants sont constatés au rythme des achats, tel que stipulé dans chacune des ententes. Les produits reportés incluent également un gain reporté relativement à des cession-bail, tel que décrit à la note 24.

Obligations reportées relatives à des baux : la Compagnie exerce une part de ses activités dans des locaux loués et constate la charge locative lorsqu'elle prend possession du local du propriétaire, ce qui normalement inclut une période d'aménagement précédant l'ouverture du magasin. Lorsque les baux contiennent des clauses de prix échelonnés, la Compagnie constate la charge locative de façon linéaire sur la durée du bail et conséquemment, comptabilise à titre d'obligations reportées relatives à des baux l'excédent de la charge sur le montant payable. La Compagnie reçoit également des avantages incitatifs relatifs aux baux qui sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée du bail.

Les loyers qui dépendent de facteurs qui ne sont pas mesurables au moment de l'entrée en vigueur du bail, tel que le volume du chiffre d'affaires, sont des loyers conditionnels à part entière et, à ce titre, ne sont pas inclus dans les paiements minimums exigibles en vertu du bail. Ces charges de loyer sont enregistrées à l'état des résultats lorsque la dépense a été encourue et que le montant est raisonnablement estimable.

Baux défavorables : la valeur attribuée à des baux défavorables assumés dans le cadre d'une acquisition d'entreprise est amortie selon la méthode linéaire sur la durée de vie résiduelle des baux.

Provision générale et d'indemnités pour accidents du travail : la provision générale et d'indemnités pour accidents du travail est déterminée par des calculs actuariels basés sur l'estimation des réclamations déclarées ainsi que des réclamations encourues mais non déclarées provenant de l'expérience historique et des données courantes.

Provision pour fermeture d'établissements : la provision pour fermeture d'établissements est fondée sur la valeur actualisée des obligations découlant des baux, net des loyers estimatifs de sous-location et des autres coûts de fin de bail.

LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 27 mai 2006 et 28 mai 2005

(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)

1. Description de l'entreprise et principales conventions comptables (suite)

t) *Rémunération à base d'actions*

La Compagnie a un régime d'options sur actions à prix fixe, qui est décrit à la note 17. Depuis le 1er juin 2003, le coût de la rémunération à base d'actions est comptabilisé selon la méthode de la juste valeur. Conformément à cette méthode, les octrois d'options sur actions sont calculés à la date d'octroi au moyen de la méthode de la juste valeur. Ils sont passés en charges et portés au crédit du surplus d'apport durant la période d'acquisition. Ces crédits sont reclassés au capital-actions à la levée de ces options sur actions.

u) *Régimes de retraite à prestations déterminées*

La Compagnie offre, à certains de ses hauts dirigeants, des régimes de retraite à prestations déterminées, lesquels comprennent un régime enregistré de retraite au Canada ainsi que des régimes complémentaires de retraite non enregistrés au Canada et aux États-Unis.

Au Canada, le versement des cotisations au régime enregistré de retraite est effectué conformément aux lois applicables et le financement des régimes complémentaires n'est effectué que partiellement par l'entremise de conventions de retraite (CR). Le montant des cotisations requises aux fins de la capitalisation est déterminé par évaluation actuarielle effectuée tous les trois ans. La plus récente évaluation actuarielle a été effectuée en date du 31 décembre 2005 et la date d'effet de la prochaine évaluation actuarielle est le 31 décembre 2008.

La Compagnie comptabilise ses obligations découlant des régimes d'avantages sociaux des salariés ainsi que les coûts connexes, déduction faite des actifs des régimes. Le coût des prestations de retraite et des avantages complémentaires de retraite gagnés par les salariés est établi par calculs actuariels selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services, à partir des hypothèses les plus probables de la direction concernant le rendement prévu des placements des régimes, la progression des salaires et l'âge de départ à la retraite des salariés. Pour les besoins du calcul du taux de rendement prévu des actifs des régimes, ces actifs sont évalués à leur juste valeur. La juste valeur des actifs est la valeur du marché.

Le coût des services passés est amorti selon la méthode linéaire sur la durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs, à la date des modifications.

L'excédent du gain actuariel net ou de la perte actuarielle nette, du plus élevé de 10 % de l'obligation au titre des prestations constituées ou de 10 % de la juste valeur des actifs du régime, est amorti sur la durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs. La durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs couverts par les régimes de retraite était de 9,6 ans au 27 mai 2006 (9,6 ans au 28 mai 2005).

v) *Régimes de retraite à cotisations déterminées*

La charge de retraite des régimes à cotisations déterminées correspond à la cotisation de la Compagnie.

LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 27 mai 2006 et 28 mai 2005

(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)

1. Description de l'entreprise et principales conventions comptables (suite)

w) Instruments financiers dérivés

La Compagnie a recours à divers instruments financiers dérivés pour gérer les risques de taux d'intérêt et de change. La Compagnie n'utilise pas d'instruments financiers dérivés aux fins de spéculation ni de négociation.

La Compagnie documente toutes les relations entre les instruments de couverture et les éléments couverts, ainsi que l'objectif de gestion du risque et la stratégie qui sous-tendent l'utilisation des divers instruments de couverture. Les dérivés procurant une couverture économique, mais qui ne sont pas admissibles aux fins de la comptabilité de couverture, sont constatés à leur juste valeur et les variations des justes valeurs sont imputées à l'état des résultats.

La Compagnie utilise des conventions d'échange de taux d'intérêt (swaps de taux d'intérêt) afin de mieux gérer l'ensemble des taux d'intérêt fixes et variables liés à l'ensemble de son portefeuille d'emprunts. Ces ententes comportent l'échange de paiements d'intérêts sans qu'il y ait échange du montant nominal de référence sur lequel les paiements sont basés. La Compagnie inscrit les échanges de paiements à titre d'ajustements des intérêts débiteurs de la dette couverte. La Compagnie inclut le montant connexe à recevoir ou à verser dans les postes de débiteurs ou créditeurs et charges à payer.

La Compagnie utilise une portion de ses obligations en dollars américains à titre d'instrument de couverture du risque de change sur ses investissements nets dans ses filiales américaines. Conséquemment, les gains ou pertes de change correspondants sont comptabilisés au compte écart de conversion des devises à l'avoir des actionnaires afin de contrebalancer les écarts de conversion sur devises provenant des investissements.

LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 27 mai 2006 et 28 mai 2005

(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)

2. Conventions comptables

Modifications de conventions comptables

2006

a) Instruments financiers - Information à fournir et présentation

En novembre 2003, le Conseil des normes comptables a approuvé la révision du chapitre 3860 du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (l'ICCA), intitulé «Instruments financiers – Information à fournir et présentation». Ces révisions modifient la comptabilisation de certains instruments financiers qui comportent des caractéristiques propres à la fois aux titres d'emprunt et aux titres de participation. Ce chapitre exige que les instruments qui respectent des critères précis soient classés à titre de passif au bilan. Certains de ces instruments financiers étaient précédemment classés dans les capitaux propres. La révision est en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er novembre 2004. Puisque la Compagnie ne détient aucun instrument présentant ces caractéristiques, l'adoption de ces révisions le 1er juin 2005 n'a eu aucune incidence sur ses états financiers consolidés.

b) Opérations non monétaires

En juin 2005, l'ICCA a remplacé le chapitre 3830 du Manuel intitulé «Opérations non monétaires» par le chapitre 3831 intitulé «Opérations non monétaires». La modification a pour but de remplacer le critère de l'aboutissement du processus de génération du profit par celui de la substance commerciale aux fins de l'évaluation à la juste valeur des échanges non monétaires. Cette modification s'applique à toutes les opérations non monétaires engagées dans les périodes ouvertes à compter du 1er janvier 2006. L'adoption de ce chapitre n'a eu aucune incidence significative sur les états financiers consolidés de la Compagnie.

c) Contrepartie consentie par un fournisseur à un client

En septembre 2005, le Comité sur les problèmes nouveaux (CPN) de l'ICCA a publié l'abrégé n° 156 (CPN-156), «Comptabilisation par un fournisseur d'une contrepartie consentie à un client (y compris un revendeur des produits du fournisseur)». Ce CPN-156, qui est harmonisé avec son équivalent aux États-Unis, l'abrégé de l'*Emerging Issues Task Force* (EITF) 01-9 intitulé «*Accounting for Consideration Given by a Vendor to a Customer (Including a Reseller of the Vendor's Products)*», fournit des indications sur le traitement et la classification comptables des avantages promotionnels ou autres contreparties qui sont accordés par un fournisseur à des clients et sur les circonstances dans lesquelles ces éléments doivent être comptabilisés en tant que réduction des produits d'exploitation ou en tant que charges.

L'adoption du CPN-156 doit être appliquée rétroactivement, avec retraitement des périodes antérieures, à tous les états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2006. L'application du CPN-156 n'a eu aucune incidence significative sur les états financiers consolidés de la Compagnie.

LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 27 mai 2006 et 28 mai 2005

(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)

2. Conventions comptables (suite)

2005

d) Contreparties reçues d'un fournisseur

En janvier 2004, le CPN de l'ICCA a publié l'abrégé n° 144 (CPN-144), «Comptabilisation par un client (y compris un revendeur) de certaines contreparties reçues d'un fournisseur». Le CPN-144 donne des précisions au sujet des méthodes de comptabilisation de certaines contreparties reçues d'un fournisseur. Le CPN-144 doit être appliqué rétroactivement à tous les états financiers des périodes intermédiaires et des exercices se terminant après le 15 août 2004.

Le CPN-144 stipule que la contrepartie en espèces reçue d'un fournisseur par une compagnie est présumée constituer une réduction des prix des produits ou des services du fournisseur et devrait en conséquence être comptabilisée comme une réduction du coût des marchandises vendues et des stocks connexes lors de la constatation dans l'état des résultats et dans le bilan de la compagnie. Certaines exceptions s'appliquent lorsque la contrepartie en espèces reçue représente, soit un remboursement des coûts différentiels engagés par le client pour vendre les produits du fournisseur, soit un paiement au titre de biens livrés ou de services fournis au fournisseur.

La Compagnie a adopté cette nouvelle norme le 1er juin 2004. L'incidence de cette nouvelle norme pour l'exercice terminé le 28 mai 2005 se présente comme suit :

	2005	
	Augmentation	Diminution
	\$	\$
Chiffre d'affaires	5,0	-
Autres produits	-	12,4
Coût des marchandises vendues	-	47,5
Frais généraux et d'exploitation	40,1	-
Bénéfice net	-	-
Bénéfices non répartis au début de l'exercice	-	0,8

Les incidences de cette modification sur le bilan consolidé du 28 mai 2005 sont une diminution des stocks de 1 454 000 \$ et une augmentation des impôts sur les bénéfices de 451 000 \$.

LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 27 mai 2006 et 28 mai 2005

(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)

2. Conventions comptables (suite)

e) Principes comptables généralement reconnus

En juillet 2003, l'ICCA a publié le chapitre 1100 du Manuel intitulé «Principes comptables généralement reconnus». Ce chapitre établit les normes pour la communication de l'information financière conformément aux PCGR du Canada et fournit des indications sur les sources à consulter lors du choix des conventions comptables à employer ou de la détermination de l'information à fournir dans le cas où un sujet n'est pas traité explicitement dans les sources premières des PCGR du Canada. La Compagnie a mis en application le nouveau chapitre de façon prospective le 1er juin 2004.

À cet effet, à compter du 1er juin 2004, la Compagnie a cessé d'utiliser la méthode de l'amortissement à intérêts composés afin d'amortir ses immeubles détenus à des fins de location. De ce fait, à compter du 1er juin 2004, la Compagnie amortit le coût de ses immeubles détenus à des fins de location linéairement sur leur durée de vie utile. Pour l'exercice terminé le 28 mai 2005, l'amortissement des immeubles est plus élevé d'environ 2 500 000 \$ qu'il ne l'aurait été en vertu de la méthode d'amortissement antérieure.

f) Relations de couverture

Le 1er juin 2004, la Compagnie a adopté la note d'orientation concernant la comptabilité n° 13 (NOC-13) intitulée «Relations de couverture» ainsi que le CPN n° 128 (CPN-128) intitulé « Comptabilisation des instruments financiers dérivés détenus à des fins de transaction (négociation) ou de spéculation ou à des fins autres que de couverture» publiés en décembre 2001. La NOC-13 établit les critères pour l'identification, la désignation, la documentation et l'efficacité des relations de couverture, aux fins de l'application de la comptabilité de couverture. Le CPN-128 établit qu'un instrument financier dérivé autonome qui ne répond pas aux conditions de la comptabilité de couverture exposées dans la NOC-13, doit être constaté dans le bilan et évalué à la juste valeur, et les variations de la juste valeur constatées dans l'état des résultats de la période. L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence significative sur les états financiers consolidés de la Compagnie au moment de leur adoption.

g) Consolidation des entités à détenteurs de droits variables

En juin 2003, l'ICCA a publié la note d'orientation concernant la comptabilité n° 15 (NOC-15), intitulée «Consolidation des entités à détenteurs de droits variables» (EDDV). Cette note d'orientation porte sur la consolidation des EDDV auxquelles la condition habituelle de consolidation ne s'applique pas étant donné que les EDDV ne sont pas assorties de droits de vote ou ne sont pas autrement assujetties au contrôle par la détention de droits de vote. Elle requiert que les EDDV existantes non consolidées soient consolidées par le principal bénéficiaire de l'EDDV. La NOC-15 est requise pour les exercices et les trimestres ouverts à compter du 1er novembre 2004. L'application de la NOC-15 n'a eu aucune incidence significative sur les états financiers consolidés de la Compagnie.

LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 27 mai 2006 et 28 mai 2005

(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)

2. Conventions comptables (suite)

h) Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

En mars 2003, l'ICCA a publié le chapitre 3110 du Manuel, intitulé «Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations» applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2004 avec application rétroactive. Ce chapitre fournit des normes de constatation, de mesure et de présentation applicables aux passifs ou aux obligations liés à la mise hors service d'immobilisations lorsque ces obligations découlent de l'acquisition, de la construction, du développement, de la mise en valeur ou de l'exploitation normale des immobilisations. L'obligation est constatée dans la période au cours de laquelle il est possible de faire une estimation raisonnable de la juste valeur, et la valeur comptable de l'immobilisation connexe est augmentée du même montant. L'adoption de ce chapitre n'a eu aucune incidence significative sur les états financiers consolidés de la Compagnie.

Conventions comptables récemment publiées

i) Résultat étendu

En avril 2005, l'ICCA a publié le chapitre 1530 du Manuel, intitulé «Résultat étendu». Ce chapitre s'applique aux exercices ouverts à compter du 1er octobre 2006. Il décrit la manière de présenter le résultat étendu et les éléments qui le composent. Le résultat étendu correspond à la variation de l'actif net d'une entreprise découlant d'opérations, d'événements et de circonstances sans rapport avec les actionnaires. Il comprend des éléments qui ne seraient normalement pas inclus dans le bénéfice net, comme :

- la variation de l'écart de conversion relativement aux établissements étrangers autonomes;
- les gains ou les pertes non réalisés sur des placements disponibles à la vente.

En avril 2005, l'ICCA a également apporté des changements au chapitre 3250 du Manuel, intitulé «Surplus», et l'a renommé le chapitre 3251, «Capitaux propres». Ce chapitre s'applique aussi aux exercices ouverts à compter du 1er octobre 2006. Les modifications sur la manière de présenter les capitaux propres et les variations des capitaux propres concordent avec les nouvelles exigences du chapitre 1530, «Résultat étendu».

L'adoption de ces chapitres le 3 juin 2007 exigera que la Compagnie commence à présenter les éléments suivants dans ses états financiers consolidés :

- le résultat étendu et les éléments qui le composent;
- les autres éléments du résultat étendu cumulés et les éléments qui le composent.

LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 27 mai 2006 et 28 mai 2005

(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)

2. Conventions comptables (suite)

j) Instruments financiers - Comptabilisation et évaluation

En avril 2005, l'ICCA a publié le chapitre 3855 du Manuel, intitulé, «Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation». Ce chapitre s'applique aux exercices ouverts à compter du 1er octobre 2006. Il décrit les normes de comptabilisation et d'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers et des instruments dérivés non financiers.

Ce chapitre exige que :

- tous les actifs financiers soient évalués à la juste valeur, compte tenu de certaines exceptions comme les prêts et les placements lorsqu'ils sont classés comme détenus jusqu'à leur échéance;
- tous les passifs financiers soient évalués à la juste valeur lorsqu'il s'agit de dérivés ou lorsqu'ils sont classés comme détenus à des fins de transaction. Tous les autres passifs financiers sont évalués à leur valeur comptable;
- tous les instruments financiers dérivés soient évalués à la juste valeur, même lorsqu'ils sont des éléments constitutifs d'une relation de couverture.

La Compagnie étudie l'incidence sur ses états financiers consolidés de l'adoption de ce chapitre le 3 juin 2007.

k) Couvertures

En avril 2005, l'ICCA a publié le chapitre 3865 du Manuel, intitulé «Couvertures». Ce chapitre s'applique aux exercices ouverts à compter du 1er octobre 2006 et précise le moment et la façon d'utiliser la comptabilité de couverture. Une opération de couverture est une opération destinée à modifier l'exposition d'une entreprise à un ou à plusieurs risques, par une compensation entre :

- les variations de juste valeur de l'élément couvert et de l'élément de couverture;
- les variations des flux de trésorerie attribuables à l'élément couvert et à l'élément de couverture;
- les variations résultant d'une exposition à un risque particulier associé à l'élément couvert et à l'élément de couverture.

L'objectif de la comptabilité de couverture est de s'assurer que les gains, les pertes, les produits et les charges rattachés à un instrument dérivé et ceux rattachés à l'élément couvert sont comptabilisés dans l'état des résultats au cours de la même période.

La Compagnie étudie l'incidence sur ses états financiers consolidés de l'adoption de ce chapitre le 3 juin 2007.

LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 27 mai 2006 et 28 mai 2005

(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)

3. Autres produits

	2006	2005
	\$	\$
Redevances ⁽¹⁾	86,2	75,1
Loyers	57,7	54,3
Divers	45,1	39,6
	189,0	169,0

⁽¹⁾ L'amortissement des incitatifs versés aux franchisés de 3 853 000 \$ est appliqué en réduction des redevances (3 545 000 \$ en 2005).

4. Amortissements

	2006	2005
	\$	\$
Immobilisations	173,0	150,5
Actifs incorporels	54,8	44,4
Frais reportés	0,1	0,4
	227,9	195,3

5. Frais financiers

	2006	2005
	\$	\$
Intérêts sur la dette à long terme	190,0	142,4
Amortissements des frais de financement reportés	12,4	10,3
Perte de change non réalisée sur éléments monétaires	10,9	7,8
Perte (gain) de change réalisée sur éléments monétaires	(9,7)	1,9
Autres frais financiers, net	1,5	(0,3)
	205,1	162,1

LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 27 mai 2006 et 28 mai 2005

(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)

6. Impôts sur les bénéfices

Le recouvrement d'impôts sur les bénéfices se répartit comme suit :

	2006	2005
	\$	\$
Impôts exigibles	(14,1)	41,2
Impôts futurs	(29,9)	(53,8)
	(44,0)	(12,6)

Le taux d'imposition effectif de la Compagnie diffère du taux de base combiné. Cette différence résulte des éléments suivants :

	2006	2005
	%	%
Taux de base combiné canadien prévu par la loi	31,4	31,0
Incidence des taux d'imposition des filiales américaines	18,0	9,5
Taux d'imposition global	49,4	40,5
Augmentation (diminution) du taux d'imposition provenant des éléments suivants :		
Bénéfice résultant de structures de financement relatives aux investissements dans des filiales	(125,7)	(58,0)
Autres	2,8	3,8
	(73,5)	(13,7)

LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 27 mai 2006 et 28 mai 2005

(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)

6. Impôts sur les bénéfices (suite)

Les principales composantes de l'actif et du passif d'impôts futurs sont les suivantes :

	Au 27 mai 2006	Au 28 mai 2005
	\$	\$
Actif d'impôts futurs :		
Débiteurs	29,4	17,3
Actifs incorporels, écarts d'acquisition et incitatifs versés aux franchisés	5,4	4,7
Passif à court terme	72,7	77,4
Autres éléments du passif à long terme	90,4	98,6
Frais d'émission d'actions	4,6	5,0
Report prospectif de pertes d'exploitation nettes	27,1	2,2
Report prospectif d'intérêts	78,2	6,0
	307,8	211,2
Passif d'impôts futurs :		
Stocks	234,6	192,9
Immobilisations	242,7	237,0
Actifs incorporels et écarts d'acquisition	125,2	116,8
Frais de financement	5,9	3,0
Autres	12,8	5,8
	621,2	555,5
Passif d'impôts futurs, net	(313,4)	(344,3)
Réparti ainsi :		
Actif d'impôts futurs à long terme	5,9	-
Passif d'impôts futurs à court terme	(147,8)	(97,8)
Passif d'impôts futurs à long terme	(171,5)	(246,5)
	(313,4)	(344,3)

Au 27 mai 2006, la Compagnie disposait de reports prospectifs de pertes nettes d'exploitation fédérales d'environ 6 500 000 \$ aux États-Unis, pour lesquels la majorité venait à échéance en 2026, et de reports prospectifs de pertes nettes dans certains états américains d'environ 552 700 000 \$, pour lesquels la majorité venait à échéance entre 2020 et 2026. Aucune provision pour moins-value n'a été enregistrée relativement à ces pertes.

LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 27 mai 2006 et 28 mai 2005

(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)

7. Bénéfice net par action

Le rapprochement du nombre d'actions utilisé pour le calcul du bénéfice net dilué par action s'établit comme suit :

	2006 <i>(en millions)</i>	2005 <i>(en millions)</i>
Moyenne pondérée des actions utilisée pour le calcul du bénéfice net de base par action	261,7	255,7
Effet de dilution des options d'achats sur actions	0,3	0,8
Moyenne pondérée des actions utilisée pour le calcul du bénéfice net dilué par action	262,0	256,5

Au 27 mai 2006, 1 749 000 options sur actions ayant un effet antidilutif ont été exclues du calcul du résultat dilué par action (42 000 au 28 mai 2005).

8. Placements

	Au 27 mai 2006	Au 28 mai 2005
	\$	\$
Prêts, avances et créances d'exploitation de franchisés, à des taux d'intérêts variables, dont certains comportent des modalités de remboursement jusqu'en 2013 et renouvelables (nets d'une provision pour pertes de 2 759 000 \$ au 27 mai 2006; 1 760 000 \$ au 28 mai 2005)	28,3	19,1
Autres	2,4	2,1
	30,7	21,2
Portion encaissable au cours du prochain exercice (incluse dans les débiteurs)	5,3	2,4
	25,4	18,8

LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.**Notes aux états financiers consolidés**

Pour les exercices terminés les 27 mai 2006 et 28 mai 2005

*(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)***9. Immobilisations**

	Au 27 mai 2006		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
	\$	\$	\$
Terrains	134,2	-	134,2
Terrains destinés à la location	60,3	-	60,3
Immeubles	349,9	59,5	290,4
Immeubles destinés à la location	169,9	22,4	147,5
Améliorations locatives	397,7	134,0	263,7
Équipement	666,8	251,5	415,3
Équipement loué en vertu de contrats de location-acquisition	49,1	19,6	29,5
Constructions en cours	44,9	-	44,9
	1 872,8	487,0	1 385,8

Suite à la finalisation de l'examen approfondi des immobilisations acquises lors de la transaction de Eckerd (note 21), des reclassements ont été faits parmi les différentes composantes des immobilisations. Ces reclassements ont affecté le bilan consolidé du 28 mai 2005 de la façon suivante :

	Au 28 mai 2005		
	Coût (déjà établi)	Reclassements	Coût (ajusté)
	\$	\$	\$
Terrains	174,7	(37,9)	136,8
Terrains destinés à la location	68,8	-	68,8
Immeubles	340,1	3,8	343,9
Immeubles destinés à la location	191,2	-	191,2
Améliorations locatives	355,6	12,5	368,1
Équipement	611,6	7,0	618,6
Équipement loué en vertu de contrats de location-acquisition	41,0	5,9	46,9
Constructions en cours	32,1	-	32,1
	1 815,1	(8,7)	1 806,4

LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.**Notes aux états financiers consolidés**

Pour les exercices terminés les 27 mai 2006 et 28 mai 2005

*(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)***9. Immobilisations (suite)**

	Au 28 mai 2005				
	Amortissement cumulé (déjà établi)	Reclassements	Amortissement cumulé (ajusté)	Valeur comptable nette (déjà établi)	Valeur comptable nette (ajusté)
	\$	\$	\$	\$	\$
Terrains	-	-	-	174,7	136,8
Terrains destinés à la location	-	-	-	68,8	68,8
Immeubles	41,5	2,5	44,0	298,6	299,9
Immeubles destinés à la location	23,0	-	23,0	168,2	168,2
Améliorations locatives	83,0	1,4	84,4	272,6	283,7
Équipement	158,3	(5,6)	152,7	453,3	465,9
Équipement loué en vertu de contrats de location-acquisition	16,8	(7,0)	9,8	24,2	37,1
Constructions en cours	-	-	-	32,1	32,1
	322,6	(8,7)	313,9	1 492,5	1 492,5

LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 27 mai 2006 et 28 mai 2005

(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)

10. Actifs incorporels

Les actifs incorporels se détaillent comme suit :

	Au 27 mai 2006		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
	\$	\$	\$
Dossiers d'ordonnances	337,8	87,9	249,9
Conventions de non-concurrence	6,6	4,6	2,0
Baux avantageux	113,2	28,7	84,5
Marque de commerce ⁽¹⁾	353,0	-	353,0
	810,6	121,2	689,4

	Au 28 mai 2005		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
	\$	\$	\$
Dossiers d'ordonnances	332,6	54,7	277,9
Conventions de non-concurrence	5,9	4,4	1,5
Baux avantageux	113,2	16,0	97,2
Marque de commerce ⁽¹⁾	353,0	-	353,0
	804,7	75,1	729,6

⁽¹⁾ Actif incorporel à durée de vie indéfinie non amorti.

La Compagnie a acquis au cours de l'exercice des actifs incorporels pour un montant de 10 859 000 \$ (752 328 000 \$ en 2005 dont 747 200 000 \$ provenant de l'acquisition de Eckerd décrite à la note 21).

LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 27 mai 2006 et 28 mai 2005

(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)

11. Écarts d'acquisition

La variation de la valeur comptable des écarts d'acquisition se présente comme suit :

	Au 27 mai 2006		
	Franchisage	Vente au détail	Total
	\$	\$	\$
Solde au début de l'exercice	17,2	849,3	866,5
Acquisition (note 21)	-	9,4	9,4
Transfert aux actifs destinés à la vente ⁽¹⁾	(1,4)	-	(1,4)
Variation du cours de change	2,3	-	2,3
Solde à la fin de l'exercice	18,1	858,7	876,8

⁽¹⁾ inclus dans les charges payées d'avance et autres

	Au 28 mai 2005		
	Franchisage	Vente au détail	Total
	\$	\$	\$
Solde au début de l'exercice	15,8	79,5	95,3
Acquisition (note 21)	-	769,8	769,8
Variation du cours de change	1,4	-	1,4
Solde à la fin de l'exercice	17,2	849,3	866,5

12. Autres éléments de l'actif à long terme

	Au 27 mai 2006	Au 28 mai 2005
	\$	\$
Incitatifs versés aux franchisés, nets	18,7	18,3
Frais reportés, nets	75,5	75,8
Impôts futurs (note 6)	5,9	-
Autres	13,5	11,9
Total	113,6	106,0

LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 27 mai 2006 et 28 mai 2005

(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)

13. Dette à long terme

	Au 27 mai 2006	Au 28 mai 2005
	\$	\$
Prêt à terme échéant le 30 juillet 2009, garanti de premier rang, portant intérêt au taux LIBOR plus une marge variable (totalisant 7,6875 % au 27 mai 2006 - 5,75 % au 28 mai 2005), remboursable par versements trimestriels sur la base de tranches annuelles variant entre 9 % et 24 % du solde du prêt.	179,7	243,7
Prêt à terme échéant le 30 juillet 2011, garanti de premier rang, portant intérêt au taux LIBOR plus une marge variable (totalisant 7,625 % au 27 mai 2006 - 5,50 % au 28 mai 2005), remboursable par versements trimestriels sur la base de tranches annuelles de 1 % du solde original du prêt et le solde au cours des exercices 2011 et 2012.	994,6	1 094,5
Billets de premier rang non garantis, portant intérêt au taux de 7,625 % et échéant le 1er août 2012, rachetables après le 1er août 2008.	350,0	350,0
Billets subordonnés de premier rang non garantis, portant intérêt au taux de 8,50 % et échéant le 1er août 2014, rachetables après le 1er août 2009.	850,0	850,0
Contrats de location-acquisition d'équipement informatique et de logiciels, portant intérêt à des taux variant de 4,55 % à 10,25 % (4,55 % à 10,75 % au 28 mai 2005).	14,7	17,1
Autres	1,8	6,1
	2 390,8	2 561,4
Portion échéant au cours du prochain exercice	78,8	65,6
	2 312,0	2 495,8

LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 27 mai 2006 et 28 mai 2005

(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)

13. Dette à long terme (suite)

Convention de crédit

Le 30 juillet 2004, la Compagnie a contracté une convention de crédit comprenant des facilités de crédit renouvelables ainsi que deux prêts à terme. Selon les conditions de la convention de crédit, la Compagnie est soumise à certaines clauses restrictives en ce qui concerne le maintien de ratios financiers et doit respecter certaines conditions. En mars 2006, les clauses ainsi que les conditions afférentes à la convention de crédit ont été amendées. Au 27 mai 2006 et 28 mai 2005, la Compagnie respectait ces clauses et ces conditions.

La convention de crédit est garantie par une sûreté de premier rang grevant la quasi-totalité des actifs de la Compagnie et le gage en premier rang du capital-actions des filiales de la Compagnie.

Échéant le 30 juillet 2009, un montant de 350 000 000 \$ est disponible sous forme d'emprunts renouvelables, ou sous forme de lettres de crédit pour un montant n'excédant pas 180 000 000 \$. Les emprunts liés à la convention de crédit portent intérêt au taux préférentiel américain ou canadien plus une marge variable ou au taux LIBOR plus une marge variable (variant de 0,50 % à 2,50 %). Les marges varient selon l'atteinte de certains ratios financiers. Au 27 mai 2006 et au 28 mai 2005, les facilités de crédit disponibles étaient inutilisées, à l'exception d'un montant de lettres de crédit de 70 674 000 \$ et de 67 927 000 \$ respectivement.

Remboursements minimaux

Les remboursements minimaux à effectuer durant les prochains exercices sont les suivants :

	Dette à long terme	Contrats de location - acquisition	
	Capital	Capital	Intérêt
	\$	\$	\$
2007	69,5	9,3	0,3
2008	69,8	3,3	0,3
2009	52,4	1,9	0,2
2010	33,8	0,2	-
2011	522,3	-	-

Aux paiements minimaux présentés ci-dessus, des remboursements supplémentaires pourraient être effectués par la Compagnie en fonction des flux monétaires générés au cours de l'exercice.

LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 27 mai 2006 et 28 mai 2005

(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)

14. Autres éléments du passif à long terme

	Au 27 mai 2006	Au 28 mai 2005
	\$	\$
Produits reportés	31,3	9,8
Obligations reportées relatives à des baux	29,0	17,8
Baux défavorables	29,6	32,3
Provision générale et d'indemnités pour accidents du travail	64,5	68,8
Provision pour fermeture d'établissements ⁽¹⁾	72,4	96,6
Impôts futurs (note 6)	171,5	246,5
Autres	8,8	9,0
	407,1	480,8

⁽¹⁾ La provision pour fermeture d'établissements est fondée sur la valeur actualisée des obligations découlant des baux, net des loyers estimatifs de sous-location et des autres coûts de fin de bail. Pour l'exercice terminé le 27 mai 2006, des paiements de 32 426 000 \$ (10 135 000 \$ en 2005) ont été appliqués en réduction de la provision (incluant la portion court terme). De plus, pour l'exercice terminé le 27 mai 2006, une charge de 3 568 000 \$ (4 726 000 \$ en 2005) a été enregistrée aux résultats pour tenir compte de nouvelles fermetures d'établissements. Par ailleurs, une provision de 128 227 000 \$ a été générée au cours de l'exercice 2005 lors de l'acquisition d'Eckerd.

15. Capital-actions

Autorisé, en nombre illimité :

Actions à droit de vote subalterne catégorie A, participantes, avec un droit de vote par action, échangeables au gré du porteur contre un même nombre d'actions catégorie B lors d'une offre publique d'achat portant sur les actions catégorie B, sans valeur nominale, dividende déclaré en dollars canadiens.

Actions catégorie B, participantes, avec dix droits de vote par action, échangeables contre des actions à droit de vote subalterne catégorie A à raison d'une action à droit de vote subalterne catégorie A pour une action catégorie B, sans valeur nominale, dividende déclaré en dollars canadiens.

Actions catégorie C, à être émises en une ou plusieurs séries selon des droits, privilèges, conditions et restrictions à être déterminés, non participantes, sans droit de vote, sans valeur nominale.

LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 27 mai 2006 et 28 mai 2005

(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)

15. Capital-actions (suite)

Les changements survenus au capital-actions se détaillent comme suit :

	2006		2005	
	Nombre d'actions (en millions)	\$	Nombre d'actions (en millions)	\$
Actions à droit de vote subalterne catégorie A				
Actions émises au début de l'exercice	142,2	577,5	106,6	145,0
Émission d'actions en espèces ⁽¹⁾	-	-	33,3	424,4
Actions catégorie B échangées contre des actions à droits de vote subalterne catégorie A	-	-	0,9	-
Options sur actions exercées	0,1	0,4	1,4	8,1
Actions émises à la fin de l'exercice	142,3	577,9	142,2	577,5
Actions catégorie B				
Actions émises au début de l'exercice	119,4	-	120,3	-
Actions catégorie B échangées contre des actions à droits de vote subalterne catégorie A	-	-	(0,9)	-
Actions émises à la fin de l'exercice	119,4	-	119,4	-
Total des actions émises à la fin de l'exercice	261,7	577,9	261,6	577,5

⁽¹⁾ Net des frais d'émission d'actions de 19,3 millions de dollars moins les impôts afférents de 6,0 millions de dollars.

LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 27 mai 2006 et 28 mai 2005

(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)

16. Écart de conversion des devises

La variation du solde net de l'écart de conversion des devises se présente comme suit :

	Au 27 mai 2006	Au 28 mai 2005
	\$	\$
Solde au début de l'exercice	46,2	(0,3)
Effet des variations des cours de change durant l'exercice :		
Sur l'investissement net dans les filiales étrangères autonomes	(122,6)	(42,0)
Sur la conversion dans la monnaie de présentation des états financiers de la société mère et de ses filiales canadiennes	197,4	88,7
Sur certaines dettes à long terme libellées en dollars américains désignées comme couverture de l'investissement net dans les filiales étrangères autonomes	-	(0,2)
Solde à la fin de l'exercice	121,0	46,2

17. Rémunération à base d'actions

La Compagnie a un régime d'options sur actions à prix fixe. En vertu du régime d'options sur actions établi en 1995 en faveur de certains cadres, la Compagnie peut octroyer des options à ces employés jusqu'à concurrence de 8 millions d'actions à droit de vote subalterne catégorie A. Selon le régime, le prix de levée de chaque option ne peut être inférieur au cours moyen pondéré en fonction du volume des actions de la Compagnie à la Bourse de Toronto des cinq jours précédant la date d'octroi des options et la durée maximale d'une option est de 10 ans. Les options octroyées sont acquises annuellement sur une durée maximale de 4 ans.

LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 27 mai 2006 et 28 mai 2005

(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)

17. Rémunération à base d'actions (suite)

Les changements survenus dans le nombre d'options se détaillent comme suit :

	2006		2005	
	Nombre d'options (en millions)	Prix de levée moyen pondéré (en dollars canadiens)	Nombre d'options (en millions)	Prix de levée moyen pondéré (en dollars canadiens)
Options en cours au début de l'exercice	1,9	13,05	2,9	10,15
Options octroyées	0,7	14,69	0,5	15,76
Options levées	(0,1)	10,53	(1,4)	7,53
Options annulées	-	16,29	(0,1)	15,98
Options en cours à la fin de l'exercice	2,5	13,47	1,9	13,05
Options pouvant être levées à la fin de l'exercice	1,6	12,48	1,2	11,34

Le tableau suivant résume l'information relative aux options sur actions à prix fixe en cours au 27 mai 2006 :

Fourchette des prix d'exercice (en dollars canadiens)	Options en cours			Options pouvant être exercées	
	Nombre d'options (en millions)	Durée de vie contractuelle moyenne pondérée à courir (années)	Prix d'exercice moyen pondéré (en dollars canadiens)	Nombre d'options (en millions)	Prix d'exercice moyen pondéré (en dollars canadiens)
Moins de 10 \$	0,7	4,1	8,55	0,7	8,55
10 \$ - 15 \$	0,9	8,6	14,15	0,4	13,80
15 \$ - 20 \$	0,9	7,7	16,53	0,5	16,75
	2,5	7,0	13,47	1,6	12,48

LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 27 mai 2006 et 28 mai 2005

(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)

17. Rémunération à base d'actions (suite)

Les données suivantes représentent la moyenne pondérée des hypothèses utilisées dans l'évaluation du prix des options sur actions selon le modèle de Black et Scholes :

	2006	2005
Dividende annuel prévu	0,81%	0,70%
Volatilité prévue	29,59%	27,10%
Taux d'intérêt sans risque	3,88%	4,01%
Durée prévue (années)	6	6

Au cours de l'exercice terminé le 27 mai 2006, la Compagnie a octroyé 694 657 options (492 780 en 2005). La moyenne pondérée de la juste valeur de ces options est de 5,21 \$CA au 27 mai 2006 (5,07 \$CA en 2005). Une somme de 1 647 000 \$ a été constatée dans les charges relatives au régime d'options sur actions pour l'exercice terminé le 27 mai 2006 (623 000 \$ en 2005).

Si le coût de la rémunération avait été établi selon la méthode de comptabilisation à la juste valeur à la date d'octroi, pour les octrois consentis au cours de l'exercice terminé le 31 mai 2003, le bénéfice net pour l'exercice terminé le 27 mai 2006 aurait été réduit de 322 000 \$ (300 000 \$ en 2005). Le bénéfice net par action de base et le bénéfice net par action dilué pour ces exercices seraient demeurés inchangés.

18. Garanties et éventualités

Garanties

Le 31 juillet 2004, la Compagnie a acquis les actions de trois filiales de TDI Consolidated Corporation (note 21). En vertu de la convention d'achat d'actions, la Compagnie a accordé des indemnités d'usage en faveur du vendeur. Elle a convenu d'indemniser le vendeur pour des questions de nature fiscale, des dommages et certains coûts liés aux activités acquises. Certaines obligations d'indemnisation sont limitées à 350 millions de dollars et d'autres ne précisent pas de plafond quant au montant de couverture. Certaines obligations d'indemnisation étaient en vigueur jusqu'en avril 2006 et d'autres survivront jusqu'à l'expiration de la loi sur la prescription applicable. Le montant maximal du passif éventuel au titre de telles garanties d'indemnisation ne peut être estimé, car ce montant dépend de l'issue d'événements futurs éventuels dont la nature et la probabilité ne peuvent être établies pour le moment.

Certains arrangements concernant la dette requièrent une indemnisation des parties advenant des changements tels que des changements au niveau de la loi sur les retenues fiscales. La nature et l'ampleur de ces indemnités dépendent d'événements futurs, aucun n'étant prévisible au 27 mai 2006 ni au 28 mai 2005. De plus, la structure de telles transactions rend ces événements improbables. Conséquemment, aucune provision n'a été inscrite aux états financiers consolidés.

LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 27 mai 2006 et 28 mai 2005

(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)

18. Garanties et éventualités (suite)

La Compagnie garantit le remboursement de certains emprunts bancaires contractés par des franchisés pour un montant maximum de 5 033 000 \$ au 27 mai 2006 (5 981 000 \$ au 28 mai 2005). La majorité des cautions s'applique à des prêts dont l'échéance maximum est de huit ans. Ces emprunts sont également cautionnés personnellement par les franchisés.

Conventions de rachat

En vertu de conventions de rachat de stocks, la Compagnie s'est engagée auprès d'institutions bancaires à racheter les stocks de certains de ses franchisés jusqu'à concurrence du montant utilisé de la marge de crédit consentie par les institutions bancaires à ces mêmes franchisés. Au 27 mai 2006, les financements relatifs aux stocks se chiffrent à 55 670 000 \$ (46 122 000 \$ au 28 mai 2005). Toutefois, en vertu de ces conventions, la Compagnie ne s'est pas engagée à combler le déficit qui pourrait être créé si la valeur des stocks était inférieure au montant des avances.

En vertu de conventions de rachat d'équipements financés par des contrats de location-acquisition n'excédant pas cinq ans et des emprunts bancaires n'excédant pas huit ans, la Compagnie s'est engagée auprès d'institutions financières à racheter les équipements de certains de ses franchisés. Dans le cas de contrats de location-acquisition, la valeur de rachat est liée au solde net du bail à la date de rachat. Dans le cas d'équipements financés par emprunt bancaire, la valeur de rachat minimum est fixée par contrat avec l'institution financière. Au 27 mai 2006, les financements relatifs aux équipements se chiffrent à 22 338 000 \$ (23 132 000 \$ au 28 mai 2005). Toutefois, la direction considère que la valeur de réalisation des éléments d'actif ne peut être inférieure au montant éventuel du rachat.

La Compagnie n'a jamais eu à verser d'indemnisation en vertu de telles ententes et n'a enregistré aucun passif à l'égard de ces garanties dans ses états financiers consolidés pour les exercices terminés le 27 mai 2006 et le 28 mai 2005.

Éventualités

Dans le cours normal de son exploitation, la Compagnie fait l'objet de réclamations et de litiges. Bien que le dénouement des procédures ne puisse être déterminé avec certitude, la direction juge que toute responsabilité qui découlerait de telles éventualités n'aurait pas d'incidence négative importante sur les états financiers de la Compagnie.

LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 27 mai 2006 et 28 mai 2005

(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)

19. Engagements

Le solde des engagements relatifs à des contrats de location-exploitation d'immeubles et de matériel roulant échéant jusqu'en 2047 totalise 4 210 412 000 \$. La Compagnie a également des engagements pour la construction d'immeubles auprès d'entrepreneurs totalisant 20 022 000 \$ ainsi que des ententes avec des fournisseurs pour l'acquisition de stocks et de services totalisant 56 843 000 \$. Les paiements minimums exigibles au cours des cinq prochains exercices sont les suivants :

	Contrats de location- exploitation	Autres engagements commerciaux
	\$	\$
2007	380,7	47,5
2008	363,8	15,7
2009	345,3	7,1
2010	323,3	3,3
2011	303,3	3,3

La Compagnie a consenti des contrats de location et de sous-location d'immeubles en vertu desquels elle doit recevoir jusqu'en 2047 des paiements minimums totalisant 308 374 000 \$. Ce montant tient compte du renouvellement des contrats de sous-location aux mêmes termes et conditions que les contrats de location.

20. Régimes de retraite

La Compagnie offre des régimes à prestations déterminées et à cotisations déterminées à ses employés. La date de mesure utilisée aux fins de présentation de l'information financière des actifs et des obligations au titre des prestations est le 27 mai 2006 (le 28 mai en 2005).

LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 27 mai 2006 et 28 mai 2005

(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)

20. Régimes de retraite (suite)

La charge de la Compagnie au titre de ces régimes se présente comme suit :

	2006	2005
	\$	\$
Charge de retraite pour les régimes à cotisations déterminées	23,5	18,2
Régimes à prestations déterminées		
Coût des services rendus au cours de l'exercice	0,6	0,5
Intérêts débiteurs	0,5	0,4
Rendement réel des actifs des régimes	(0,3)	(0,1)
Amortissement du coût des services passés	0,2	0,9
Gains actuariels	(0,1)	(0,2)
Écart de conversion des devises	0,2	-
Charge de retraite pour les régimes à prestations déterminées	1,1	1,5

Les renseignements relatifs aux régimes à prestations déterminées se présentent comme suit :

	Au 27 mai 2006	Au 28 mai 2005
	\$	\$
Obligations au titre des prestations constituées		
Solde au début de l'exercice	7,1	6,7
Coût des services rendus au cours de l'exercice	0,6	0,5
Intérêts débiteurs	0,5	0,4
Coût des services passés	3,0	-
Prestations versées	(0,1)	(0,1)
Règlements	(0,2)	(0,7)
Pertes actuarielles (gains actuariels)	0,9	(0,2)
Écart de conversion des devises	1,0	0,5
Solde à la fin de l'exercice	12,8	7,1

LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 27 mai 2006 et 28 mai 2005

(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)

20. Régimes de retraite (suite)

	Au 27 mai 2006	Au 28 mai 2005
	\$	\$
Actifs des régimes		
Juste valeur au début de l'exercice	3,3	3,1
Rendement réel des actifs des régimes	0,3	0,1
Cotisations de l'employeur	1,3	0,7
Prestations versées	(0,1)	(0,1)
Règlements	(0,2)	(0,7)
Écart de conversion des devises	0,5	0,2
Juste valeur à la fin de l'exercice	5,1	3,3
Obligations au titre des prestations constituées	12,8	7,1
Actifs des régimes	(5,1)	(3,3)
	7,7	3,8
Pertes actuarielles nettes non amorties	1,0	-
Coût non amorti des services passés	4,8	2,0
Passif au titre de prestations constituées (inclus dans les créditeurs et charges à payer)	1,9	1,8

Au 27 mai 2006 et au 28 mai 2005, les obligations au titre des prestations constituées de chacun des régimes de retraite étaient supérieures à l'actif de ces régimes.

Au 27 mai 2006, 35 % (36 % en 2005) de la juste valeur des actifs des régimes était en dépôt à titre d'impôts canadiens remboursables et 65 % (64 % en 2005) était investi. La répartition des actifs investis se détaille comme suit :

	2006	2005
	%	%
Fonds équilibrés	66	57
Placements à revenus fixes et rente viagère	26	34
Fonds d'actions	6	7
Autres	2	2

LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 27 mai 2006 et 28 mai 2005

(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)

20. Régimes de retraite (suite)

Aucun actif des régimes n'est directement investi dans des titres de la société mère ou de ses filiales.

Les principales hypothèses actuarielles retenues par la Compagnie pour évaluer ses obligations au titre de prestations constituées et le coût des prestations sont les suivantes (moyenne pondérée) :

	<u>2006</u>	<u>2005</u>
	%	%
Obligations au titre des prestations constituées		
Taux d'actualisation	5,42	6,00
Taux de rendement à long terme prévu des actifs des régimes	6,00	6,75
Taux de croissance de la rémunération	4,00	4,00
Coût des prestations constituées		
Taux d'actualisation	5,93	6,00
Taux de croissance de la rémunération	4,00	4,00

21. Acquisition d'entreprises

Le 31 juillet 2004, la Compagnie a acquis les actions de trois filiales de TDI Consolidated Corporation, une filiale en propriété exclusive de J.C. Penney Corporation, Inc., qui détenait 1 549 établissements de la chaîne de pharmacies Eckerd situés dans 13 états du nord-est, du centre du littoral de l'Atlantique et du sud-est des États-Unis. L'acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition et les résultats d'exploitation sont depuis inclus dans les présents états financiers consolidés.

LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 27 mai 2006 et 28 mai 2005

(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)

21. Acquisition d'entreprises (suite)

La Compagnie a complété la répartition du prix d'acquisition selon les informations et les évaluations disponibles. Pour l'exercice terminé le 27 mai 2006, la Compagnie a enregistré une augmentation de 9,4 millions de dollars pour l'écart d'acquisition représentant une diminution de 1,0 millions de dollars pour le passif d'impôts futurs et de 10,4 millions de dollars pour les immobilisations. L'écart d'acquisition ne sera pas fiscalement déductible.

Répartition du prix d'achat :

	<u>Finale</u>
	\$
Actifs net acquis	
Éléments hors caisse du fonds de roulement	751,9
Immobilisations	887,7
Actifs incorporels :	
Marque de commerce (non amortissable)	353,0
Dossiers d'ordonnances (amortissables sur 10 ans)	286,4
Baux avantageux (amortissables sur la durée des baux) ⁽¹⁾	75,9
Écart d'acquisition	779,2
Passif d'impôts futurs	(424,8)
Provision pour fermeture d'établissements ⁽²⁾	(111,5)
Autres éléments du passif à long terme	(106,0)
Actif net hors caisse acquis	<u>2 491,8</u>
Espèces	<u>4,3</u>
Actif net acquis	<u>2 496,1</u>
Contrepartie en espèces et frais d'acquisitions	<u>2 496,1</u>

⁽¹⁾ Net des baux défavorables de 31,9 millions de dollars.

⁽²⁾ Portion long terme.

LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 27 mai 2006 et 28 mai 2005

(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)

22. Opérations entre apparentés

Les opérations conclues avec des entreprises contrôlées par un membre de la direction ayant une influence notable sur la Compagnie sont les suivantes :

	2006	2005
	\$	\$
Produits		
Chiffre d'affaires	6,3	6,1
Redevances	0,4	0,3
Loyers	0,3	0,4
Divers	-	0,2
	7,0	7,0

Au 27 mai 2006, la Compagnie avait un solde à recevoir résultant de ces transactions de 581 000 \$ (598 000 \$ au 28 mai 2005). Ce montant est inclus dans les débiteurs de la Compagnie. Ces opérations sont effectuées dans le cours normal des affaires et sont mesurées à la valeur d'échange.

23. Instruments financiers

Juste valeur

La juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des placements temporaires, des débiteurs et des créditeurs et des charges à payer est comparable à leur valeur comptable en raison de leur échéance prochaine.

La juste valeur des prêts, avances et créances de franchisés à long terme n'a pas été déterminée car ces soldes résultent de transactions effectuées dans un contexte de relations commerciales privilégiées et à des termes et conditions qui peuvent différer de celles qui seraient négociées avec des non-franchisés.

LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 27 mai 2006 et 28 mai 2005

(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)

23. Instruments financiers (suite)

L'estimation de la juste valeur des autres instruments financiers pour lesquels une juste valeur doit être présentée est déterminée en utilisant des cours du marché ou des taux d'intérêts disponibles sur le marché pour des instruments identiques ou semblables. Les estimations de la juste valeur et la valeur comptable de ces instruments sont les suivantes :

	Au 27 mai 2006		Au 28 mai 2005	
	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable
	\$	\$	\$	\$
Dette à long terme	2 325,3	2 390,8	2 540,3	2 561,4
Instruments financiers dérivés, actif :				
Conventions d'échange de taux d'intérêt	11,4	-	0,9	-

Risque de taux d'intérêt

Conventions d'échange de taux d'intérêt

La Compagnie utilise des swaps de taux d'intérêt dans le but de réduire l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt sur une portion de sa dette à long terme. Au 27 mai 2006 et au 28 mai 2005, ces swaps de taux d'intérêts, échéant en juillet 2011, fixent le taux d'intérêt LIBOR à 4,11 % sur un montant nominal de 200 millions de dollars. Ces contrats de swaps exigent l'échange périodique de paiements d'intérêts sans échange du nominal sur lequel les paiements sont calculés. La Compagnie désigne ses contrats de swaps de taux d'intérêt comme couvertures de l'intérêt sur la dette sous-jacente. Elle ajuste les intérêts débiteurs sur la dette pour y inclure les paiements faits ou reçus en vertu de ces contrats de swaps de taux d'intérêt.

Risque de crédit

Le risque auquel est exposée la Compagnie en raison de la concentration de crédit est limité. Le risque de non-recouvrement est atténué du fait que les soldes à recevoir proviennent d'un grand nombre de clients.

LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 27 mai 2006 et 28 mai 2005

(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)

23. Instruments financiers (suite)

Risque de devises étrangères

Même si la Compagnie utilise comme monnaie de présentation le dollar américain, les états financiers non consolidés de sa société mère et de ses filiales sont préparés en fonction de leurs monnaies fonctionnelles respectives, soit le dollar américain pour ses opérations américaines et le dollar canadien pour ses opérations canadiennes ainsi que pour ses activités corporatives.

Les opérations libellées en monnaie autre que la monnaie fonctionnelle pour chaque entité sont converties selon la méthode temporelle. Selon cette méthode, les actifs et passifs monétaires en devises étrangères sont convertis au taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice, les actifs et passifs non monétaires en devises étrangères sont convertis au taux de change d'origine tandis que les éléments de l'état des résultats en devises étrangères sont convertis aux taux de change moyens mensuels. Tous les gains et pertes résultant de cette conversion sont de nature courante et sont inclus à l'état des résultats consolidés, sauf s'ils font l'objet de comptabilité de couverture.

Afin de minimiser la volatilité du bénéfice résultant de la conversion des postes monétaires de sa société mère et de ses filiales libellés en monnaies autres que la monnaie fonctionnelle de l'entité, la Compagnie désigne, depuis février 2005, une portion de ses dettes en dollars américains à titre d'instrument de couverture de change relativement à son investissement net dans ses filiales américaines. Conséquemment, les gains et pertes de change non matérialisés correspondants sont, depuis la date de désignation, comptabilisés dans le compte écart de conversion des devises de l'avoir des actionnaires.

Risque de concentration

Au cours de l'exercice 2006, approximativement 83 % (87 % en 2005) des médicaments d'ordonnance d'origine pour le réseau américain ont été achetés du fournisseur McKesson Corporation avec lequel la Compagnie a conclu une entente d'approvisionnement à long terme.

LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 27 mai 2006 et 28 mai 2005

(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)

24. Renseignements complémentaires aux flux de trésorerie

Variation nette des éléments hors caisse de l'actif et du passif d'exploitation

La variation nette des éléments hors caisse de l'actif et du passif d'exploitation se détaille comme suit :

	2006	2005
	\$	\$
Débiteurs, impôts à recevoir et charges payées d'avance	(21,0)	(17,6)
Stocks	(68,2)	(74,4)
Créditeurs, charges et impôts à payer	(48,3)	57,4
Autres éléments de l'actif à long terme	(0,3)	(8,0)
Autres éléments du passif à long terme	(26,2)	(4,7)
Autres éléments	-	(0,3)
Variation nette des éléments hors caisse de l'actif et du passif d'exploitation	(164,0)	(47,6)

Autres renseignements

Intérêts versés	184,7	104,1
Impôts sur les bénéfices versés	28,4	48,7

Le 4 novembre 2005, la Compagnie a cédé certains actifs immobiliers de son secteur franchisage au Canada pour une contrepartie de 94,0 millions de dollars en espèces (111,7 millions de dollars canadiens) et a contracté des ententes de cession-bail pour les espaces utilisés par les pharmacies Jean Coutu. La Compagnie a réalisé un gain sur disposition, avant impôts, de 20,9 millions de dollars (24,8 millions de dollars canadiens). Quoiqu'uniquement 41 % des espaces locatifs vendus représente la portion cession-bail, les PCGR requièrent, selon certains critères, que la totalité du gain soit reportée sur la durée des nouveaux baux, lesquels sont d'une durée moyenne approximative de 16 ans. Le gain reporté est présenté dans les autres éléments du passif à long terme.

25. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de l'exercice en cours.

LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 27 mai 2006 et 28 mai 2005

(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)

26. Rapprochement selon les PCGR du Canada et les PCGR des États-Unis

Les présents états financiers consolidés sont dressés conformément aux PCGR du Canada, qui diffèrent à certains égards importants des principes comptables généralement reconnus des États-Unis («PCGR des États-Unis»). Bien que les renseignements présentés ci-après ne représentent pas un exposé complet de toutes les différences entre les PCGR du Canada et les PCGR des États-Unis, il est peu probable que les autres différences aient une incidence significative sur le bénéfice net et le bilan consolidés de la Compagnie.

Toutes les différences importantes entre les PCGR du Canada et les PCGR des États-Unis ainsi que l'incidence sur le bénéfice net et l'avoir des actionnaires sont présentées dans les tableaux qui suivent et sont accompagnées d'explications relatives aux ajustements.

	2006	2005
	\$	\$
Rapprochement du bénéfice net		
Bénéfice net selon les PCGR du Canada	103,8	104,4
Ajustement au titre de l'amortissement (a)	-	0,3
Ajustement au titre de cession-bail (b)	(1,7)	-
Ajustement au titre de la vente d'immobilisations (c)	0,9	-
Incidence fiscale des ajustements ci-dessus	0,4	(0,1)
Bénéfice net selon les PCGR des États-Unis	103,4	104,6
Bénéfice net par action selon les PCGR des États-Unis (en dollars)		
De base	0,40	0,41
Dilué	0,39	0,41
Autres éléments du résultat global		
Écarts de conversion cumulés, déduction faite des impôts (e)	74,8	46,5
Écarts de conversion cumulés sur l'ajustement de l'amortissement, de la cession-bail et de la vente d'immobilisations, déduction faite des impôts (a, b, c et e)	(1,3)	(0,8)
Variations de la juste valeur des dérivés, déduction faite des impôts (d)	7,2	(1,1)
Reclassement du gain réalisé sur les instruments dérivés dans les résultats (d)	0,3	2,7
Autres éléments du résultat global	81,0	47,3

LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.**Notes aux états financiers consolidés**

Pour les exercices terminés les 27 mai 2006 et 28 mai 2005

*(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)***26. Rapprochement selon les PCGR du Canada et les PCGR des États-Unis (suite)**

	Au 27 mai 2006	Au 28 mai 2005
	\$	\$
État des autres éléments du résultat global cumulé		
Autres éléments du résultat global cumulé :		
Écarts de conversion cumulés, déduction faite des impôts (e)	121,0	46,2
Écarts de conversion cumulés sur l'ajustement de l'amortissement, de la cession-bail et de la vente d'immobilisations, déduction faite des impôts (a, b, c et e)	(2,7)	(1,4)
Variations cumulées de la juste valeur des dérivés, déduction faite du reclassement du gain (de la perte) réalisé(e) sur les instruments dérivés dans les résultats et déduction faite des impôts (d)	6,7	(0,8)
Autres éléments du résultat global cumulé	125,0	44,0
Rapprochement de l'avoir des actionnaires		
Avoir des actionnaires selon les PCGR du Canada	1 565,7	1 412,1
Ajustements au titre des éléments suivants :		
Amortissement (a)	(13,0)	(13,0)
Cession-bail (b)	(1,7)	-
Vente d'immobilisations (c)	0,9	-
Incidence fiscale des ajustements ci-dessus	4,9	4,5
Écarts de conversion cumulés, déduction faite des impôts (e)	(121,0)	(46,2)
Autres éléments du résultat global cumulé	125,0	44,0
Avoir des actionnaires selon les PCGR des États-Unis	1 560,8	1 401,4

LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 27 mai 2006 et 28 mai 2005

(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)

26. Rapprochement selon les PCGR du Canada et les PCGR des États-Unis (suite)

L'incidence des différences entre les PCGR du Canada et des États-Unis sur les éléments du bilan consolidé est la suivante :

	Au 27 mai 2006		Au 28 mai 2005	
	PCGR du Canada	PCGR des É.-U.	PCGR du Canada	PCGR des É.-U.
	\$	\$	\$	\$
Postes des bilans consolidés				
Actif				
Immobilisations (a) et (b)	1 385,8	1 436,9	1 492,5	1 477,3
Autres éléments de l'actif à long terme (a), (b) et (d)	113,6	127,1	106,0	111,6
Passif				
Autres éléments du passif à long terme (b)	407,1	476,6	480,8	482,0
Avoir des actionnaires	1 565,7	1 560,8	1 412,1	1 401,4

a) Amortissement

En vertu des PCGR du Canada, la Compagnie a amorti ses immeubles destinés à la location selon la méthode des intérêts composés jusqu'au 31 mai 2004 (note 2e). Cette méthode n'était pas acceptable selon les PCGR des États-Unis. La Compagnie comptabilise l'amortissement de ses immeubles destinés à la location en vertu des PCGR des États-Unis au moyen de la méthode linéaire à un taux de 2,5 %.

b) Cession-bail

Le 4 novembre 2005, la Compagnie a cédé certains actifs immobiliers de son secteur franchisage au Canada et a contracté des ententes de cession-bail. En vertu des PCGR du Canada, l'opération de cession-bail a été comptabilisée selon la comptabilité de cession-bail résultant en la comptabilisation d'une vente, le retrait du bilan des propriétés et passifs reliés et en la constatation d'un gain reporté résultant de la vente. Les baux sont comptabilisés à titre de contrats de location exploitation.

LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 27 mai 2006 et 28 mai 2005

(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)

26. Rapprochement selon les PCGR du Canada et les PCGR des États-Unis (suite)

b) Cession-bail (suite)

En vertu des PCGR des États-Unis, cette opération a été comptabilisée conformément au «*Statement Financial Accounting Standard No. 98*» («SFAS 98»), intitulé «*Accounting for Leases*». SFAS 98 interdit la constatation de la vente sur une opération de cession-bail lorsque la sous-location n'est pas considérée comme négligeable. La Compagnie a comptabilisé l'opération comme une opération de financement, faisant en sorte que le produit de la vente est comptabilisé à titre de passif sur lequel une dépense d'intérêt sera subséquemment calculée durant la période d'amortissement. De plus, puisque la vente d'actifs n'est pas constatée, la valeur comptable des propriétés visées n'est pas ajustée et celle-ci continuera d'être amortie sur la période d'amortissement du passif. Les paiements des baux reçus par l'acheteur sont comptabilisés à titre de revenus par la Compagnie et portés contre le passif.

c) Vente d'immobilisations

Dans le cadre de l'opération décrite à la note 24, la Compagnie a cédé certains actifs immobiliers de son secteur franchisage au Canada qui n'étaient pas sujets à des ententes de cession-bail. Pour ces actifs, la Compagnie a comptabilisé un gain de 900 000 \$ en vertu des PCGR des États-Unis comparativement à un gain de 18 000 \$ en vertu des PCGR du Canada, reflétant la valeur nette comptable inférieure des actifs cédés selon les PCGR des États-Unis.

d) Instruments financiers dérivés et couvertures

Selon les PCGR des États-Unis, la Compagnie comptabilise ses instruments dérivés au bilan à titre d'élément d'actif ou de passif, en fonction de leur juste valeur. Les gains et les pertes découlant de la fluctuation de la valeur de ces instruments dérivés sont comptabilisés selon l'utilisation de l'instrument dérivé et selon qu'il est admissible ou non à la comptabilité de couverture.

La Compagnie a des swaps de taux d'intérêt de façon à fixer le taux d'intérêt sur une tranche de sa dette à taux variable. Ces swaps de taux d'intérêt sont conçus à titre de couvertures des flux de trésorerie et les variations de la juste valeur de ces contrats sont constatées à titre de composante des autres éléments du résultat global et sont par la suite comptabilisées à titre d'intérêts sur la dette à long terme de la période à laquelle l'exposition couverte survient. En vertu des PCGR du Canada, les variations de la juste valeur de ces contrats ne sont pas constatées (note 2f).

e) Écart de conversion

En vertu des PCGR du Canada, le gain ou la perte de change de la Compagnie résultant de la conversion des états financiers est reporté au poste écart de conversion des devises dans l'avoir des actionnaires. En vertu des PCGR des États-Unis, les écarts de conversion sont présentés à titre de composante des autres éléments du résultat global, dans l'avoir des actionnaires.

LE GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC.

Notes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 27 mai 2006 et 28 mai 2005

(en millions de dollars américains pour les tableaux, sauf indication contraire)

26. Rapprochement selon les PCGR du Canada et les PCGR des États-Unis (suite)

f) Modifications des normes comptables des États-Unis

2006

Paiements à base d'actions

En décembre 2004, le *Financial Accounting Standards Board* («FASB») a publié le SFAS N° 123 (révisé en 2004), «*Share-Based Payment*» («SFAS 123R»), qui porte sur la comptabilisation des paiements à base d'actions. Le SFAS 123R exige que tous les paiements à base d'actions aux employés, y compris les attributions d'options d'achat d'actions aux employés, soient constatés dans les états financiers à la juste valeur. La Compagnie a adopté le SFAS 123R le 1er septembre 2005. L'adoption du SFAS 123R n'a eu aucune incidence significative sur les états financiers consolidés de la Compagnie.

Coûts de location pendant la période de construction

En octobre 2005, le FASB a publié le *FASB Staff Position* («FSP») N° 13-1 intitulé «*Accounting for Rental Costs Incurred during a Construction Period*». Le FSP N° 13-1 traite de la comptabilisation des contrats de location-exploitation engagés pendant la période de construction et exige que ces coûts soient enregistrés dans les charges locatives. En vertu des PCGR du Canada, la Compagnie capitalise ces coûts de location. Les dispositions du FSP No 13-1 ont été appliquées prospectivement à compter de la période débutant après le 27 février 2006. L'adoption du FSP No 13-1 n'a eu aucune incidence significative sur les états financiers consolidés de la Compagnie.

2005

Consolidation des entités à détenteurs de droits variables

En janvier 2003, le FASB a publié le bulletin d'interprétation 46 intitulé «*Consolidation of Variable Interest Entities - an Interpretation of ARB No. 51*». Ce bulletin d'interprétation traite de la consolidation des entités à détenteurs de droits variables (« EDDV ») auxquelles les conditions habituelles de consolidation ne s'appliquent pas étant donné que les EDDV ne possèdent pas de droits de vote ou ne sont autrement pas soumises à un contrôle en raison de la détention de droits de vote. L'interprétation exige que les EDDV non consolidées soient consolidées par leurs principaux bénéficiaires si les entités ne procèdent pas à une répartition efficace des risques entre les parties concernées. En décembre 2003, le FASB a révisé le FIN 46 («FIN 46R»), ce qui a eu pour effet de retarder la date requise de mise en application aux périodes terminées après le 15 mars 2004. La Compagnie a été tenue d'appliquer les dispositions du FIN 46R à compter du 1er juin 2004. L'adoption du FIN 46R n'a eu aucune incidence significative sur les états financiers consolidés de la Compagnie.